





© 2016

(Pas de copyright...)

L'usage commercial reste soumis à l'accord des autrices et auteurs.

Le photocopillage tue l'industrie du livre.

Le plus tôt sera le mieux!

ISBN 978-2-912631-27-0







ON EST TOUJOURS LÀ !

CINQUIÈMES RENCONTRES NATIONALES
DES LUTTES DES IMMIGRATIONS

éditions tahin party

Ce livre est constitué des différentes interventions et débats qui se sont déroulés lors des 5èmes Rencontres nationales des luttes des immigrations, à Saint-Étienne les 18 et 19 avril 2015.

Réalisé à partir de la retranscription la plus fidèle possible de l'ensemble des échanges, il se veut une trace écrite destinée à garder la mémoire, l'esprit et la qualité de ces rencontres.

Les retranscriptions ont été réalisées de façon militante par Y.M. & A.V, sympathisant-es du FUIQP (Front uni des immigrations et des quartiers populaires).

Sauf indication contraire telle que ndi (note de l'intervenant-e) ou nda (note de l'auteur-e), les notes de bas de page et les encarts insérés au fil du texte ont été rédigés par les Éditions Tahin Party, qui assument l'entière responsabilité de leur contenu.

Un grand merci à toutes les personnes qui ont participé à l'édition de ce livre.







SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	12
PRÉSENTATION.....	16
Sonia Moussaoui	
PRÉSENTATION DES OBJECTIFS DU FUIQP ET DES 5ÈMES RENCONTRES NATIONALES DES LUTTES DES IMMIGRATIONS.....	20
Saïd Bouamama	
PRÉAMBULE AUX 5ÈMES RENCONTRES.....	26
Kamel Badaoui	

PREMIÈRE TABLE RONDE

ISLAMOPHOBIE.....	29
Ismahane Chouder	
NÉGROPHOBIE.....	38
Almamy Kanouté	
RROMOPHOBIE.....	44
Saimir Mile	
DÉBAT.....	52
ANALYSE SYSTÉMIQUE DES DISCRIMINATIONS RACISTES.....	56
Saïd Bouamama	





DEUXIÈME TABLE RONDE

VIOLENCES POLICIÈRES.....	67
Farid El Yamni	
PRISON : VIOLENCES CARCÉRALES.....	70
Djamila Khlaifa	
DÉVELOPPEMENT DES FORCES DE RÉPRESSION ET CRISE DU SYSTÈME CAPITALISTE.....	74
Mathieu Rigouste	
DÉBAT.....	82
CONCLUSION.....	94
Saïd Bouamama, Kamel Badaoui	
INTERVENTIONS COMPLÉMENTAIRES.....	98
Almamy Kanouté, Mathieu Rigouste	

TROISIÈME TABLE RONDE

SEXISME, RACISME.....	105
Sonia Moussaoui	
DÉBAT.....	118
CONCLUSION.....	126
Saïd Bouamama	



QUATRIÈME TABLE RONDE

INTRODUCTION.....	129
Saïd Bouamama	
LES CHIBANIS ET CHIBANIAS.....	132
Nacer El Idrissi	
LES CHIBANIS DE LA SNCF.....	138
Radouane Kebdi	
MÉMOIRE DES LUTTES: LA MARCHÉ.....	144
Farid L'Haoua.....	
Youcef Sekimi.....	
DÉBAT.....	156
CONCLUSION.....	164
Kamel Badaoui	

CINQUIÈME TABLE RONDE

IMPÉRIALISME.....	167
Kamel Badaoui	
DÉBAT.....	174
CONCLUSIONS.....	186
Saïd Bouamama, Kamel Badaoui, Sonia Moussaoui	
BIBLIOGRAPHIE.....	193

INTRODUCTION

La cinquième édition des Rencontres nationales des luttes des immigrations et des quartiers populaires fut comme les quatre éditions précédentes un moment fort d'échanges et de débats tant sur l'analyse de la situation politique que sur les stratégies à adopter pour construire un mouvement national des classes et quartiers populaires. C'est en effet l'ambition du Front uni des immigrations et des quartiers populaires que de construire par en bas et en partant des premiers et des premières concerné-es. Si notre ambition est grande, notre modestie l'est tout autant. L'étendue de notre ambition est proportionnelle à l'ampleur des discriminations racistes, classistes, sexistes massives et systémiques que subit une part importante des "damnés de la terre"¹ que nous sommes. Malgré tout nous restons modestes, ayant bien conscience qu'un tel mouvement ne se décrète pas mais se construit pas à pas par des luttes au quotidien.

Les rencontres nationales des luttes des immigrations et des quartiers populaires sont l'occasion de réunir chaque année nos militant-es, nos sympathisant-es pendant 3 jours. Elles ont plusieurs missions et objectifs :

– le premier est d'élaborer ensemble le bilan et l'analyse de la situation politique du contexte tant au niveau national qu'international. Cette analyse nécessaire participe pleinement à la réflexion et à l'élaboration collective de la ligne politique de notre mouvement ;

– le second, qui en découle, consiste à formaliser notre programme commun d'actions et de revendications qui vient s'ajouter aux actions et revendications de chaque collectif local et/ou régional. Il s'agit pour nous de combiner nos agendas politiques à partir de nos propres priorités pour que ne soient plus imposés les agendas et les priorités des

1 - *Les damnés de la terre* est le titre d'un ouvrage de Frantz Fanon, publié en 1961 aux Éditions Maspéro. Il désigne les peuples colonisés, qui vivent l'exploitation, le déni de leur humanité et l'occupation policière et militaire.



autres, c'est-à-dire des organisations, syndicats et partis politiques qui occultent, qui minimisent nos oppressions;

– le troisième objectif est la construction de notre mouvement ainsi que sa consolidation. Consolidation qui s'inscrit dans un travail d'auto-affirmation et de redéfinition de nos humanités à l'intérieur d'autres valeurs respectant nos mémoires, nos histoires, nos intelligences, tout ceci en affirmant l'importance d'un positionnement fondamental de départ: la nécessité de décoloniser et de désessentialiser toute lecture et approche des immigrations, de leurs cultures ainsi que de l'islam. Ainsi ces rencontres marquent une rupture radicale avec l'orientalisme et le racisme qui caractérisent les débats et les controverses sur les personnes de l'immigration et des quartiers populaires. Il s'agit donc de rompre avec les approches oppositionnelles et binaires et de montrer la complexité des sujets que l'on traite. Il va sans dire que ces moments de rencontre représentent, pour chaque membre du FUIQP et au-delà, des temps où s'opèrent en chacun·e d'entre nous des chirurgies réparatrices qui sont autant de forces et de puissances libératrices des infériorisations et humiliations systémiques que nous subissons. Ces rencontres représentent des moments de renforcement intellectuel et spirituel pour ne jamais oublier le principe de notre égale humanité.

Sans surprise les thèmes de ces rencontres ont été en grande partie les mêmes que ceux de nos rencontres antérieures. Nos oppressions restent malheureusement les mêmes mais se sont considérablement aggravées: les crimes racistes continuent d'endeuiller nos familles; le contrôle au faciès continue d'humilier quotidiennement; les sans-papiers sont maintenu·es dans un véritable esclavage moderne afin de servir de variable d'ajustement, structurelle au marché du travail; l'islamophobie, la négrophobie et la romphobie ne cessent de progresser se traduisant de plus en plus par des agressions ouvertes; les discriminations racistes sont systémiques, structurelles et institutionnelles; le sexisme blanc-triarcial dans les rapports sociaux s'accroît à la faveur de la crise et il est instrumentalisé contre les quartiers populaires; etc. Bref les oppressions de classe, de race et de sexe se conjuguent pour détruire nos vies et nos aspirations.



Sur le plan international la situation s'est encore aggravée avec la multiplication des guerres pour le pétrole et les minerais stratégiques au Moyen-Orient et en Afrique. Ces nouvelles guerres coloniales se couvrent de prétextes fallacieux: lutte contre le "djihadisme", émancipation des femmes, soutien à une minorité, etc. Les mêmes qui paupérissent le monde par leur politique économique et l'ensanglantent par leurs guerres prétendent ensuite apporter des solutions. Plus que jamais nos rencontres nationales ont affirmé notre opposition à toutes les guerres coloniales et pris l'engagement de les combattre.

C'est de toutes ces questions que nous avons débattu pendant trois jours à Saint-Étienne dans une ambiance où les "damnés de la terre" de Lille, de Saint-Étienne, de Marseille, de Grenoble, de Paris, etc., se sont reconnu-es à partir de leur communauté d'oppression comme appartenant à un même combat pour un monde construit autour de la notion d'égalité: totale, radicale, sans exception et durable. Les pages qui constituent cette publication ne peuvent pas restituer cette ambiance rare. Elles soulignent cependant la qualité des échanges de nos rencontres.

Pour le reste, rendez-vous aux prochaines Rencontres nationales des luttes des immigrations et des quartiers populaires.



PRÉSENTATION

SONIA MOUSSAOUI, membre du groupe du FUIQP à Saint-Étienne (42), militante politique décoloniale.



Salam alaykum, mrahba bikoum et azoul felawen.

De nombreux sujets vont être abordés sans pour autant pouvoir leur apporter des réponses concrètes. Néanmoins on va soulever un certain nombre de problèmes affectant particulièrement les Arabes, musulman-es, Noir-es, Roms et les femmes racisées ou tout du moins les personnes assignées au sexe féminin. Ces problèmes sont d'ordre raciste, colonialiste et impérialiste. Cette journée va nous permettre de dresser un état des lieux de certains problèmes et non des moindres. Celle de demain va nous permettre de prendre des décisions concernant nos orientations politiques en termes d'actions collectives tout en réfléchissant à l'organisation future du FUIQP¹.

Nous aimerions dire avec humilité et respect à nos camarades politiques blanc-hes que cette rencontre nationale est d'abord un temps politique pour les immigrations et les quartiers populaires. Organiser un tel événement n'est pas chose facile pour nous. De par les discriminations racistes systémiques², tout concourt à nous empêcher de nous

1 - Ces rencontres se sont déroulées sur un week-end. La première journée qui fut un temps public a été consacrée à l'échange d'analyses politiques sur toutes les questions traitées en table ronde. La deuxième journée, quant à elle, fut consacrée à tracer les orientations politiques du FUIQP, à construire un agenda d'action collectif et à rédiger les résolutions de ces rencontres qui se trouvent à la fin de l'ouvrage. Seules les membres du FUIQP et leurs proches sympathisant-es y étaient invité-es à intervenir.

2 - Une approche systémique est une approche qui aborde tout problème comme un ensemble d'éléments en relation mutuelle. Parler de racisme systémique recadre le racisme comme n'étant pas seulement celui du raciste de base mais comme imprégnant la société et étant quelque chose de latent dans une certaine culture commune; c'est reconnaître qu'il est véhiculé tant par des lois que des stéréotypes populaires persistants (les Noir-es sont doué-es en sport, les Arabes se nourrissent de couscous, etc.), que ce



organiser: les contrôles, les intimidations, les mécanismes de division nous gangrènent. Nos conditions matérielles, économiques et sociales sont déjà appauvries mais en ces temps de prétendue crise, c'est une véritable pluie de calamités qui s'abat sur nous, affectant par là nos possibilités de nous organiser. C'est pourquoi je vous demande de ne pas prendre la place qui revient aux premières personnes concernées, de ne pas nous dire ce qui est bon pour nous, de ne surtout pas remettre en question nos stratégies et encore moins de nous demander des justifications à nos colères et rages légitimes.

En revanche vous êtes les bienvenu-es pour réfléchir vos solidarités à partir de votre place, c'est-à-dire celle de personnes qui ne subissent pas l'oppression raciste mais bénéficient du privilège raciste, réfléchir à comment vous désolidariser de ces privilèges qui nous oppriment pour construire ensemble, je l'espère, une classe sociale articulant toutes les formes de dominations.

Dès à présent, je voudrais remercier toutes les personnes et associations qui ont participé activement à faire exister cette rencontre. Si je suis celle qui est mise en avant, qui a piloté l'organisation de cette rencontre, loin de moi la prétention qu'elle ne tient qu'à moi. Jamais je n'aurais pu seule organiser un tel événement. La préparation en amont fut énorme et gigantesque, sachant que nous avons pris la décision avec Saïd Bouamama et Kamel Badaoui d'organiser les 5^{èmes} rencontres des luttes des immigrations fin novembre de l'année 2014.. Je vous laisse donc imaginer ce que représente d'organiser une rencontre nationale en 5 mois. Je passe les détails. Et comme je veux que les personnes en coulisses soient reconnues, parce qu'ici nous sommes dans une organisation militante, totalement indépendante économiquement afin de garantir notre autonomie politique, je remercie en premier lieu mes camarades et alli-es politiques de l'association la Pédale Imparable avec lequel-les je partage le local du FUIQP 42. Je les remercie pour leur soutien sans faille, leurs encouragements, leur disponibilité et ce, davantage encore, depuis l'affaire Charlie. Ils et elles ont mis de côté

n'est pas quelque chose qui est individuel (tu es raciste ou tu n'es pas raciste) mais quelque chose de bien plus diffus qui trouve ses fondations dans le fonctionnement même du système social.



depuis quelques mois certaines de leurs activités associatives et militantes pour mettre au service du FUIQP toute leur énergie et leur savoir-faire. Ainsi depuis une semaine ils et elles se réveillent à 4 ou 5 h du matin pour organiser la récup' de nourriture et la confection culinaire qui va nous accompagner durant tout ce week-end à l'exception du couscous de samedi soir. Et pour plein d'autres choses merci mO, merci Paù, merci Samuel.

Un remerciement des plus honorables à mes camarades du FUIQP toujours présent-es pour leur soutien humain, matériel et politique. Pour tous nos moments d'encouragement et de renforcement. À ceux et celles qui n'ont jamais fait volte-face même quand la menace rôdait autour d'eux ou elles, saha Fatima, Abdel, Youcef, Karima, Serge.

Merci aux sympathisant-es du FUIQP Kader, Hamza, Dounia, Jibé, Amina, Chakib, Shyaka, SanSan, Maloin, Claire-John, Léo...

Merci à celles qui ont fait battre mon cœur et sauront de quels battements je parle : à Bouchra et aux deux Djamilas de l'antenne CRI de Saint-Étienne pour leur pouvoir de négociation.

Merci à l'association Firdaws d'avoir mis à notre disposition son réseau et son matériel.

Merci à la Mosquée de Bellevue pour son soutien matériel.

Et enfin un grand merci à mes deux tantes chéries Hmama et Fatima pour s'être proposées de préparer le couscous de ce soir. Tous nos encouragements les accompagnent, c'est une première pour elles de préparer un couscous pour tant de personnes.

Et puis mille pardons injustifiables pour toutes les personnes que j'ai oublié de mentionner.

À mes parents toujours patients avec plus d'amour, d'attentions, de soins malgré mes absences. Pour leur endurance face à mon ingratitude, à Toi Chalabia, à Toi Amar, ma fierté Africaine.



PRÉSENTATION DES OBJECTIFS DU FUIQP ET DE CES 5^{ÈMES} RENCONTRES

SAÏD BOUAMAMA, sociologue, cofondateur du FUIQP et membre du collectif FUIQP 59/62.



Le Front uni des immigrations et des quartiers populaires est heureux de vous accueillir. Bienvenue à tous et toutes, bienvenue aux camarades qui viennent de Marseille, Istres, Gardanne, Rennes, Nantes, Valence, Lille, Paris...

Que cette journée soit l'occasion de mieux faire connaissance mais surtout de confronter nos points de vue sur ce qu'ils ont de commun comme sur les divergences que nous pouvons avoir.

Je voudrais placer l'ensemble de ces 5^{èmes} Rencontres nationales sous le patronage d'une personne et d'un événement.

– La personne, c'est le camarade Youcef Sekimi, un des participants de la Marche pour l'Égalité et contre le racisme de 1983 et qui, depuis, a tenu haut le flambeau de l'autonomie. Alors que d'autres cédaient au découragement voire même se prêtaient à l'instrumentalisation, lui, a continué à mettre en valeur et en pratique cette démarche d'autonomie. Il sera rejoint cet après-midi par un autre marcheur qui lui aussi apportera son témoignage.

– Comme je l'ai dit précédemment ces Rencontres sont placées sous le patronage d'un événement, il s'agit pour nous de célébrer le 60^{ème} anniversaire de la conférence de Bandung. Je rappellerai seulement qu'au cours de cette conférence les pays d'Asie nouvellement indépendants, et alors même que l'ensemble des puissances colonialistes et impérialistes espéraient qu'ils allaient se contenter de l'indépendance qu'ils venaient d'arracher, vont considérer que leur lutte n'est pas terminée tant que les pays d'Afrique n'auront pas obtenu à leur tour leur indépendance. Une démarche exemplaire de solidarité



La Conférence de Bandung

En 1955, en plein contexte de guerre froide, une trentaine de pays afro-asiatiques, ayant obtenu leur indépendance du joug colonial, décident de s'organiser et de mutualiser leurs expériences de lutte afin de soutenir ceux qui sont encore en train de se battre pour l'obtenir. Ils se retrouvent du 18 au 24 avril 1955 sur l'île de Java, précisément à Bandung. C'est ce qu'on appela la conférence de Bandung. 29 pays indépendants y étaient représentés : la Birmanie (actuel Myanmar), Ceylan (actuel Sri Lanka), l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan qui l'avaient organisée, ainsi que l'Afghanistan, le Cambodge, la Chine, l'Égypte, l'Éthiopie, la Côte-de-l'Or (actuel Ghana), l'Iran, l'Irak, le Japon, la Jordanie, le Laos, le Liban, la Syrie, la Thaïlande, la Turquie, le Nord, le Sud Vietnam et le Yémen. Il faut noter également la présence d'une délégation du FLN algérien et du Destour tunisien, tous deux alors en lutte pour leur indépendance. On peut attribuer la faible participation de pays africains au fait que nombre d'entre eux étaient encore sous un régime colonial.

Non seulement le texte adopté à l'issue de cette conférence rejette le racisme et le colonialisme, mais en plus, il prône l'établissement de rapports économiques et politiques équitables entre les pays dits "pauvres" et ceux dits "développés", il rejette l'utilisation et l'expérimentation de l'arme nucléaire, thermonucléaire ainsi que de toute arme de destruction massive, soutient la cause palestinienne, considérant cette situation comme un nœud dangereux pour la paix mondiale, ainsi que celle des peuples des Bantoustans subissant l'apartheid en Afrique du Sud. La conférence de Bandung, événement historique, marque l'apparition du Tiers Monde dans le paysage politique mondial. Nombre des pays y ayant participé créeront ensuite le mouvement des non-alignés, souhaitant se positionner en dehors de la bataille opposant les deux blocs occidentaux, le bloc socialiste et le bloc capitaliste.



internationaliste qui va considérablement aider la lutte en Afrique et qui, quelques années plus tard, va s'élargir à l'Amérique latine.

À ce propos, j'en profite pour rappeler que l'année prochaine nous fêterons l'anniversaire de la création de la Tricontinentale qui a constitué un organe inédit de solidarité très concrète entre les peuples en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Pour en revenir au présent, dans la séquence historique qui est la nôtre, je commencerai par une mise en garde. Il faut faire extrêmement attention à cette tendance, cette manière d'être que représente aujourd'hui la tendance au nihilisme. Face au rapport de force auquel nous sommes confronté·es et dans la phase que traverse la société française, face à la déferlante répressive, face à la montée de l'islamophobie et de la rommophobie, beaucoup baissent les bras au moment même où, bien au contraire, il faut s'organiser.

Si, dans cette phase d'attaque globale contre l'immigration et les quartiers populaires, nous ne sommes pas capables de nous organiser, il est plus que probable que celles et ceux qui pensent que nous avons touché le fond verront que l'on peut tomber encore plus bas. J'insiste donc sur cette donnée : l'organisation est une dimension importante et doit être une de nos priorités.

Ces journées, nous n'avons pas voulu les organiser à la manière d'un grand colloque où l'on débat beaucoup mais d'où rien de concret ne voit le jour.

Au contraire, nous avons préféré faire le choix de la diversité des participant·es et de privilégier l'échange contradictoire pour construire, parce que nous en avons impérativement besoin, une force qui soit capable de relier les différentes luttes, une force qui soit capable de les visibiliser au niveau national, et enfin une force qui soit en mesure de faire peur à celles et ceux qui sont en face. C'est dire l'ampleur de la tâche qui nous attend !

Nous avons certes conscience que nous ne sommes qu'une petite organisation, qu'un petit réseau, mais nous avons la volonté, l'ambition et c'est une nécessité historique, de nous organiser dans les quartiers



La Conférence Tricontinentale

Aussi appelée Conférence de Solidarité avec les Peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, elle a lieu du 3 au 15 janvier 1966 à La Havane, à Cuba. L'Organización de Solidaridad de los Pueblos de África, Asia y América Latina (OSPAAAL) y a été fondée à cette occasion (le 12 janvier 1966).

Cette conférence est importante car elle marque l'entrée de l'Amérique latine dans ce courant, et surtout car, pour la première fois, se rassemblent les représentant-es des peuples et non celles et ceux des gouvernements : 82 pays sont représentés (notons au passage que ce sont souvent des mouvements d'opposition légaux ou clandestins, parfois armés et qui ont pris en général la forme de comités nationaux créés pour la circonstance). Les objectifs de ce mouvement, impulsé pour partie par Mehdi Ben Barka et Ernesto Che Guevara, sont nombreux : relier tous les mouvements de lutte pour l'indépendance (dans la lignée historique du mouvement né à Bandung en avril 1955), réaffirmer la lutte contre la globalisation, l'impérialisme, le colonialisme, le néocolonialisme et le néolibéralisme. En 1966, les relations internationales sont toujours influencées par la guerre froide et la répression des militant-es tiers-mondistes est féroce – Mehdi Ben Barka est assassiné à Paris en 1965, Ernesto Che Guevara meurt dans un maquis bolivien dix-neuf mois plus tard, Amilcar Cabral et Salvador Allende sont assassinés en 1973, etc. La Conférence Tricontinentale apporte son soutien à Cuba, au Vietnam, désigne les États-Unis comme principal ennemi et dénonce le pillage du Tiers Monde. Pour Mehdi Ben Barka, la Tricontinentale est importante car elle rassemble « les deux grands courants de la révolution mondiale : le courant qui a commencé avec la révolution d'Octobre en Russie et qui est le courant de la révolution socialiste, et le courant parallèle de la révolution de libération nationale. »



populaires. Ce n'est que cette organisation-là qui nous permettra ensuite d'être une force d'interpellation : si, en préalable, nous ne leur tenons pas ce discours d'autonomie, nous ne pourrons pas passer d'alliances avec des mouvements démocratiques, politiques de la société française, incapables par eux-mêmes de remettre en cause ce que nous appelons les verrous de la pensée qui empêchent la prise en compte de l'immigration et des quartiers populaires.

Autant dire que cette journée est placée sous le signe du politique, une journée où il n'est pas question de répondre à l'agenda de ceux et celles qui nous attaquent mais une journée où il nous faut élaborer notre pensée politique, car c'est bien à nous et avant tout à nous de définir notre propre agenda et nos propres priorités.

À l'adresse de tous ceux et celles qui n'auraient pas compris ce message, nul besoin d'aller plus avant ensemble, il est alors logique de nous séparer. À ceux et celles qui restent, restez avec la volonté de construire en respectant nos priorités et sans interférer dans nos choix.

Cette journée participe également d'un besoin fondamental pour les nouvelles générations de recevoir le message des générations antérieures de militantes, de militants. Parce que, sans histoire et sans mémoire, nous sommes condamnées, nous nous condamnons à recommencer sans cesse les mêmes erreurs, à tomber sans cesse dans les mêmes pièges et à déboucher sans cesse sur ce que certains ou certaines considèrent comme des échecs, oubliant par là même qu'il s'agit plutôt du résultat d'un rapport de force qui nous est défavorable. C'est en ce sens qu'à mon avis, on ne peut pas parler d'échec de la dynamique autonome. On a eu à faire face à un véritable rouleau compresseur et il reste indispensable dans nos luttes radicales à venir de prendre en compte ce rapport de force et de l'analyser au mieux pour ne pas répéter les mêmes erreurs.

Il n'y aura pas d'avenir pour l'immigration, ni pour les quartiers populaires si nous ne sommes pas capables de stopper la vague d'islamophobie qui déferle, si nous ne sommes pas capables d'arrêter ce qui est infligé à nos frères et nos sœurs roms – on a rarement vu une population aussi fortement stigmatisée, aussi violemment agressée.



Il n'y aura pas d'avenir si nous ne sommes pas capables de relier toutes nos luttes, la journée d'aujourd'hui est consacrée à débat de ces questions. Nous ne pourrons pas néanmoins en rester là et la matinée de demain sera consacrée aux conclusions que nous aurons à tirer au niveau organisationnel pour que, au-delà de toutes les villes représentées aujourd'hui, le Front uni des immigrations et des quartiers populaires puisse passer un seuil qualitatif et devenir un réseau implanté dans suffisamment de villes pour peser sur le rapport de force.

Et nous demanderons demain à tous ceux et à toutes celles qui ne sont pas des luttes de l'immigration et des quartiers populaires – mais qui s'intéressent sincèrement à nos combats et veulent véritablement nous aider – de se faire discret-es pour laisser aux premiers et premières concerné-es le choix des décisions et la maîtrise de l'organisation qu'on essaye de construire.



PRÉAMBULE AUX 5^{ÈMES} RENCONTRES

KAMEL BADAoui, militant anti-capitaliste et anti-colonial, cofondateur du FUIQP et membre du FUIQP Paris.



En préambule et avant de commencer nos travaux, permettez-moi simplement de rappeler un événement historique qui a un lien direct avec notre rencontre : il s'agit de la condamnation à mort de Taleb Abderrahmane, guillotiné le 24 avril 1958 dont nous célébrerons la mémoire dans quelques jours. Algérien, étudiant en chimie, il a participé aux combats de la libération nationale et a été l'un des acteurs les plus actifs de la grève étudiante du 19 mai 1956, à l'appel de l'UGEMA (Union Générale des Étudiants Musulmans d'Algérie).

Le slogan "Avec nos diplômes, nous ne ferons pas de meilleurs cadavres !" prenait valeur d'appel en direction des jeunes afin de rejoindre le maquis et participer à la lutte de libération nationale. Ces jeunes-là ont pris leurs responsabilités, leur exemple nous invite fortement à prendre nous aussi nos responsabilités.

Aujourd'hui on pourrait traduire et réactualiser ce mot d'ordre d'hier par la formule suivante : "Avec des papiers ou sans papiers, avec ou sans la nationalité, nous sommes des citoyens et des citoyennes de ce pays." "L'égalité ou rien !" Nous devons revendiquer et nous battre pour l'égalité.

C'est bien là l'objectif premier du Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires. Nous vous appelons donc à être les acteurs et les actrices de la construction et du renforcement de cette organisation autonome dans laquelle vous devez prendre toute votre place en participant pleinement aux débats à l'issue de chacune des cinq tables rondes.

Comme lors des précédentes Rencontres, à nous tous et toutes de faire attention à ce que l'esprit de ces journées du FUIQP soit d'abord



marqué par la franchise des débats, leur sérénité, la démocratie dans les échanges. On voudrait que tout un chacun se sente à l'aise pour s'exprimer et partager non seulement des constats mais également progresser dans l'analyse des problèmes mis à l'ordre du jour. Loin de nous cette idée qu'il y ait d'un côté des conférenciers et conférencières, des experts et expertes et qu'il y ait des militant-es gradé-es et d'autres non gradé-es.

Nous sommes là réuni-es pour échanger et respecter les idées de chacun et chacune et cela n'est pas qu'une position de principe. Nous espérons que tout au long de cette rencontre mais aussi dans les rencontres que vous animerez dans vos comités locaux, il en sera de même. C'est de cette façon que l'on pourra développer une organisation puissante, efficace, une organisation démocratique.

Nous aurions beaucoup aimé consacrer une demi-journée à chacune des tables rondes, à chacun des thèmes, malheureusement l'ampleur des attaques que nous subissons sur tous les fronts nous oblige les traiter tous et à ne faire l'impasse sur aucun d'entre eux.



PREMIÈRE TABLE RONDE

ISLAMOPHOBIE, NÉGROPHOBIE, ROMOPHOBIE, ANALYSE SYSTÉMIQUE DES DISCRIMINATIONS RACISTES



ISLAMOPHOBIE

ISMAHANE CHOUDER, co-présidente du Collectif des Féministes Pour l'Égalité, vice-présidente de la Commission Islam & Laïcité et membre de Participation et Spiritualité Musulmanes.

Vous n'êtes pas sans connaître la querelle, la polémique sémantique qui s'est développée en France autour de l'emploi même de ce mot d'islamophobie et qui participe au déni, au refus assez généralisé de reconnaître la réalité des discriminations spécifiques que subissent les Françaises et les Français de confession musulmane dans ce pays. Je remercie d'autant plus le FUIQP de m'avoir invitée à traiter ce thème.



Je n'aborderai cependant pas cette polémique sémantique. Ici, au sein du FUIQP, cela ne pose pas de problème et en conséquence, j'entrerai directement dans le vif du sujet.

UN PROBLÈME FRANÇAIS

Du meeting *Contre l'islamophobie et le climat de guerre sécuritaire* qui s'est tenu le 6 mars dernier à la Bourse du Travail de Saint-Denis –un meeting qui a rassemblé plus de 700 personnes– je reprendrai une phrase de Siham Assbague, du collectif Stop le contrôle au faciès, que je fais mienne dans toutes mes interventions en France et en Europe. Elle dit en substance: «*En France, il n'y a pas de problème musulman, il n'y a pas de problème rom, il n'y a pas de problème noir, il n'y a pas de problème arabe, il y a un problème français!*»

J'ai trouvé très opportun de réutiliser cette formule car partir des termes du débat fixé par nos adversaires, c'est nous conformer à leur agenda et par là même faire leur jeu et nous condamner tout simplement à la seule réactivité. C'est pour nous, pour celles et ceux qui sont ciblés

et victimes de toutes ces formes de racisme, perdre et son temps et une énergie précieuse et nous n'en avons pas les moyens.

Quand on pose le problème en ces termes, on garde indéniablement des raisons d'espérer et au lieu de nous évertuer à nous justifier de manière perpétuelle, on se donne les moyens de co-construire les outils de nos luttes.

L'ISLAMOPHOBIE : UN RACISME PLEIN ET ENTIER

En premier lieu, il nous faut donner une définition de l'islamophobie. Pour cela je reprendrai la définition telle qu'elle nous est donnée d'abord par les victimes de ce racisme mais également par toutes les organisations honnêtes et sincères qui, tant au niveau international qu'en France, travaillent sur l'islamophobie. Pour ce qui concerne la France, on peut mentionner la CNCDH (Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme), le CCIF (Collectif Contre l'Islamophobie en France), la CRI (Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie), sans oublier le Front contre l'islamophobie qui regroupe en son sein des associations, des organisations, des personnes qui se sont saisies du problème et qui ont pour objectif de visibiliser et de rendre audible ce qu'est l'islamophobie et en quoi consiste précisément ce racisme, la parole des victimes ainsi que les résistances et les luttes contre ce racisme.

De là où je parle, si je considère que le racisme est un et indivisible et qu'en ce sens-là on ne peut pas hiérarchiser les racismes, il n'empêche qu'il existe des priorités et qu'en terme d'organisation, des autonomies sont nécessaires.

Penser l'autonomie, c'est également penser l'articulation entre toutes ces autonomies qui se développent sur des objets précis et circonscrits. C'est ainsi qu'engagée contre l'islamophobie, je suis par ailleurs, c'est évident, engagée contre la romophobie, la négrophobie, l'antisémitisme.

Et si j'insiste toujours sur le mot "racisme", c'est pour ne pas tomber dans l'euphémisation qui consiste à parler de "formes de racisme". Il faut sans cesse le répéter : l'islamophobie n'est pas une forme de

racisme, c'est un racisme plein et entier que l'on peut définir comme l'ensemble des actes de discrimination ou de violence contre des institutions ou des individus en raison de leur appartenance, réelle ou supposée, à l'islam et qui sont légitimés par des idéologies et des discours incitant à l'hostilité, à la haine et au rejet des musulmans et des musulmanes.

L'ISLAMOPHOBIE COMME RÉALITÉ FRANÇAISE

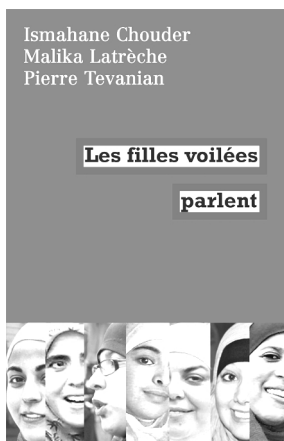
À mon sens, il nous faut aborder le problème de l'islamophobie suivant trois axes principaux :

- d'abord, comment se manifeste l'islamophobie en France actuellement ;
- ensuite quelles sont les caractéristiques et la spécificité française de l'islamophobie ;
- enfin, donner des pistes pour qu'ensemble, par-delà nos appartenances, on travaille à construire un front le plus large et le plus unitaire possible.

Les attentats de janvier 2015 en région parisienne

Entre le 7 et le 9 janvier 2015, des attentats ont visé la rédaction du journal Charlie Hebdo et une supérette casher, causant la mort de 20 personnes à Paris et en région parisienne. Une partie de ces attentats a été revendiquée par un groupe islamiste yéménite. Les 5^{èmes} Rencontres des Luites des Immigrations, ayant eu lieu en avril de cette même année, sont influencées par ce contexte : unité nationale affichée à travers le slogan "Je suis Charlie", durcissement des mesures sécuritaires avec le déploiement de militaires dans les rues, suspicion des institutions sécuritaires à l'égard des personnes catégorisées comme Arabes ou musulmanes, ambiance de chasse contre toute personne qui ne se reliait pas à l'unité nationale, multiplication des agressions racistes et islamophobes. En outre, quelques heures après les attentats, François Hollande et Manuel Valls utilisent l'expression "guerre au terrorisme". En revanche, l'état d'urgence n'est pas décrété ; il le sera en novembre, à la suite d'une nouvelle série d'attentats à Paris, et est toujours en place au moment de l'impression de cet ouvrage.

Sur la manifestation de l'islamophobie, un focus sur la période post-attentats – après Charlie – s'impose en ce qu'elle est riche en enseignements : entre le 7 janvier et le 7 février 2015, durant ce seul mois, il a été recensé autant d'actes islamophobes que durant la seule année 2014.



En second lieu, il est à noter que les cibles privilégiées des actes islamophobes sont les femmes musulmanes identifiées en tant que telles parce que portant un foulard : elles constituent à elles seules 81% des victimes d'agressions et d'actes islamophobes, avec des passages à l'acte de plus en plus violents résultant de discours de plus en plus décomplexés et assumés, ce qui m'amène à dire avec d'autres que l'islamophobie n'est toujours pas considérée comme un délit mais qu'elle reste, dans ce pays, encore considérée comme une opinion.

L'islamophobie se manifeste dans l'espace public à travers des sites Internet, des discours, des articles de presse, etc., qui contribuent à la fabrication d'un islam imaginaire et à entretenir le fantasme d'un ennemi de l'intérieur.

Contrairement aux accusations de nos adversaires qui invoquent le droit au blasphème ou le droit de critiquer l'islam, lutter contre l'islamophobie, ce n'est en aucune façon faire le jeu des islamistes, des intégristes ou des terroristes. C'est œuvrer à un traitement égal, pour des droits égaux. Face à ces faux procès, la seule façon de réagir, c'est de faire un front commun pour mettre en échec ce racisme et nous devons nous y atteler tous ensemble.

UN FANTASME DÉSHUMANISANT

L'image négative et inquiétante du musulman et de la musulmane, de la présence musulmane, décrite comme arriérée, sournoise, dangereuse, jugée incompatible avec "nos" valeurs, la république, la laïcité, l'égalité

hommes-femmes – et j'en passe – mène à quelque chose qui relève du fantasme et qui permet la déshumanisation des victimes de l'islamophobie.

C'est parce que les musulmans et particulièrement les musulmanes sont construit-es comme une menace, qu'ils et elles sont totalement désincarné-es et déshumanisé-es et que toute empathie, toute solidarité est rendue impossible comme est rendu impossible tout engagement contre l'islamophobie. C'est très bien expliqué dans l'ouvrage *La mécanique raciste* de Pierre Tevanian avec qui j'ai coordonné *Les filles voilées parlent*.



En dehors de l'espace public que je viens d'évoquer, il existe d'autres pratiques discriminatoires auxquelles sont confronté-es dans leur vie sociale les musulmans et les musulmanes, réel-les ou supposé-es, fantasmé-es pour une bonne part. Ces pratiques touchent une nouvelle fois prioritairement et majoritairement les femmes musulmanes qui portent un signe visible et qui, pour cette raison, sont condamnées à une véritable mort sociale.

Que ce soit l'interdiction d'accès à l'école, au travail, que ce soit la proposition de loi visant à interdire l'accès à l'Université aux femmes voilées, ou l'interdiction faite aux femmes portant le foulard d'accompagner les sorties scolaires, que ce soit la proposition de loi afin de légiférer sur la question des assistantes maternelles, dans tous ces domaines, particulièrement l'éducation, ce sont les vecteurs d'émancipation des femmes qui sont visés. Et parler de mort sociale n'est pas un vain mot.

RACISME D'ÉTAT

À tous les échelons de la vie sociale de ces femmes, on a affaire à la production d'une législation d'exception, comme par exemple la loi du 15 mars 2004 que je me refuse à appeler comme le veulent ses promoteurs et promotrices "loi contre les signes religieux à l'école"

mais que nous devrions plutôt appeler "loi contre le voile à l'école". Il en va de même pour l'interdiction du voile intégral et ce indépendamment de l'opinion que l'on peut avoir individuellement sur le voile et le foulard.

Alors que l'on refuse aux mamans d'accompagner les enfants lors des sorties scolaires, on accepte que ces mêmes mamans fassent des gâteaux pour la fête de l'école, comme si le rôle de ces femmes racisées était bien de rester dans leur cuisine et de cuisiner pour les autres !

Dans le lot inépuisable de ces discriminations, si certaines sont légales, d'autres sont totalement illégales comme l'interdiction d'accès aux services publics, aux banques, bowlings, restaurants... et récemment aux espaces de loisirs et salles de sport.

Il faut relever que cette islamophobie vient d'en haut, il s'agit d'une islamophobie d'État, ce qui en fait une véritable exception. Toutes les propositions de loi émanent de l'État. Par exemple dans le cadre de l'Éducation nationale, elles n'ont jamais été du fait des fédérations de parents d'élèves et pas plus pour ce qui est de l'Université du fait des étudiants ou des étudiantes ; ce ne sont pas les enseignants et les enseignantes qui ont demandé la loi du 15 mars 2004. Il faut arrêter avec cette fable, ce récit fantasmagorique.

Un deuxième paramètre fondamental doit être ici mentionné, c'est l'héritage colonial français : les musulmans et les musulmanes de ce pays continuent à être traités comme un "corps d'exception" avec une religion qui relève de "là-bas", des colonies.



Enfin troisième élément à prendre en compte, le contexte géopolitique qui sert précisément ici à assimiler la pratique de votre voisin ou de votre voisine à la pratique d'une minorité se réclamant à un niveau international d'un certain islam alors même que le rapport d'Europol de 2012 indique de manière très explicite que « *dans l'ensemble des attentats préparés, fomentés, réussis ou ratés, la part des attentats*



islamistes ne dépasse jamais 2% alors même que 85% des attentats sont dus aux mouvements séparatistes». Une nouvelle fois un décalage entre la construction d'un problème et la réalité.

La dernière caractéristique concernant l'islamophobie, c'est que le développement de ce racisme inquiète la majorité des organisations antiracistes au niveau européen excepté en France où ce qui empêche certaines organisations qui se disent antiracistes de signer un texte commun, c'est la présence du mot islamophobie !

En France, un consensus transcende les clivages politiques et l'on trouve des islamophobes, des discours et une rhétorique islamophobes de l'extrême gauche à l'extrême droite. À droite, ce qui structure l'islamophobie, ce sont les questions identitaires et sécuritaires ; à gauche, c'est l'évocation de la noblesse de certains principes qui toutefois ne s'appliquent plus à ce "corps d'exception" que constituent les musulmans et musulmanes, réel·les ou supposé·es. À gauche, on mobilise la laïcité mais une laïcité dévoyée, le féminisme mais un féminisme tout aussi dévoyé, sans oublier le récit mythique national français qui, depuis une dizaine d'années, veut lier de façon consubstantielle la laïcité au féminisme.

Comme bien d'autres féministes dans ce pays, je ne peux que constater que jamais ni la laïcité ni la République n'ont émancipé les femmes. Ce sont les femmes qui sont entrées en lutte et qui ont conquis leurs droits.

Tous les bords politiques partagent cette capacité paradoxale : discriminer les musulmans et particulièrement les femmes musulmanes tout en nous expliquant que c'est pour notre bien et pour nous montrer la bonne façon d'être libres.

CONSTRUIRE UN FRONT LE PLUS LARGE POSSIBLE

Face à cette réalité, on ne peut répondre que par une lutte globale qui nécessite des agendas prioritaires et qui doit nous amener à dépasser toutes et tous ensemble les clivages qui sont construits par ceux et celles qui ont intérêt à ce que nous restions divisé·es et fragmenté·es.



Il nous faut arriver à gagner sur ce terrain de l'unité des luttes en aménageant des espaces d'autonomie. À nous de montrer que dans les faits et dans l'action, nous ne fragmentons pas les luttes, pas plus que nous ne les hiérarchisons – car malheureusement c'est le reproche qui, légitimement, peut parfois nous être fait. Les Roms souvent nous reprochent à nous, les musulmans et musulmanes, de n'en avoir rien à faire des Roms tandis que les musulman-es disent "on ne voit jamais les Roms" et il en va de même pour les Noir-es.

Il nous faut absolument réaliser qu'il y a chez nos adversaires une capacité permanente à instrumentaliser les allié-es objectives et objectifs que nous sommes pour nous diviser voire nous opposer. C'est pour cela qu'il est indispensable que nous ayons des espaces comme celui-ci, des rencontres comme celles organisées par le FUIQP pour nous écouter, nous entendre et en dépassant des clivages arbitraires, trouver des synergies de lutte.



NÉGROPHOBIE

ALMAMY KANOUTÉ, militant associatif.



En tant que militant associatif engagé dans la lutte contre le racisme depuis une quinzaine d'années et notamment sur la question de la négrophobie, je vais tenter de dessiner à partir de mon expérience les contours de ce racisme qui, comme vient

de le dire Saïd, est souvent sous-estimé, souvent invisible. La négrophobie est pourtant bien réelle, jouant la même fonction que l'arabophobie ou l'islamophobie.

En préalable sur le point précis de la négrophobie, il faut savoir que vous avez plusieurs appellations déclinées en fonction de la structure et des institutions. Ainsi on a eu la création du terme afrophobie, utilisé et mis en avant par les Afro-américains et Afro-américaines; d'autres parleront d'antikémitisme, terme qui prend racine dans un contexte plutôt religieux, biblique; enfin le terme négrophobie qui, s'il n'est pas plus scientifique que les précédents, a la particularité de mettre le doigt et l'accent là où ça fait mal car, dans ce terme, il y a négro. Et je peux témoigner que même chez les Noir-es, c'est un mot qui dérange dans sa connotation comme dans son emploi, un terme un peu trop fort et chargé, qui sonne comme une insulte. Ainsi, durant la période où je militais au sein de la Brigade Anti-Négrophobie et où je portais le tee-shirt de l'association, souvent il est arrivé qu'on me fasse part d'une crainte, celle de s'engager dans cette forme de provocation. Pourtant, il ne faut pas avoir peur aujourd'hui de désigner ou de décrypter une situation intolérable.

CONTRE LA HIÉRARCHISATION DES RACISMES

Si la négrophobie est une forme de racisme au même titre que la romophobie ou l'islamophobie, le plus difficile est d'éviter de tomber dans une certaine forme de hiérarchisation que l'on essaie de nous imposer,



même si je pense que nous avons évité cet écueil. Nous ne sommes pas dans une démarche de hiérarchisation même si c'est le procès injuste qui nous est fait pour nous disqualifier. Nous sommes plutôt dans la volonté de faire converger les luttes contre ces diverses formes de racisme.

Ce n'est malheureusement pas ce que fait le Premier ministre. Je me réfère ici directement à l'actualité et à la solution miracle qu'il a annoncée hier : injecter 100 millions d'euros dans les structures et associations qui depuis un certain nombre d'années luttent "contre le racisme et l'antisémitisme".

Pour ma part, je considère que le problème est pris à l'envers. Dans sa communication, le Premier ministre continue de privilégier une forme de racisme plus qu'une autre et favorise la hiérarchisation. Et c'est bien cette juxtaposition des mots racisme et antisémitisme qui pose problème, une formulation qui va à l'encontre d'une nécessaire lutte commune. Derrière cette formulation, de façon sous-jacente, il est bien question de priorité. Et le danger est bien là car lorsque je m'adresse comme éducateur à un jeune public ou à des ados et que l'on parle de racisme, ce qu'expriment les enfants est souvent violent. Mais cela fait partie de leur réalité et du constat qu'ils et elles font : ils et elles ont l'impression que pour être pris-es en considération aujourd'hui – et je parle de tous les jeunes confondus, de toutes confessions et quelle que soit la couleur de leur peau – que pour être entendu-es, pour se sentir protégé-es par notre pays, il faut être de nationalité israélienne ou de confession juive. Ces remarques méritent une attention particulière et doivent être analysées comme quelque chose de très dangereux pour l'avenir de notre pays.

NÉGROPHOBIE AU QUOTIDIEN

Pour revenir à la négrophobie et à mon expérience personnelle, il n'est pas besoin de vous décrire mon physique (Noir, barbu et qui plus est de confession musulmane, je cumule en quelque sorte). Et comme bien d'autres personnes dans mon cas, je suis confronté à trois formes de discrimination.



En premier lieu je viens de banlieue – j’ai grandi dans un quartier populaire, ce qui en soi, est déjà un élément discriminant. Durant mon adolescence, j’ai subi indirectement des propos et des actes racistes mais j’étais trop jeune pour pouvoir les décrypter. Mon premier rapport direct avec la négrophobie a eu pour cadre le milieu professionnel. Et cette première rencontre avec de tels propos m’a tellement mis en colère qu’elle a déterminé en grande partie mon avenir professionnel et mon engagement militant. J’étais à l’époque opérateur-programmateur sur commande numérique dans le domaine de l’aéronautique. À ce titre, j’avais des responsabilités, une petite équipe à gérer, des commandes et un rythme de travail à respecter. Un jour, l’un des commerciaux qui était en retard sur un bon de commande s’est permis de se servir dans les pièces que je venais de réaliser et qui n’avaient pas été



encore contrôlées. Or, dans un appareil, en cas de problème lié à des pièces non encore contrôlées, ma responsabilité aurait été engagée. En toute logique, je me suis donc opposé à ce qu’il prenne les pièces et la tension est montée entre

nous. Et dans mon dos, il a commencé à tenir des propos racistes envers moi du genre «*Pour qui se prend-il, celui-là ? Ce petit négro, on l’a accueilli en France !*» (au passage, je suis né en France). Et ce type d’insultes devenait tellement fréquent que des collègues gênés ont commencé à m’en faire part. Mais cela a vraiment déraillé lorsque mon chef de service m’a ouvertement dit : «*On vous a appris à manger avec des couverts, vous n’allez pas nous apprendre à faire notre travail !*» Comme quoi, en situation conflictuelle, le racisme – ici la négrophobie – reste une réaction immédiate et primaire qui en dit long sur les stéréotypes issus de la colonisation. Une réaction qui montre bien en quoi la négrophobie, les propos racistes sont prégnants dans la société française, en tout cas chez certaines personnes.

La suite de mon histoire est somme toute banale. Difficile de canaliser ma colère intérieure. De rage, j’ai jeté mon téléphone par terre



et ce geste a été immédiatement interprété comme une agression contre lui. J'ai été accusé d'avoir jeté un objet à la tête de mon patron et personne, bien entendu, n'a témoigné de ce qu'il s'était réellement passé.

Si je me suis étendu sur cet incident, c'est pour montrer en quoi la question de la négrophobie n'est pas nouvelle et si j'ai développé mon cas personnel, c'est parce qu'en quelque sorte, il est emblématique.

DÉLÉGITIMATION DE NOS LUTTES

Je suis un militant qui lutte contre toutes les formes de racisme et de discrimination. Cependant, il faut savoir qu'en France encore aujourd'hui, quand un individu comme moi veut porter remède aux dysfonctionnements de cette société, il est systématiquement pointé du doigt comme un radicaliste communautaire. C'est un reproche auquel on est confronté-es régulièrement dans la presse et les médias qui nous accusent de rester dans notre coin et d'être exclusivement préoccupé-es par l'islamophobie et la négrophobie.

Pourtant, la négrophobie n'est pas une question qui ne concerne que les Noir-es, pas plus que l'islamophobie ne concerne que les musulmans et musulmanes et la xénophobie, les seul-es Rroms. De cela, de plus en plus de militantes et de militants ont une conscience aiguë : c'est une occasion de nous rassembler pour des luttes communes.

UNE NÉCESSAIRE CONVERGENCE

Je pense, comme beaucoup d'entre nous, que l'objectif des militantes et des militants, c'est de trouver les formules et les solutions qui nous permettront de converger, de créer un seul et même bloc, un seul et même front afin de pouvoir lutter contre le Racisme avec un R majuscule et non de se retrouver dans des stratégies de division qui font que la lutte contre le racisme que la République française veut privilégier et nous imposer, c'est tout et tous-tes contre l'antisémitisme. Si cela n'est pas dit, cela reste implicite, on pourrait ajouter : pour le reste, pour les autres, on verra après !

En ce sens, il nous faut faire en sorte que sur les 100 millions qui ont été injectés dans la lutte contre le racisme, la plus grande partie ne soit



pas octroyée uniquement pour faire reculer l'antisémitisme mais bien toutes les formes de racisme.

Il faut effectivement que l'on soit nombreux et nombreuses à refuser de se prêter à cette supercherie et à dénoncer son caractère partial, inégal et dangereux.

Comme pour d'autres combats, cela passe par la constitution d'un front commun. C'est le sens de notre présence ici, aujourd'hui, pour interagir à tous les niveaux.



RROMOPHOBIE

SAIMIR MILE, président de l'association La Voix des Rroms.



Je commencerai mon propos par une sorte de boutade: je ne sais pas trop pourquoi je suis ici, parce qu'en fait l'immigration et les quartiers populaires d'une part et les Rroms d'autre part, cela peut en surprendre plus d'un. Mais contrairement à ce qu'on peut croire au premier abord – que le lien n'est pas forcément évident – il n'en reste pas moins que l'on se trouve pourtant là en plein cœur du sujet...

500 ANS APRÈS, TOUJOURS ÉTRANGERS ET ÉTRANGÈRES

Revenons un chouia en arrière, disons le 22 août 1419. À 100 km d'ici, à Châtillon-sur-Chalaronne, dans le pays de Bresse, un groupe de Rroms arrive. Il est possible de certifier cette date parce qu'il existe un document rédigé: «*Baillé deux sous aux Bohémiens pour que ces Indiens quittent les lieux!*»... C'était l'aide humanitaire au retour volontaire version XV^{ème} siècle!

Cette date est importante. Elle atteste la présence des Rroms en France depuis plus de 500 ans et pourtant, aujourd'hui, en 2015, nous sommes toujours considéré-es comme des immigré-es, des étrangers et étrangères, pas très bien défini-es, un peu tout en quelque sorte. C'est la raison pour laquelle je me sens parfaitement chez moi ici parmi vous, parmi les immigré-es et plus particulièrement parmi leurs enfants ou leurs petits-enfants que l'on continue encore aujourd'hui à considérer comme des étrangers et des étrangères.

Personnellement, je suis arrivé en France en 1419... et en 1996 avec un visa étudiant. Ce qui ne correspond guère à l'image d'Épinal que l'on a des Rroms ou du peuple rom. Il est vrai que l'on ne s'attend guère à ce qu'une personne rom vienne avec un passeport et un visa,

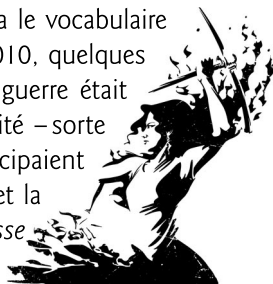
de façon tout à fait légale et régulière, pour étudier le droit en France. C'est mon cas et je ne suis pas le seul Rrom dans ce cas.

AMALGAMES ET CONFUSIONS AUTOUR D'UN MOT

Si jusqu'à présent dans mon intervention, je n'ai rien dit, ni commenté l'emploi du terme "romophobie", figurant dans le programme de ces rencontres, c'est que je n'ai pas de position définitive sur ce phénomène.

Le mot Rrom est présent en France depuis pas même une trentaine d'années et je défie quiconque dans la salle de trouver un cas d'utilisation de ce mot avant 1990 en France et en français. Le mot Rrom est notre mot, dans notre langue, pour nous désigner nous-mêmes.

Aujourd'hui, on entend à la radio, à la télé, qu'en France il y a 17 000 Rroms. Cela n'est pas sérieux et prête à sourire, il y a en France autour de 17 000 personnes recensées par la police comme habitant des bidonvilles que le gouvernement, le pouvoir, appelle depuis Brice Hortefeux "campements illicites", reprenant en cela le vocabulaire utilisé par ce ministre. Il faut se souvenir qu'en 2010, quelques jours avant le discours de Grenoble, un plan de guerre était annoncé à l'Élysée à l'issue d'un Conseil de sécurité – sorte de conseil des ministres restreint auquel participaient Sarkozy, Hortefeux, Guéant, les préfets de police et la gendarmerie – qui prévoyait « l'évacuation en masse des campements illicites ».



Depuis, aucun changement notable ni de politique, ni de ton. D'ailleurs, Manuel Valls, Premier ministre, qui a annoncé hier un plan de 100 millions pour aider les associations antiracistes, est convoqué par nos soins en justice – ce sera le 2 juillet prochain à 13h30 – pour des propos racistes qu'il a tenus au cours d'une déclaration et qu'il a répétés à plusieurs reprises en affirmant que les Rroms ne peuvent pas s'intégrer pour des raisons culturelles parce qu'ils et elles sont entre les mains de mafias. Si cela n'est pas du racisme !

Le Discours de Grenoble

Dans la nuit du 15 au 16 juillet 2010, un casino de l'Isère se fait braquer. Les flics poursuivent les braqueurs, l'un d'entre eux blesse un policier. Ils se réfugient dans le quartier de la Villeneuve, à Grenoble, où l'un des deux braqueurs est abattu par un membre de la BAC. Vont s'ensuivre plusieurs nuits d'émeutes à travers la France.

La nuit suivante, dans le Loir-et-Cher, un jeune homme de la communauté des gens du voyage est tué par un gendarme alors qu'il avait forcé un barrage. Deux jours plus tard, à Saint-Aignan le 18 juillet 2010, en représailles, la gendarmerie est attaquée, des voitures brûlent en centre-ville, etc. Il en sera de même dans plusieurs autres points de la vallée du Cher.

C'est suite à ces deux événements que Nicolas Sarkozy, alors président de la République, prononcera le 30 juillet 2010 le discours de Grenoble. Racolant à l'extrême-droite, il y fait de nombreuses promesses sécuritaires et à tendance nationaliste dont la déchéance de nationalité, l'expulsion en masse de "campements illicites", la criminalisation des parents de mineures délinquantes, etc. Un certain nombre d'entre elles resteront des promesses puisqu'elles seront censurées par la suite par le Conseil Constitutionnel.

Néanmoins, d'autres passeront comme une lettre à la poste : l'augmentation de la vidéo-surveillance et des peines planchers, le croisement des fichiers de police et de gendarmerie et l'élargissement des personnes concernées par ces fichiers, un fichage par l'éducation nationale des élèves dits "décrocheurs scolaires", un durcissement des conditions de reconduite à la frontière des étrangères et étrangers en situation irrégulière, un fichage des personnes expulsées grâce à l'aide au retour volontaire, un durcissement des conditions d'obtention du titre de séjour "étranger malade"... et le "démantèlement des campements illicites". À ce propos, dans son discours, Nicolas Sarkozy annonçait vouloir « mettre un terme aux implantations sauvages de campements Roms » et insistait en disant que « ce sont des zones de non-droit qu'on ne peut tolérer en France ». Il ajouta ainsi une pierre à l'édifice de la romophobie française, en rangeant désormais toute personne vivant dans ces "campements illicites" sous l'étiquette "Rrom".



La plainte de La Voix des Roms contre Manuel Valls

La Voix des Roms poursuit Manuel Valls, Premier ministre, pour des propos tenus dans les médias au cours de l'année 2013, tels que « Les Roms ne souhaitent pas s'intégrer, pour des raisons culturelles ou parce qu'ils sont entre les mains de mafias ». Il ajoute que « ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres, et qui sont évidemment en confrontation » et « J'aide les Français contre cette population ».

Suite à ces propos, le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) a porté plainte contre Manuel Valls devant la Cour de Justice de la République – cour spéciale réservée aux plaintes contre les représentants de l'État.

Le 19 décembre 2013, celle-ci a refusé de condamner le Premier ministre, estimant que ces propos s'inscrivaient dans un « débat d'intérêt politique ».

Prenant la Cour de Justice de la République au mot, La Voix des Roms estime que le Premier ministre ne parlait donc qu'en tant que citoyen parmi d'autres, prenant part à un débat politique. Elle a donc porté plainte devant la justice régulière pour provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard des Roms. Au moment de ces 5^{èmes} Rencontres Nationales des Luites des Immigrations, le Tribunal de Grande Instance de Paris avait refusé de se prononcer, estimant qu'il ne pouvait pas juger un Premier ministre (décision du 19 décembre 2014). La Voix des Roms a fait appel, et Manuel Valls a été convoqué par la Cour d'appel de Paris le 2 juillet 2015. Celle-ci a rendu son arrêt le 8 octobre 2015, confirmant la décision du Tribunal de Paris. La Voix des Roms s'est donc pourvue en cassation et ce pourvoi est toujours en cours au moment de l'impression de cet ouvrage.

LE RACISME COMME MODE DE GOUVERNEMENT

Loin de tout racisme primaire du genre "T'es Noir-e, je ne t'aime pas." ou bien "T'es Tzigane, je ne t'aime pas.", en dehors des habituels clichés, on ne peut aborder le racisme auquel sont confronté-es les Roms sans faire référence au racisme en tant que mode de gouvernement dans lequel il n'est pas affaire de sentiment individuel :



on a le droit d'aimer le couscous ou de lui préférer le coq au vin, d'aimer une personne et non pas telle autre.

Dans le cas du racisme en tant que mode de gouvernement, nous, les Roms, sommes considéré·es comme un corps étranger, des intrus·es dans le corps social, dans la nation alors que, je le répète, nous sommes présent·es en France depuis 1419!

Si nous avons participé à la construction de cette société et continuons encore aujourd'hui à le faire, nous ne sommes cependant toujours pas



regardé·es comme des personnes qui sont légitimes à être et à vivre ici et là. Et ce que je dis n'est pas seulement valable pour les 17 000 migrant·es de Roumanie ou de Bulgarie – qui ne sont pas tous et toutes Roms d'ailleurs, mais qui sont appelé·es Roms, désigné·es comme

tel·les parce que, précisément, mis et mises dans cette situation d'exclusion totale, quand on ne jette pas de la boue dans leurs installations pour leur faire quitter les lieux.

LA VIOLENCE DE LA DÉPOSSESSION

Ce que nous avons en commun avec les populations issues de la colonisation – ou pour le moins présentes en France du fait de la colonisation – c'est que nous aussi avons été dessaisi·es de notre identité, c'est-à-dire de la liberté de nous définir nous-mêmes par nous-mêmes, de nous voir par nous-mêmes. C'est la violence la plus extrême que l'on puisse faire à un individu ou à un groupe. Ce sont les autres qui nous définissent, y compris en nous ayant volé notre ethnonyme, notre nom – Rrom – pour l'utiliser non pas comme le nom du peuple que nous sommes mais uniquement comme une étiquette accolée sur un segment de la société en France qui se trouve exclu par

ceux et celles-là même qui utilisent cette étiquette, c'est-à-dire les autorités, le pouvoir.

RÉSISTER, C'EST EXISTER

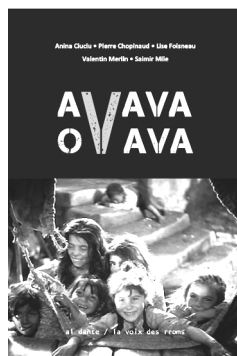
Ce constat dressé, se lamenter ou pleurer ne sert à rien. Ce que nous essayons de faire avec plus ou moins de succès, c'est en premier lieu de refuser le statut de victimes : c'est le premier pas vers toute action efficace. Nous sommes expulsé-es ? Ce n'est pas grave, on ira s'installer ailleurs ! Parce que nous sommes légitimes, contrairement à l'image que l'on cherche à donner de nous. Et cette affirmation, il faut que nous la poussions très loin.

J'ai apporté quelques exemplaires du livre que nous avons coédité avec les éditions Al Dante, son titre *Avava*, *ovava* signifie littéralement "venant, nous serons".

Ce livre, que nous avons écrit à cinq, a vu le jour après un voyage au cours duquel ont été organisées des rencontres avec des jeunes venu-es de toute l'Europe. Nous avons effectué ce voyage en Pologne avec un groupe de jeunes pour visiter, entre autres, les camps de la mort, dont celui des familles tziganes à Birkenau.

Ce livre pose le sujet du génocide en termes non pas de victimes mais de résistance... et la résistance des Roms, si elle a été bien réelle, y compris à Birkenau, n'en demeure pas moins souvent occultée comme l'est encore cette période de l'histoire des Roms dans l'histoire de l'Europe.

Il faut rappeler que le 16 mai 1944 était la date prévue pour la liquidation des familles tziganes dans le camp de Birkenau. Les nazis n'ont pu mener à bien leur plan ce jour-là parce que les Roms qui y étaient – majoritairement des Sinté, qui sont des Roms allemands – se sont armés-es de pioches et autres outils et ont pu repousser les SS. C'est d'ailleurs pour commémorer cette résistance que nous organisons chaque 16 mai à Saint-Denis *La fête de l'insurrection gitane*.



À cette occasion, nous commémorons non pas notre état de victimes mais la résistance y compris dans des conditions d'oppression extrême. Si les Roms ont résisté aux nazis en 1944, pour nous aujourd'hui, il n'est pas question de baisser les bras, nous n'avons pas le droit de baisser les bras.

Il nous faut rester debout. C'est ce que j'appelle avec une certaine distance, le djihad majeur qui est de faire l'effort avec soi et sur soi pour ne pas tomber dans le piège des divisions. Nous devons à tout prix dépasser ces divisions pour rester uni-es dans notre combat pour la dignité et l'égalité.





DÉBAT

ISLAMOPHOBIE, NÉGROPHOBIE, RROMOPHOBIE, ANALYSE SYSTÉMIQUE DES DISCRIMINATIONS RACISTES

NOUVELLES POPULATIONS, NOUVELLES CRISPATIONS

On a parlé d'islamophobie, de négrophobie et d'autres formes de discriminations et de racisme pour en arriver aux Roms, la dernière vague et j'ai l'impression que tout au long de cette histoire, en France, lorsqu'une nouvelle catégorie de personnes arrive, on va focaliser sur elle tout ce qui est médiatique et politique. Et, pendant ce temps, les questions toujours non résolues concernant les populations présentes en France antérieurement passent au second plan. Ainsi, on parle moins actuellement des Arabes en France comme, sans doute, on parlera moins des Roms lorsque d'autres populations arriveront.

Chaque fois qu'une personne étrangère arrive, c'est elle qui pose problème. On parle même de "corps étranger" comme s'il s'agissait d'un virus qui arrivait et qui risquait d'infecter la société française.

J'ai l'impression qu'en France les choses sont prises à l'envers : cette richesse qu'amènent avec elles les populations qui arrivent n'est pas prise en compte. L'aspect positif du multiculturalisme reste sous-estimé et il est davantage considéré comme une menace que comme une richesse ou un "plus" apporté à la société.

Alors que la société française devrait s'ouvrir, elle se referme. Au lieu de découvrir le monde qui l'entoure, elle le rejette. Et cette fermeture s'institutionnalise. Cela vient d'en haut et c'est bien en cela que réside le danger.

CONDITION PREMIÈRE DE L'ÉMANCIPATION

D'accord avec le constat qu'il faille lutter contre l'islamophobie, que l'on souligne l'impact du passé colonial, on ne peut qu'être d'accord. Je



prolongerai plutôt par la question qui a été également soulevée, celle du rejet des femmes voilées de tous les espaces publics. On est –ou plutôt ils et elles sont– bien content-es de les trouver pour préparer des spécialités de "là-bas", la question est donc celle-ci : pourquoi on continue à leur faire le couscous et les makroutes ? Puisqu'on est dans cette dynamique d'auto-organisation qui passe selon moi par une forme d'émancipation, il faudra bien arrêter très vite de faire le couscous et les makroutes.

Pour moi, il est essentiel de s'adresser aux associations qui invitent les femmes à faire le couscous, tout comme aux associations qui luttent contre l'islamophobie et contre le racisme et qui nous demandent de donner une autre image de nous-mêmes, pour que changent les représentations des musulmans et musulmanes, des Arabes ou des Noir-es ; il est essentiel de leur demander qu'elles commencent, elles, à changer leur regard sur les femmes arabes et musulmanes qu'elles considèrent uniquement comme des cuisinières !

On est là depuis très longtemps, on n'a plus à prouver quoi que ce soit, on a largement participé à la construction de ce pays comme à sa libération et je n'éprouve pas, moi, tous les matins, le besoin de prouver que je suis gentille, que je ne suis pas une terroriste et qu'en plus je me dois d'offrir à manger aux racistes, à celles et ceux qui tentent de m'humilier, à celles et ceux qui me donnent des coups. C'est inconcevable, il y a des limites à la tolérance !

Il faudrait que dans la dynamique d'émancipation que nous voulons construire, on arrête de répéter –même si cela est vrai– qu'on est légitimes dans ce pays, parce que parfois, j'ai la fâcheuse impression qu'on utilise cet argument pour, en fait, demander que l'on nous accepte. En clair, "Ne soyez pas racistes, ça fait longtemps qu'on est là et on vous a même libéré-es !"

Soit, mais ne faut-il pas davantage poser comme principe que celui ou celle qui est arrivé-e hier ou avant-hier n'a pas besoin d'être légitime s'il ou elle a envie d'être là ? Militante anti-impérialiste, j'ai presque envie de dire que, dans l'idéal absolu, j'ai le droit d'aller où je veux,



sans avoir à prouver que je suis légitime à être dans quelque partie de la planète que ce soit.

NE PAS OUBLIER L'EXPLOITATION

À côté des faits sur lesquels il faut se concentrer (le sexisme, la négrophobie, la romophobie, l'islamophobie) il nous faut également insister sur une composante des classes populaires qui est en relation avec l'exploitation du travail, sur le simple fait que le travail n'est pas bien payé.

S'il a été dit que le racisme est un mode de gouvernement, on peut ajouter que ce gouvernement est aussi au service du patronat, de l'exploitation par le travail. Comment réfléchir à cette articulation entre exploitation, racisme et quartiers populaires?

FIÈRE D'ÊTRE NÈGRE

Si l'on me dit que je suis nègre, que l'on m'appelle nègre, moi je suis fière d'être nègre. Mais la question est: qui a occasionné la négritude? Qui est venu nous chercher là-bas pour nous vendre ailleurs? Qui aujourd'hui retourne là-bas pour nous piller, nous tuer, nous monter les uns et les unes contre les autres? Qu'ils gardent pour eux les armes qu'ils fabriquent!

**QU'AJOUTER DE PLUS À LA FAMEUSE RÉPONSE D'AIMÉ CÉSAIRE:
« LE NÈGRE T'EMMERDE ! » ?**



ANALYSE SYSTÉMIQUE DES DISCRIMINATIONS RACISTES

SAÏD BOUAMAMA, sociologue, cofondateur du FUIQP et membre du collectif FUIQP 59/62.



Ce qui fait l'une des caractéristiques du FUIQP, c'est qu'il estime que le racisme n'est pas hors-sol, autrement dit qu'il a une base matérielle, une fonction sociale et qu'il est en particulier un mode d'organisation de l'exploitation capitaliste aujourd'hui. Et c'est cette fonction sociale qui nous amène à passer des alliances avec des gens qui ne sont pas issues de l'immigration.

Après ces considérations générales qui déterminent l'orientation du FUIQP, j'en reviens au sujet de cette première table ronde et sur ce qu'est le racisme.

Dans la séquence historique qui est la nôtre, marquée par une agression idéologique tous azimuts contre les dominé-es, le racisme se déploie autour de deux dimensions :

La première dont il ne faut pas sous-estimer tous les effets dévastateurs, c'est la campagne *Je suis Charlie*. Au FUIQP, nous ne sommes pas Charlie et nous ne serons pas Charlie !

La seconde concerne l'injonction permanente de mettre en avant et de considérer comme principale une des formes de racisme qui est l'antisémitisme – injonction qui fait que l'on ne peut plus s'exprimer sans dire en préambule "je ne suis pas antisémite" – comme si c'était la question centrale, principale, nodale de la société française, une manière de ne pas parler des autres formes de racisme qui structurent cette société. Eh bien nous, nous refusons de devoir commencer toujours par "je ne suis pas antisémite".



LE RACISME A UNE HISTOIRE

Pour se faire une idée de ce qu'est le racisme aujourd'hui, il faut prendre en compte le phénomène dans toutes ses dimensions mais surtout rappeler que le racisme a une histoire : il n'est pas une caractéristique de la nature humaine, il n'est pas éternel au sens où il n'a pas toujours existé. Il est contemporain d'une époque où l'Europe avait besoin de justifier une agression en hiérarchisant l'humanité en fonction des races ; c'est l'apparition du capitalisme et son besoin d'expansion qui ont donné naissance à cette idéologie de hiérarchisation qui était totalement absente des conflits antérieurs. C'est d'ailleurs l'erreur et le mensonge de celles et ceux qui confondent l'esclavage lié au capitalisme et les esclavages antérieurs, bien évidemment condamnables, mais qui étaient d'une toute autre nature.

Un des grands apports de Frantz Fanon est de nous dire que pour maintenir sa fonction sociale de division des dominé-es, le racisme change de forme et de visage en fonction du rapport de force.

DU RACISME BIOLOGIQUE AU RACISME CULTUREL

Après les horreurs de la Seconde Guerre mondiale, après les luttes de libération nationale, se référer à une hiérarchisation biologique devenait impossible sous peine de se trouver complètement décrédibilisé-es. C'est la raison pour laquelle, nous dit Frantz Fanon, le racisme s'est mué en racisme culturaliste. Ce ne sont plus les races que l'on hiérarchise, mais les cultures. On comprend dès lors cette perception des Roms comme danger, parce que désigné-es comme non-intégrables. Il y aurait des cultures qui seraient inférieures à d'autres et qui n'auraient pas leur place dans une société civilisée. Derrière ce qui se dit sur l'islam, en creux, c'est qu'il y aurait des religions qui ne sont pas comme les autres et qui seraient incompatibles avec la civilisation.

Le racisme contemporain principal, que ce soit sous la forme de la négrophobie, la rommophobie, l'islamophobie, c'est le racisme culturaliste. Et tout mouvement antiraciste qui resterait centré sur la lutte contre le racisme biologique, qui aurait des pudeurs ou des réticences à prendre en compte par exemple l'islamophobie, refuserait d'analyser et



de combattre le racisme tel qu'il est, le racisme concret, le racisme qui détruit, le racisme qui se développe aujourd'hui.

DIFFÉRENTS NIVEAUX

Le troisième élément utile à la compréhension et l'analyse du racisme, c'est que le racisme se situe à des niveaux différents et prend des formes différentes.

L'idéologie globale "pure et dure" représente le premier niveau, c'est ce qui correspond au nazisme par exemple, dont la théorie affirme qu'il existe des races et qu'elles sont hiérarchisées.

Au deuxième niveau, on trouve ces préjugés, ces images mentales héritées de l'histoire esclavagiste et coloniale et qui continuent à être diffusées par les classes dominantes, dans les médias, les manuels scolaires...

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



EXPOSITION COLONIALE
INTERNATIONALE



IMP DE VALENGERIE - PARIS 1931

J de la Négritude

Beaucoup plus insidieuses et beaucoup plus répandues, ces images continuent à structurer le regard de nos concitoyens dans une société qui a colonisé pendant des décennies et qui continue à intervenir militairement et économiquement dans l'ancien empire colonial. Alors que l'on commet des agressions en Afrique, matières premières et minerais obligeant, alors que l'on déstructure tout le Moyen-Orient pour l'accès au pétrole, loin de n'être qu'un héritage, ces images sont revivifiées, réactualisées et remises sur le devant de la scène parce que les pays impérialistes ont besoin de les faire renaître, de les recycler et de les imposer. Déraciner ces images qui contaminent la gauche et même l'extrême gauche, y compris celles et ceux qui se disent proches de nous, demande qu'on ne leur fasse aucune concession et sans doute, demain, serons-nous remerciés pour notre intransigeance sur ces questions.

Le troisième niveau, encore plus important pour nous qui pouvons à tout moment être tués d'une balle tirée par un policier, agressés

parce qu'on porte un foulard, c'est la mise en actes du racisme que représentent les discriminations. Personnellement, qu'on ne m'aime pas m'est totalement égal. Mais qu'on ne me discrimine pas ! Qu'on n'use pas de son pouvoir pour prendre des décisions me concernant, qui auraient un effet sur ma vie et sur celle de mes enfants !

À ce niveau-là, malgré d'habiles faux-semblants, force est de constater qu'il y a un rapport social raciste en France qui est construit comme un mode de gestion de l'économie. Si l'on ne tient pas compte de cela, on va, en toute sincérité, commettre des erreurs dans la manière de construire un réel combat antiraciste.

RACISME INDIVIDUEL, RACISME INSTITUTIONNEL

Encore trop fréquemment, et c'est une première erreur, le racisme est ramené à un phénomène individuel et l'impasse est faite sur le racisme institutionnel, celui qui vient d'en haut, celui qui est politiquement choisi par le gouvernement, qu'il s'agisse d'un discours dont les effets se feront sentir sur la vie concrète des Roms, ou bien d'une loi qui affectera la vie de celles qui portent le foulard.



Cette politique d'État, cette politique de racialisation, c'est cela le racisme.

L'autre erreur consiste à croire que le racisme est une affaire morale : il est illusoire de croire que les bons sentiments vont faire que les racistes vont arrêter d'être racistes. Les racistes arrêteront de l'être parce qu'un rapport de force leur aura été imposé.

Le racisme est politique et c'est politiquement qu'il faut le combattre et non pas en cherchant à changer les mentalités ou en montrant patte blanche. Il faut à tout prix que l'on se réapproprie le politique, au sens de combat pour changer cette société.

Le racisme est un système, de la même façon que Fanon disait « *la colonisation est un système* ». Il peut certes y avoir des colonialistes

sincères, le problème, c'est qu'on est dans un système : l'économie française aujourd'hui a besoin du racisme, elle le produit donc inévitablement.

Dire que le racisme est un système, c'est dire qu'il est diffusé dans tous les implicites de notre société : aucune institution dans ce pays, si on l'étudie de près, ne peut être considérée comme non-raciste. L'Éducation nationale a des implicites qui la font fonctionner de manière raciste, les politiques d'attribution des logements ont des implicites qui les font fonctionner de manière raciste et je pourrais continuer ...

La naïveté a des limites, cessons de chercher le petit raciste qu'il faut éduquer ! Il faut analyser les choses de manière politique, matérialiste et comprendre que c'est le rapport social de cette société qui, pour maintenir les profits, pour justifier les interventions à l'extérieur, a besoin de diffuser ce racisme.

UNE FONCTION DE DIVISION

Enfin et j'en terminerai par là, le racisme a une fonction de division. Et comme on le dit souvent au Front uni, il permet de diviser ceux et celles qui devraient être uni·es et d'unir celles et ceux qui devraient être divisé·es : diviser l'ouvrier ou l'ouvrière, issu·e de la colonisation parfois récente, parfois de la troisième ou quatrième génération, diviser celui-là ou celle-là de l'ouvrier ou l'ouvrière français·e soumis·e à une grille de lecture raciste et à qui de surcroît on aura octroyé un petit privilège ; unir celles et ceux qui devraient être divisé·es : l'ouvrier et l'ouvrière blanc·he avec son patron ou sa patronne blanc·he.

Si on n'a pas compris cette fonction du racisme, on aura du mal à construire la contre-offensive politique.

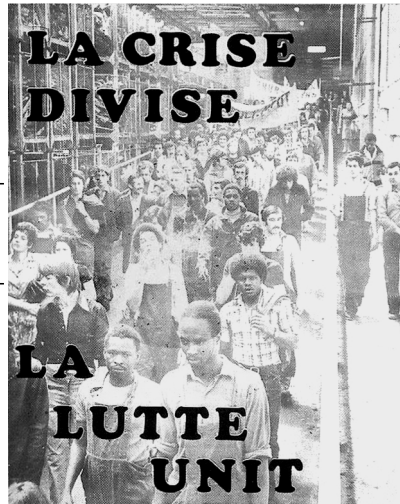
UN COMBAT DIFFICILE

C'est un combat difficile et de longue haleine et qui ne peut se livrer si, entre camarades, nous nous opposons sur des sujets somme toute annexes, si nous baissions les bras devant la moindre divergence, un combat au cours duquel il ne faut jamais perdre de vue l'essentiel et dans lequel il faut éviter de sous-estimer l'ennemi qui est en face. Nous

sommes dans un rapport de force avec les classes dominantes : cela suppose la construction par en bas d'un mouvement des quartiers populaires, quartier par quartier, ville par ville et c'est l'unique chemin pour combattre le racisme systémique. Il faut nous y employer tous et toutes ensemble.

NÉCESSITÉ DE L'AUTO-ORGANISATION

Combattre le racisme systémique suppose une seconde condition : que l'on ait pleinement conscience que ce rapport social qui a imbibé une partie de la gauche et même une partie de l'extrême-gauche nous oblige à travailler à notre auto-organisation et la rend nécessaire. Nous avons tout à perdre à ne pas comprendre cela. Notre auto-organisation est une des conditions pour ne pas être sacrifiées sur l'autel de l'immédiateté, de la prochaine échéance électorale, des priorités gouvernementales.



ALLIANCES ET AUTONOMIE

Cependant, nous ne pouvons pas changer la société seules et cela pose la question des alliances avec toutes celles et ceux qui, dans cette société, se battent pour une autre société. L'articulation entre autonomie et alliances, c'est le chemin que nous devons prendre pour construire le FUIQP comme outil de la contre-offensive politique contre le rapport social raciste et le racisme institutionnel. Pour cela, n'oublions pas cette belle phrase d'Aimé Césaire¹ qui, même s'il ne nous dit pas comment faire, nous met cependant en garde : attention, attention, alliance ne veut pas dire subordination, alliance suppose autonomie !

1 - « Ce n'est pas volonté de se battre seul et dédain de toute alliance. C'est volonté de ne pas confondre alliance et subordination. Solidarité et démission. » Aimé Césaire, Lettre à Maurice Thorez, 24 octobre 1956.

HOMMAGE À GEORGES IBRAHIM ABDALLAH

SAÏD BOUAMAMA, sociologue, cofondateur du FUIQP et membre du collectif FUIQP 59/62.

Georges Ibrahim Abdallah

Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste libanais et membre du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP), participe à la fondation en 1980 des Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises (FARL), qui entendent réagir à l'invasion du Liban par Israël en exportant la guerre en Europe. Leurs objectifs sont la libération du Liban de toute présence étrangère (France, États-Unis, Israël) et la création d'un État palestinien. On attribue notamment aux FARL deux assassinats commis à Paris en 1982 : celui du lieutenant-colonel Charles R. Ray, attaché militaire de l'ambassade des États-Unis en France, le 18 janvier, et celui du conseiller de l'ambassade d'Israël en France Yacov Barsimentov, le 3 avril. Arrêté à Lyon le 24 octobre 1984, Georges Ibrahim Abdallah a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par la Cour d'assises spéciale de Lyon en 1987 pour complicité dans l'assassinat de ces deux diplomates. Éligible à la libération conditionnelle depuis 1999, il a déjà déposé en vain neuf demandes en ce sens. En 2003, la justice française avait accepté sa libération mais Dominique Perben, alors ministre de la justice, s'y était opposé ainsi que le gouvernement américain : la Cour d'appel avait finalement refusé sa libération. En 2013, la justice accepte – de nouveau – de libérer Georges Ibrahim Abdallah. Manuel Valls, ministre de l'intérieur, doit prendre l'arrêté d'expulsion vers le Liban mais voulant ménager le gouvernement israélien, il tarde à signer ; la Cour de Cassation intervient pour annuler la libération conditionnelle. Depuis 1999, Georges Ibrahim Abdallah, du fait de ses convictions politiques, subit un "régime d'exception" qui en fait le plus vieux prisonnier politique d'Europe.



L'histoire des luttes des dominé-es est faite tout autant de victoires que de défaites. Ces luttes prennent parfois des formes de luttes physiques, mais également de luttes politiques, politiques au bon sens du terme. Si elles peuvent se manifester sous des formes violentes, elles s'expriment aussi sous des formes symboliques parce qu'on construit aussi l'avenir à partir de symboles.



Et dans cette veine je voudrais, avec beaucoup d'émotion, surtout dans la période actuelle qui est marquée par l'agression à l'encontre des classes populaires et en particulier contre l'immigration, vous faire part du fait qu'un grand monsieur nous a fait l'honneur d'être président d'honneur du FUIQP.

Ce grand monsieur, c'est Georges Ibrahim Abdallah qui est en prison en France depuis 1984 et qui a magnifiquement su allier ces deux formes de lutte. Une nouvelle fois, il a été décidé de maintenir Georges en prison alors même qu'il est libérable depuis 1999. C'est-à-dire qu'on veut qu'il meure en prison, c'est cela la réalité ! Il ne sortira que si on est capables de se mobiliser avec encore plus de détermination : ce sera un axe de mobilisation du FUIQP, comme d'ailleurs le combat pour la libération de l'ensemble des prisonniers et prisonnières politiques de par le monde, car c'est un combat qui est le nôtre.

Le FUIQP condamne les faux prétextes mis en avant pour ne pas exiger la libération de Georges Ibrahim Abdallah et en particulier le fait qu'il aurait mené des actions terroristes. Nous, héritiers et héritières des combats de la décolonisation, savons que la lutte violente appelée par certaines personnes "terrorisme" peut s'imposer dans certaines circonstances historiques.

C'est toujours l'opresseur qui impose la forme de la lutte disait avec justesse Mandela. Le FUIQP est avec celles et ceux qui résistent car la résistance à l'oppression est un droit.



Témoignons-lui maintenant par une ovation toute notre solidarité et notre reconnaissance et que ce moment d'intense émotion lui parvienne par-delà les murs de la prison de Lannemezan, que Georges entende cela comme l'engagement de notre part pour sa libération.

Merci Georges



« PALESTINE VIVRA, LIBÉREZ GEORGES ABDALLAH ! »

« PALESTINE VIVRA, LIBÉREZ GEORGES ABDALLAH ! »



DEUXIÈME TABLE RONDE

VIOLENCES POLICIÈRES, VIOLENCES CARCÉRALES

DÉVELOPPEMENT DES FORCES DE RÉPRESSION ET CRISE DU SYSTÈME CAPITALISTE



VIOLENCES POLICIÈRES

FARID EL YAMNI, membre du Collectif justice et vérité pour Wissam et membre du collectif Urgence notre police assassine.

Tout d'abord, je dois excuser Amal, la sœur de Amine Bentounsi tué d'une balle dans le dos, par un policier à Noisy-Le-Sec, le 22 avril 2012.

D'un point de vue personnel, mon frère Wissam est décédé suite à des violences policières après une arrestation à Clermont-Ferrand en janvier 2012.



Depuis cette date, je milite au sein du collectif Urgence notre police assassine. Dans ce cadre, on a rencontré bon nombre de personnes et les expériences se sont accumulées.

La question centrale qu'il faut se poser, c'est comment combattre les violences policières, comment combattre ce système qui les accepte et qui les génère. Pour ma part, j'ai choisi prioritairement de les combattre en réfutant les versions officielles qui sont données par les responsables de ces violences et en donnant notre version des faits... un combat pour la vérité.

Au début, quand le drame nous a frappé·es, nous avons été étonné·es que les gens n'aient aucune connaissance des faits; dès lors s'est imposé à nous le besoin de parler, de faire savoir, d'expliquer. En réalité, c'est triste à constater, il se trouve que les gens savaient mais se sentaient impuissant·es.

En fait, ce système, qui vit grâce à des informations et une propagande savamment orchestrées, est un édifice fragile et on a décidé de le dénoncer par nos expériences, nos rencontres et nos échanges, sur le terrain même de la pensée. Déjà, faire connaître les faits.

Je vais vous raconter une anecdote: j'ai été invité à la ZAD de Notre Dame des Landes, à Nantes, je me suis demandé tout de même ce que

je faisais là, si j'étais au bon endroit pour mettre à profit ces instants pour parler de ce qui était arrivé à mon frère en particulier et des violences policières en général.

Mais l'année suivante, j'ai rencontré des personnes qui m'ont dit avoir été sensibilisées à ce problème après avoir entendu mon témoignage.

Je suis convaincu que les choses évoluent. Au départ, lorsque nous disions « notre police assassine », les gens ne l'acceptaient pas. Maintenant, c'est mieux entendu.

Les violences et crimes policiers n'arrivent pas par hasard, ils sont monnaie courante. En général, les faits dont le public a connaissance ne sont que la partie visible de l'iceberg.

À nous de dévoiler la partie immergée de l'iceberg, celle que l'on ne voit pas, celle qui nous est toujours cachée.

Je suis convaincu que l'on y arrivera.





PRISON: VIOLENCES CARCÉRALES

DJAMILA KHLAFA, militante de l'antenne de la Coordination contre le racisme et l'islamophobie (CRI) à Saint-Étienne (42).



Avec d'autres militants et militantes, nous avons décidé de créer une antenne de la CRI après les événements de Charlie et la confusion, le rejet, l'exclusion qu'ils ont provoqués à l'encontre des immigré-es, des enfants d'immigré-es, des Français-es également, des Français-es comme moi, qui suis Française née en France.

À l'occasion de ces événements, une nouvelle vague de racisme – et plus particulièrement d'islamophobie, aujourd'hui galopante – se développe et il faut la combattre.

DES VERSIONS À SENS UNIQUE, LA JUSTICE COMPLICE

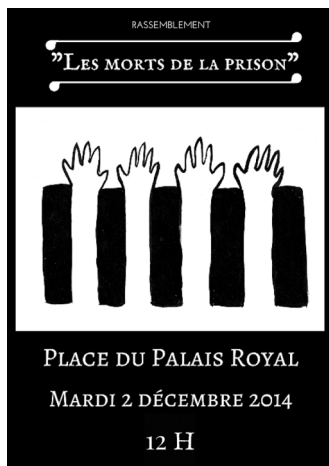
Personnellement, j'ai perdu mon frère à la maison d'arrêt de la Talaudière, tout près d'ici, de Saint-Étienne. Cela fait maintenant un peu plus de dix ans, c'était le 3 juin 2003. Rahimaho Allah !

Mon frère était âgé de 28 ans et il est décédé de mort violente dont la cause est le sectionnement de la veine jugulaire et de la veine fémorale.

Comme vous pouvez l'imaginer, la version qui nous a été donnée par la police, c'est qu'il s'agissait d'un suicide... Mais comment alors expliquer les mutilations, les hématomes qu'il portait sur le corps sachant qu'il n'avait aucun antécédent d'autodestruction ? Et la thèse du suicide est une explication à laquelle nous ne croyons toujours pas, d'autant plus que mon frère nous avait prévenu-es qu'il se sentait en danger. À cet effet, nous avons pris soin, par trois fois d'ailleurs, d'alerter le directeur de la prison, comme nous avons alerté le procureur.

Mon frère se sentait menacé et alors qu'il devait, sur sa demande, être muté le lendemain, on le retrouve mort, de mort violente, le matin dans sa cellule... Il est clair qu'en France, en prison, on tue.

Si je me permets de vous dire cela aujourd'hui, c'est que pendant dix ans on a fait confiance, en vain, à la justice.



Vous êtes les premières personnes à qui j'en parle comme cela. Ce n'est pas évident pour moi et je ne pensais pas d'ailleurs en parler. Cela demande un effort, parce que c'est encore frais pour nous.

Dès le départ, on a pensé : on fait confiance à la justice, on va faire les choses comme il faut, on va comprendre ce qui s'est passé. Malheureusement le résultat est là et au final ce sont dix ans de procédures bafouées, de reconstitutions falsifiées, de questionnements sans réponses des autorités concernées. Les différents juges qui ont approché le dossier ne prenaient même pas la peine de répondre aux questions légitimes et de droit que notre avocat leur soumettait.

On a essayé de faire les choses proprement, comme il faut, en toute honnêteté et le résultat, c'est une désillusion amère et cruelle.

Aujourd'hui pour moi, pour nous, il est clair et c'est évident : le racisme existe dans les hautes sphères et les juges, les avocat-es, la police travaillent tous et toutes main dans la main.

On a fait appel à un avocat de Lyon, qui nous a assisté-es pendant dix ans. Heureusement, dans notre cas, il ne nous a pas pris une grosse somme mais il faut tout de même avoir conscience et savoir qu'il faut de l'argent pour que les familles puissent aller jusqu'au bout ; toutes n'en ont pas les moyens. Et c'est pour cette raison, aussi, que certaines familles abandonnent et que toutes les procédures ne vont pas jusqu'au bout.

Nous, en un certain sens, on a eu la chance d'avoir agi tout de suite, ce qui nous a permis d'avoir connaissance des autopsies, de recueillir les premiers témoignages des gardiens et de pouvoir par la suite les confronter à leurs contradictions car comme on dit à juste titre: la vérité, on s'en rappelle, le mensonge, on l'oublie! Une façon de dire que lorsqu'on questionne un menteur, il vous donnera une autre version parce qu'il aura oublié ce qu'il a dit précédemment. La vérité, on s'en rappelle toujours.

Nous sommes allées jusqu'à la Cour européenne des Droits de l'Homme qui, pour se prononcer, n'a eu en sa possession qu'un dossier à moitié falsifié, étant donné que la reconstitution est fausse et plus que contestable.

Alors que mon frère est mort égorgé dans une prison française, qu'on nous dit qu'il s'est suicidé, que la longueur de son bras lui permettait de commettre son geste, en 2011, la Cour européenne a rendu son verdict dans lequel elle se contente de relever qu'il n'y pas assez d'éléments pour affirmer que c'est un suicide.

Nous sommes choqué·es par une telle explication.

LE NON-LIEU POUR SOLDE DE TOUT MEURTRE

C'est grave de mourir comme cela ou de quelque façon que ce soit. Aujourd'hui, des suites de violences policières, on dénombre plus de 120 victimes que ce soit en prison ou en dehors et invariablement, à part de très rares exceptions, pour la police, cela se solde toujours par un non-lieu.

Dans le cas de mon frère, j'estime que la justice française se doit de reconnaître ses failles, ses travers, ses lacunes. Il en est de même pour les services pénitentiaires qui accordent plus d'importance et de soin à leur image et à leur réputation qu'à la vie des hommes et des femmes qui sont sous leur responsabilité.

Après tout ce temps, attendre quelque chose de la justice, aujourd'hui, j'ai un peu de mal à y croire. J'ai fait confiance pendant dix ans. Selon la justice, la preuve du suicide de mon frère, c'est que la porte était

fermée et pour expliquer pourquoi il avait barricadé toute l'entrée de la cellule, on nous explique que c'était pour retarder l'arrivée des secours.

Dès le départ, alors que le corps de mon frère était couvert d'hématomes, on a tout filmé, pris en photo et au fil des ans et des procédures, j'ai constitué sur la mort de mon frère tout un dossier que je garde car je n'ai trouvé personne de confiance à qui le remettre pour qu'il puisse servir.

À l'issue de toutes ces années durant lesquelles justice n'a pas été rendue, il ne reste plus qu'à militer, s'unir et ne pas lâcher l'affaire parce que demain, il y aura d'autres morts.

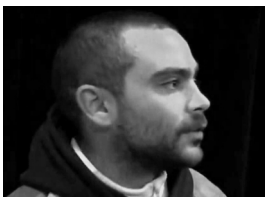


On est responsables par notre silence et aujourd'hui, je n'ai qu'un souhait: que toutes les familles de victimes s'unissent et à ce moment-là, on aura un poids certain.

Que vous soyez là, cela signifie que des gens peuvent encore donner de leur temps et cela me donne de l'espoir.

DÉVELOPPEMENT DES FORCES DE RÉPRESSION ET CRISE DU SYSTÈME CAPITALISTE

MATHIEU RIGOUSTE, sociologue et militant anti-sécuritaire.



J'enquête sur le système sécuritaire avec les outils des sciences sociales. C'est un travail militant – j'ai grandi à Gennevilliers¹, ce qui donne de bonnes raisons de s'engager dans diverses luttes. Et le but de ces enquêtes, pour le sujet qui nous intéresse et nous réunit ici, c'est de fournir des outils pour les luttes. Pour fabriquer collectivement des armes de résistance. Car toute pensée de libération ne peut être construite que collectivement, par les opprimés-elles et eux-mêmes, à travers leurs luttes.



Parmi ces outils, il en existe de concrets comme le livre fabriqué avec le collectif Angles morts : c'est un livre directement en phase avec notre sujet, sorti en septembre 2014, dont le titre est *Permis de tuer*². Ce livre donne la parole principalement aux familles concernées et aux collectifs de personnes en lutte contre les violences policières – des paroles qui sont habituellement rendues inaudibles, sauf quand des personnes s'auto-organisent pour créer leurs propres médias et assurer leur propre communication.

Voici quelques-uns de ces outils qui nous semblent susceptibles de fissurer la légitimité de cette police dont ce monde a absolument besoin pour continuer à tourner comme il tourne. L'un de ces outils consiste à refuser le terme de « bavures ». Le vocabulaire n'est jamais neutre. Dire qu'il y a bavure, c'est déjà employer le vocabulaire dominant, c'est déjà être perméable à

1 - Commune de banlieue parisienne.

2 - COLLECTIF ANGLES MORTS, *Permis de tuer*, Syllepse, 2014.

la version de la police, des médias. S'interdire l'emploi de ce terme et dire qu'il n'y a pas de bavure, c'est reconnaître soi-même et faire en sorte que soit reconnu le fait que les dix à quinze morts provoquées par la police dans les quartiers populaires, dans les classes populaires et particulièrement parmi les non-Blancs mais également les dizaines de morts en prison n'ont rien d'accidentel, de marginal. C'est faire comprendre que ces morts ne sont pas une somme sans cohérence, mais sont bien, au contraire, le produit d'un système. La police distribue la violence dont les classes dominantes ont besoin pour assurer leur ordre et leur domination. Il est temps d'arrêter de nous faire berner par cette idée que la police nous protégerait. C'est une institution qui participe au maintien, non pas de l'ordre public, mais de l'ordre économique, politique et social.

On vit dans une société capitaliste, impérialiste, raciste, patriarcale, qui a été construite par et pour l'esclavage et la colonisation, à travers un génocide de femmes (la chasse aux sorcières), l'exploitation, l'enfermement des homosexuel·les, des marginales et des marginaux, des pauvres, des prostitué·es... Pour maintenir ces systèmes de domination qui ont forgé l'État-nation, il a fallu encadrer, c'est-à-dire contrôler, surveiller, réprimer tous ces gens que l'on soumettait à des traitements injustes. L'histoire de la police, comme sa fonction, est directement liée à cela : maintenir cet ordre totalement inégalitaire, cette pyramide sociale.



NE PAS MYTHIFIER LE PASSÉ

À propos des violences policières, on entend souvent dire que c'était mieux avant. Un autre de ces outils consiste à remettre en cause cette idée. En interrogeant concrètement : qui peut me dire quand la police n'a pas réprimé les pauvres, les personnes non-Blanches, en quelles occasions la police n'a pas matraqué les mobilisations sociales ? À quelle époque ?

Dans les années 70, les immigré-es ont chèrement payé leurs luttes. Auparavant, dans les années 60, c'était la répression des indépendances. Et que dire des années 50 et des violences policières ! Essayez, remontez le passé, il n'existe pas d'époque où la police ne servait pas à opprimer certaines parties de la population.

POLICE AU SERVICE DU SYSTÈME, DES CLASSES DOMINANTES

La police fonctionne selon différents registres : on peut dire qu'il y a une police des privilégié-es, une police des classes moyennes et une police des mouvements sociaux, comme il y a une police des quartiers populaires.



La police sait reconnaître son maître et réguler selon les cas le degré de violence et de férocité qu'elle applique.

Le plus haut degré dans le déferlement de la violence policière, on le connaît dans les quartiers populaires. L'une des raisons qui est souvent mise en avant est celle du bouc émissaire qui correspond à la construction d'une menace intérieure ou extérieure mais qui dans tous les cas sert à diviser. Quand les classes dominantes parlent de menace, elles cherchent à nous diviser. On peut aussi entendre qu'elles se sentent effectivement menacées mais par quelque chose qu'elles n'avoueront jamais. Car il existe effectivement une menace radicale contre le système et qui vient des quartiers populaires. C'est dans les classes et quartiers populaires que le rapport économique, social et politique de l'État impérialiste français s'engendre et s'expérimente, on comprend dès lors pourquoi cet État met toute cette énergie dans l'encadrement et la répression des quartiers populaires. C'est là que les strates du prolétariat les plus exploitées et les plus opprimées sont reléguées et ségréguées, c'est là que vivent les gens qui bénéficient le moins des privilèges de cette société, c'est-à-dire les gens qui ont le plus intérêt à se débarrasser des classes dominantes et de leur système.



C'est bien évidemment dans ces quartiers que l'on cherche à intimider, c'est là que se joue l'un des rapports de force fondamentaux, c'est là que l'État qui garantit le système va déployer toute sa puissance d'encadrement et de coercition, à l'intérieur.

L'ILLUSION DE L'ALTERNANCE GAUCHE-DROITE

Il serait vain et dangereux de croire que l'alternance gauche-droite pourrait changer quoi que ce soit. C'est une illusion démobilisatrice qui ne peut que conduire à l'enlisement des luttes, voire à leur pourrissement. Quand on regarde la police et les modèles de répression on comprend que l'État impérialiste français, expérimente des modèles de contre-insurrection directement importés des guerres coloniales qu'il n'a d'ailleurs jamais arrêté de mener. Et il ne faut pas attendre de la gauche, qui a d'ailleurs impulsé la colonisation et qui reste fortement imprégnée par la vision coloniale, qu'elle abandonne ce modèle. Que la gauche propose la police de proximité ne change rien, la police sera toujours garante du système et ceux qui ont vécu ce type de police savent d'expérience que ce sont des forces d'occupation et qu'il n'y a pas une police meilleure qu'une autre. Historiquement, lorsque la droite rationalise et industrialise l'enfermement de la police, la gauche l'institutionnalise et étend les nouveaux dispositifs policiers. Les fractions de gauche et droite des classes dominantes travaillent concrètement ensemble, elles se passent le relais de la restructuration néolibérale et sécuritaire. L'impérialisme a besoin de ces alternances pour mystifier son caractère « démocratique » mais aussi pour pouvoir se restructurer en permanence.

UNE POLICE QUI S'ADAPTE

Parallèlement à la restructuration qu'opère le système économique au travers des crises qu'il fabrique lui-même, la police se restructure également pour répondre à cette situation nouvelle et réprimer plus efficacement.

Depuis la moitié du XX^{ème} siècle, l'encadrement et le contrôle des classes populaires est devenu un marché: il y a une véritable industrie



qui s'est mise en place à la faveur des guerres coloniales et qui a prospéré en liaison avec le développement de la guerre permanente faite aux peuples par les grandes puissances impérialistes et, depuis les années 1970, à la faveur des guerres de basse intensité que ces puissances organisent à l'intérieur, dans leurs ghettos. L'encadrement des classes populaires est un marché et la prolifération des armes sub-létales¹ est en pleine expansion.

Par ailleurs, les programmes de rénovation urbaine sont totalement liés à cette guerre coloniale qui se poursuit toujours et qui est basée sur la dépossession ; il s'agit de détruire toute forme d'autonomisation qui vient des territoires que l'on veut conquérir :

– à l'extérieur, que ce soit au Mali, en Centrafrique, en Afghanistan, c'est en dernier ressort pour augmenter le contrôle et les taux de profit ;

– à l'intérieur, ici même, pour permettre l'expansion des grandes villes capitalistes qui se fait au détriment des quartiers populaires que l'on transforme en quartiers chics ou gentrifiés.

La rénovation urbaine qui touche nos quartiers appelle l'exigence d'une police extrêmement dure pour pouvoir chasser les pauvres de



leurs territoires. Il y a toujours eu un lien direct entre la hogra, le mépris contre les quartiers populaires et le mépris dont fait preuve l'État lorsqu'il intervient sur les théâtres extérieurs.

1 - Relatif à un état proche de la mort. Les armes sub-létales (gaz au poivre, Taser, Flashball ou lanceurs de balles de caoutchouc, grenades incapacitantes, canons à son, gaz lacrymogène, etc.) font partie de l'équipement des forces de police et de gendarmerie pour "compléter" l'arsenal servant au contrôle des manifestations, entre la matraque et les armes à feu. Conçues pour n'être utilisées que dans des cas exceptionnels, ces armes sont graduellement devenues des "outils" banalisés pour le contrôle de la population.



CONTRE-INSURRECTION : LES GUERRES COLONIALES COMME MODÈLE

Le fil rouge qui guide mon travail, c'est la contre-insurrection ; comprendre comment les modèles expérimentés durant les guerres coloniales sont réimportés dans les métropoles capitalistes pour transformer et rendre plus efficace le système de contrôle. En matière de contre-insurrection, le mythe de l'excellence française est basé sur la bataille d'Alger, quand la Casbah a été militarisée et qu'arrestations en masse, tortures et disparitions ont été systématisées et industrialisées.

Les expert-es en action psychologique prétendent que ces méthodes ont fonctionné et permis d'écraser le FLN. C'est en prétextant de ce succès et en jouant sur cette corde de l'excellence française qu'aujourd'hui dans ce contexte de restructuration néo-libérale, un secteur non négligeable du capitalisme français se développe en vendant un appareil répressif, armes comme conseils, qui donnerait toute garantie d'un fonctionnement éprouvé et performant.

Cependant, à propos de la bataille d'Alger en 1957, ce que certaines personnes se refusent toujours à reconnaître – et on comprend pourquoi – c'est que si cette terreur d'État a permis de détruire une bonne partie des cellules du FLN dans Alger, entraînant de lourdes pertes dans une organisation verticale et pyramidale, cette même terreur d'État n'a jamais réussi à soumettre la population. Si deux ans et demi plus tard, en décembre 1960, le FLN était toujours à genoux et l'ALN avait payé un lourd tribut, c'est le peuple lui-même – femmes, enfants, vieillard-es, maquisard-es blessé-es – qui, en descendant dans les rues et en affrontant à mains nues les CRS d'abord puis les paras qui mitraillaient la foule, a réussi à mettre en échec la contre-insurrection menée par le système colonial.

Cet événement-là, considéré à juste titre comme le *Diên Biên Phủ*¹

1 - Après huit ans de guerre en Indochine – colonie française qui deviendra le Vietnam – le 7 mai 1954, suite à 57 jours de combats entre les soldats du corps expéditionnaire français et les troupes vietminh, le camp retranché de *Diên Biên Phu* tombe aux mains des forces du général Vo Nguyen Giap. Cette bataille marque le début de la fin pour l'Empire français. La victoire des soldats d'Hô Chi Minh pèsera sur les négociations de Genève à l'issue desquelles, le 21 juillet 1954, seront signés les accords mettant fin à la guerre d'Indochine.



Le FLN et l'ALN pendant la guerre d'Algérie

Le Front de Libération Nationale algérien a été créé simultanément avec l'Armée de Libération Nationale – son bras armé – en pleine lutte pour l'indépendance algérienne : son acte fondateur a été la Toussaint rouge, le 1er novembre 1954, avec 70 attentats contre l'armée et l'administration coloniale française. Le FLN a mis la violence politique au premier plan de son action, ce qui constitua un tournant dans la lutte pour l'indépendance algérienne : maquis, manifestations, attentats, guérilla. Pendant 8 ans, jusqu'à l'obtention de l'indépendance, le FLN est la principale organisation active contre le colonisateur français, tant sur le territoire algérien qu'en métropole. Après l'indépendance, le FLN a conservé le pouvoir en Algérie.

politique de la guerre d'Algérie, représente le moment où le peuple, devenu lui-même révolutionnaire, en supplantant l'appareil militaire mis KO, a permis de remporter la victoire, une victoire politique. La victoire d'un peuple uni.

Aujourd'hui, alors que la répression cherche à nous diviser, il ne faut pas oublier, c'est une leçon de l'Histoire, qu'un peuple peut gagner lorsqu'il est uni, de manière déterminée et offensive.





DÉBAT

VIOLENCES POLICIÈRES, VIOLENCES CARCÉRALES

FORCES DE RÉPRESSION ET CRISE DU SYSTÈME CAPITALISTE

QUARTIERS POPULAIRES COMME LABORATOIRES

Comme il a été dit, nous les quartiers populaires, on est effectivement les laboratoires des programmes sécuritaires, les véritables cobayes, avec pour conséquence que s'ils réussissent contre nous, viendra ensuite le tour du mouvement ouvrier dans son ensemble. Et nous aussi, nous faisons partie du mouvement ouvrier.

Les exemples ne manquent pas. Lorsque la loi interdisant à nos enfants de jouer dans les cages d'escalier est passée, les répercussions se sont fait sentir, ainsi dès qu'on se rassemblait à quatre ou cinq, on était suspecté-es. Cette situation est rendue possible parce qu'il y a un clivage dans le mouvement ouvrier. Parmi nous, tout le monde ne se sent pas appartenir à la classe ouvrière; parmi les ouvrier-es, ne sont pas toujours accepté-es les immigré-es avec les revendications qui leur sont propres.

Pourquoi c'est nous qui sommes prioritairement les cobayes? C'est parce que le reste du monde se moque bien de ce qui nous arrive et n'a pas pris la mesure des dangers que cela représente à terme pour lui autant que pour nous. L'opinion publique n'en a que faire. Quand on arrête un ou une de nos enfants pour outrage ou rébellion, même les militant et militantes les plus engagé-es, les plus conscientisé-es ont du mal à réagir et à comprendre que ces enfants, déjà discriminé-es, vont avoir encore plus de mal à trouver du travail et vont être encore plus pénalisé-es dans leur vie future. Cela ne soulève malheureusement guère d'indignation ou de révolte.

On a là une responsabilité à laquelle on ne peut se soustraire. Il faut que l'ensemble du mouvement ouvrier, les organisations qui le composent, bien au-delà du FUIQP, se saisissent de ces problèmes. Pour cela, il nous faut réveiller les consciences, quitte même à taper dans l'entre-soi. On ne peut plus laisser faire à moins de courir à une situation catastrophique.

RÉPRESSION, ICI ET AILLEURS

En Centrafrique, il y a eu une guerre dans laquelle l'armée française est intervenue. J'ai perdu deux de mes neveux alors qu'ils allaient à l'école. Sans raison apparente, si ce n'est qu'on ne veut pas voir les jeunes garçons dehors. Pour les autorités ou l'armée française, qui n'ont de comptes à rendre à personne et encore moins à la rue et aux jeunes qui contestent, tout jeune dans la rue est potentiellement dangereux... Ils sont pourtant chez eux et devraient avoir le droit de faire ce qu'ils veulent. Un jeune ne peut sortir avec un sac, il pourrait transporter une bombe et s'attaquer à l'armée française qui occupe la Centrafrique.

On est pauvres, mais on est chez nous. On a le droit de vivre comme tout le monde, mais cela nous est interdit. Si on ne peut sortir ni travailler, comment peut-on survivre ?

J'ai été contente que l'on parle de l'Afrique, de la Centrafrique, un petit pays abandonné, livré à lui-même et dans lequel on ne sait pas ce que vont devenir nos enfants. La force française est là-bas et on ne sait pas, ou plutôt on sait trop bien, quel rôle elle joue.

À CELLES ET CEUX QUI OUBLIENT D'OÙ ILS ET ELLES VIENNENT

On tape à juste titre sur la police, sur les élu-es, sur tout le monde, mais je pense également qu'il y a une bonne partie de la population des quartiers populaires qui ne bouge plus : celles et ceux qui connaissent une situation stable, qui s'en sont bien sorti-es, qui sont des rescapé-es et qui ont oublié le quartier et surtout d'où ils et elles viennent. Ils et elles retournent, il est vrai, manger le couscous chez

leur mère, une fois par semaine ou par mois mais ont oublié que leur force militante aussi minime soit-elle est nécessaire et qu'on en a besoin pour faire basculer le rapport de force dans nos différentes luttes, celles des chibanis et des chibanias, celles contre les violences policières, mais de cela ils et elles n'en ont rien à faire.

Qu'on passe notre énergie à taper sur les flics, les autorités, celles et ceux sur qui on tape depuis des années, très bien, ce sont mes ennemi-es, identifié-es comme tel-les. Mais à un moment donné, comme au foot, s'il est dans la logique même du match que mon adversaire cherche à marquer un but contre moi – dans le cas présent, celui des luttes ou des mobilisations – je me demande où sont mes collègues à moi pour me faire la passe en retrait.

Abdelhakim Ajimi

Abdelhakim Ajimi est mort le 9 mai 2008, assassiné par la police à Grasse. Après un incident à la banque, Abdelhakim Ajimi est interpellé en pleine rue par les policiers de la BAC. Il n'était ni armé, ni dangereux, ni même menaçant. Devant plus d'une dizaine de témoins, les policiers l'ont mis à terre sur le ventre, l'un d'eux lui écrasant le thorax avec son genou pendant que l'autre lui faisait une clé d'étranglement (pratique pour laquelle la France avait déjà été condamnée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme en 2007), tout cela en le menottant aux poignets et aux chevilles. D'autres flics viennent en renfort. Malgré des tentatives d'intervention de témoins et des signes évidents d'asphyxie de la part d'Abdelhakim Ajimi, ce n'est qu'au bout d'un quart d'heure que les flics lâcheront prise... et traîneront le corps d'Abdelhakim Ajimi, inerte et sans doute déjà mort, tête et membres ballants dans la voiture de patrouille. En novembre 2008, l'expertise médicale conclura à une mort par "asphyxie mécanique lente avec privation prolongée en oxygène". Après 5 ans de bataille judiciaire, 7 policiers passeront en procès sur les 13 présents sur les lieux. Seuls trois seront condamnés à des peines de prison avec sursis: 6, 18 et 24 mois pour homicide involontaire et/ou non-assistance à personne en péril. Tous et toutes continuent à exercer.



Dans l'affaire Ajimi, nous étions présents et présentes en soutien, à la Cour d'appel d'Aix-en-Provence. Si on compte pour les seules Bouches-du-Rhône, ne serait-ce que deux personnes par quartier ou cinq personnes par ville, le tribunal aurait été envahi, le rapport de force totalement autre et le verdict différent.

Pour que se développe le mouvement de masse dont on a terriblement besoin, on a besoin de tout le monde et il nous faut interpellier avec force celles et ceux qui parmi nous, et c'est tant mieux, s'en sont bien sorti-es. Bien entendu, il n'est pas question de s'en prendre aux personnes qui vivent dans la précarité et qui ont assez à faire avec leurs propres problèmes, mais que celles et ceux qui s'en sont sorti-es prennent leurs responsabilités. Nous devons les interpellier pour qu'on les retrouve sur le terrain des luttes.

DE LA NÉCESSITÉ D'ÊTRE SOLIDAIRES

Mon petit frère est actuellement à la prison de Nanterre. Il a 19 ans et il purge une peine de huit mois de prison après avoir perdu le sursis dont il bénéficiait auparavant. Il a été accusé de violence sur un policier à moto. Ce n'était pas lui, des témoignages l'ont même innocenté. Il sortira au mois de juin, Inch'Allah.

Pendant mon combat, j'ai rencontré beaucoup de familles, y compris des mères de famille des ami-es de mon frère et je peux témoigner que beaucoup de jeunes des cités font actuellement de la prison pour des riens à la suite de contrôles dans les quartiers populaires.

Je voudrais dire que face à ces pratiques, il y a un véritable combat à mener et que pour cela il faut être soudé-es. Il y a quinze ans ce n'était pas comme ça, aujourd'hui on détruit leur vie.

Par ailleurs, pour les parents, il faut savoir que lorsqu'on va au parloir, on est traité-es comme du bétail. Quarante minutes à attendre, assise dans une pièce c'est vraiment désolant et humiliant. Sans compter tous les problèmes et les difficultés rencontrés lorsque la personne est en prison loin du lieu de résidence de sa famille. C'est difficile à vivre, il y



a beaucoup de gens dans la même situation que moi. Il faut qu'on puisse se soutenir et organiser des rassemblements pour dénoncer ces faits.

INTERDIRE LE FLASH-BALL

Je voudrais parler de la violence que constitue l'usage du Flash-Ball. On a mis en place un comité de soutien pour le petit Ayoub, un petit jeune du Doubs âgé de 17 ans qui a perdu un œil à Audincourt. Un drame qui s'est terminé par un non-lieu.

Il y a un an, on a tenté de mettre en place une journée nationale pour l'interdiction du Flash-Ball. Pour cela, on a écrit individuellement à toutes les familles concernées. Je ne sais pas si les gens ne veulent pas parler, veulent oublier ou quelles en sont les raisons, mais pratiquement personne ne nous a répondu et le projet de journée n'a pas pu être mené à bien.

Je profite de l'occasion pour lancer un appel aux personnes dans la salle qui sont prêtes à travailler avec nous, qu'elles nous donnent leurs coordonnées car on tient toujours à organiser cette journée.

Hassen est là, peut-être parlera-t-il de son frère qui est également mon cousin et qui est mort, tué par la police. Pour ma part, de façon plus générale –et je m'exprime en tant qu'animatrice dans un quartier populaire– il y a des choses que je voudrais dire sur les violences policières :

– bien des adultes et même parfois des parents disent souvent "celui-là, s'il a eu affaire à la police, ce n'est pas étonnant, c'était à prévoir, il buvait de l'alcool, il fumait, il avait de mauvaises fréquentations...". Exclure de cette façon une jeune victime du fait qu'elle ne corresponde pas à ce que l'on voudrait qu'elle soit est intolérable ;

– il est nécessaire que tous les parents prennent conscience que cela peut arriver à n'importe quel enfant, le ou la leur également. Quand Cazeneuve est venu dans le Doubs à l'occasion de la partielle dans la 4ème circonscription, notre cité était quasiment une cité en état de siège, ce qui en dit long sur l'atmosphère. Avec l'ensemble des éducateurs et éducatrices, nous avons alors pris la décision de téléphoner

aux parents pour les mettre en garde contre le danger de laisser sortir ce jour-là leur enfant avec le risque de le ou la retrouver dans un cercueil. Ce sont des choses sur lesquelles il faut sensibiliser les parents car dans la situation actuelle, un drame n'est absolument pas à exclure, alors même que la police se doit d'être garante de la sécurité de tous et toutes, surtout des plus jeunes. Je ne dis pas cela pour démobiliser mais bien pour que nous ayons une claire conscience de la réalité et de notre responsabilité à bien organiser et encadrer les luttes.

Pour terminer, je rappellerai, toujours dans le Doubs, à Valentigney, l'affaire Boukrourou, un homme de 41 ans qui a été tué par la police alors qu'il était allé acheter des médicaments à la pharmacie.

ÉMERGENCE D'AUTRES FORMES DE LUTTE

On se plaint beaucoup du rapport de force qui nous est défavorable. En ce moment où l'on constate la fragmentation des luttes, où l'on déplore que les collectifs restent trop locaux, il est pourtant un aspect positif qui, sans être nouveau, est très présent, c'est, sur les questions d'urgence et de résistance, le développement de l'autonomie des premiers et premières concerné-es.

C'est le cas de la résistance aux violences policières avec les collectifs formés généralement autour des comités de familles de victimes. Je pense qu'on pourrait généraliser ce type de collectifs et l'étendre par exemple dans les quartiers aux mamans à qui on interdit d'accompagner les sorties scolaires parce qu'elles portent un foulard ; prendre acte qu'aujourd'hui au cœur des mobilisations, il y a les premiers ou les premières concerné-es. Reste à savoir comment développer les mobilisations et les luttes à partir de ce noyau.

DÉLÉGITIMER LA POLICE

Je partage ce que disait Mathieu Rigouste, d'abord refuser le terme de "bavure policière" qui ne représente que la pointe de l'iceberg d'un système de contrôle et d'humiliation dont la violence est extrême et

multiforme. Pour un de nos frères tués dans les quartiers, combien de violences quotidiennes qui ne sont pas répertoriées?... Et ce même dans les commissariats, seul lieu à mon sens où devrait être installée la vidéosurveillance.

L'objectif est de délégitimer la police, qui fait toujours partie du problème et jamais de la solution.

La question n'est pas celle de l'amélioration du fonctionnement de la police mais de comment faire pour qu'à travers nos revendications soit battue en brèche l'idée que malgré tout on aura toujours besoin d'une police dans laquelle il y a de bons mais aussi de mauvais flics.

DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME À LA LUTTE CONTRE LE FASCISME

Dans sa description du modèle contre-insurrectionnel, Mathieu Rigouste opère la comparaison avec ce qui s'est passé à Alger. Lorsqu'on raisonne sur la France, qui est toujours une métropole impérialiste, il y a une différence à mon sens par rapport à Alger. Dans nos casbahs à nous, dans nos quartiers, il n'y a pas seulement des racisé-es, il y a également toute une population sur laquelle le pouvoir essaie de s'appuyer pour en faire le relais de ses formes de domination, notamment par l'intermédiaire du racisme. Même si à Alger le pouvoir colonial a pu trouver quelques collabos comme relais du système colonial, cela n'a pas été de même ampleur.

Le racisme comme l'a bien rappelé Saïd Bouamama, ce n'est pas seulement diviser celles et ceux qui devraient être unis, c'est aussi unir celles et ceux qui devraient être divisés.

Plus avant, il faudra bien aborder la question délicate de l'articulation entre lutte contre le racisme et lutte contre le fascisme qui est un système auquel le système dominant fait appel lorsqu'il pense que l'appareil d'État, l'appareil de répression policière voire militaire, n'est plus suffisant pour contrôler ce qui se passe dans la société et qu'il faut l'organiser d'une façon policière et corporatiste en opposant une fraction de la société à une autre. En somme favoriser, comme on l'appelait au moment



des nazis, le «parti des concierges» pour faire en sorte que dans chaque quartier, il y ait des personnes organisées qui soient le relais de l'État. Si on n'en est pas encore là, il faut cependant bien garder cela à l'esprit.

RÉPRESSION ET PRISON: UN MOYEN DE GESTION

La question des violences policières et de la répression, c'est également la question des prisonniers et prisonnières, la question de jeunes qui, comme l'a dit l'intervenante, se retrouvent pour des broutilles avec un casier judiciaire. Je suis éducatrice dans les quartiers populaires et je vois bien ce qui se passe dans les politiques sociales. La répression est un moyen de gestion et dès que l'on milite, on nous désigne comme des ennemies intérieur-es, on est considéré-es comme des islamistes, des djihadistes, des terroristes. Aujourd'hui la résistance, la militance sont immédiatement décrédibilisées et assimilées à du terrorisme.

LA PEUR DOIT CHANGER DE CAMP

Les dominants exercent sur nous la dominance de classe, de race, de sexe. C'est beaucoup. Nous, on part d'un niveau très bas, avec un handicap très fort. Nos frères se font tuer dans les quartiers, les fins de mois sont difficiles, on trime dur ou on se retrouve au chômage. De quoi rendre quiconque fataliste lorsqu'on se heurte à la force du système qui est en face de nous dont on sait bien qu'il nous faudra l'affronter.

Notre rôle est de faire disparaître ce fatalisme, de faire prendre conscience que ce système est fragile et qu'en fait, ce sont eux, ceux qui sont en face de nous, qui ont peur de nous parce que nous n'avons rien à perdre alors qu'eux, il leur faut constamment assurer leur domination pour assurer leur profit qui est leur unique but. Pour eux, le principal, c'est l'argent. Et en ce sens, ce sont eux qui ont le plus à perdre!

Nous, nous avons l'habitude de vivre sans trop d'argent, ce n'est pas une valeur pour nous, même si nous devons compter à la fin du mois. Nous avons l'habitude de compter, même nos morts. Et pour valeur, nous avons la solidarité.



Leur peur, leur angoisse, c'est que le rapport de force puisse s'inverser et c'est ce pari que l'on fait sur le long terme.

Sortir du tunnel, on y arrivera si on s'auto-organise : auto-organisation financière, auto-organisation dans les quartiers et ce dès à présent, sans attendre qu'un autre jeune se fasse tuer ou qu'une femme voilée se fasse arracher son foulard, pour se révolter et descendre dans la rue.

UN PARALLÈLE AVEC LA PALESTINE

Comme il a été dit plusieurs fois, les quartiers populaires sont bien les laboratoires des technologies sécuritaires et les populations de ces quartiers les véritables cobayes. Je ferai un parallèle avec la situation en Palestine, notamment en renvoyant à ce que vit la bande de Gaza qui est devenue le laboratoire sécuritaire de toute une technologie d'armement et le terrain d'expérimentation de toutes les recherches menées par l'État sioniste israélien. Ici comme là-bas, sous prétexte de sécurité, c'est de bien de la répression du peuple dont il s'agit.

PROPOSITIONS CONCRÈTES

On est en 2015, c'est-à-dire 10 ans après la révolte des quartiers. Aujourd'hui, la situation est encore pire. Ce serait bien que dans les jours prochains, on sorte un texte et que pour le 27 octobre ou autour de cette date, on organise partout en France, suivant les possibilités et les disponibilités, des manifestations qui pourraient prendre la forme soit d'occupations soit de rassemblements, avec diffusions de textes... En tout cas des actions qui viseraient à occuper l'espace public et à faire connaître nos analyses et nos revendications.

Cela aurait également l'avantage de mettre en mouvement, ou en tout cas d'essayer de le faire, nos enfants, nos frères, nos sœurs, nos parents, les femmes, tous ceux et celles qui partagent nos préoccupations et qui sont prêts à soutenir notre démarche. En quelque sorte se servir du 27 octobre comme tremplin, sachant qu'aujourd'hui, présenter gentiment des revendications ne sert à rien, n'aboutit à rien et qu'il faut passer à un autre stade pour peser plus fortement.

Les révoltes de 2005

Le 27 octobre 2005 marque le début d'un mois de révoltes dans de nombreuses villes de banlieues françaises. Ce jour-là, Zyed Benna, 17 ans, et Bouna Traoré, 15 ans, se réfugient dans un transformateur électrique pour échapper à la police, à Clichy-sous-Bois ; ils meurent électrocutés quelques minutes plus tard. Un flic dit à la radio « s'ils rentrent dans le transformateur EDF, je ne donne pas cher de leur peau ». Les policiers ont quitté les lieux sans faire appel aux secours, pourtant le tribunal a jugé que ces policiers n'avaient pas connaissance d'un « danger certain et imminent ». Une répression policière violente et le lancement d'une grenade lacrymogène en direction de la mosquée de Clichy-sous-Bois le soir même, en plein ramadan, attisent la colère. S'ensuivront plusieurs nuits d'émeutes dans le quartier. Une colère qui se propage comme une traînée de poudre partout dans le pays : une fois de plus, la police provoque la mort de jeunes racisés, sans exprimer aucun remord. En trois semaines, environ 300 bâtiments et 10 000 véhicules ont été incendiés, 3 000 personnes ont été interpellées et des centaines ont subi des violences policières. Le 8 novembre, l'état d'urgence est décrété pour deux mois et le racisme s'exprime librement dans les médias, notamment dans les déclarations officielles du gouvernement.

La police, elle, reste au-dessus de tout souci : les deux flics présents au moment de la mort de Zyed Benna et de Bouna Traoré n'ont pas été suspendus. Malgré les nombreux obstacles du parquet, ils ont été présentés à la justice pour une parodie de procès le 16 mars 2015. Dans son verdict rendu le 18 mai 2015, le tribunal prononce la relaxe pour les deux policiers. Une fois de plus, la justice innocente en dépit de tout bon sens des policiers responsables de la mort de jeunes racisés.

La seconde proposition est en relation avec les prochaines élections régionales. Ce pourrait être l'occasion de relancer la campagne pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah. Je propose que plutôt que de voter blanc, on mette dans les urnes l'autocollant de Georges Ibrahim Abdallah, comme certains et certaines l'ont déjà fait et cette fois-ci pas de façon individuelle mais collective. Si on mène campagne, on peut être des centaines ou des milliers à le faire et cela ne passerait pas inaperçu.



CONCLUSION

Saïd Bouamama, sociologue, cofondateur du FUIQP et membre du collectif FUIQP 59/62.

Les crimes racistes commis par des "tontons flingueurs", et encore plus par la police, ne sont pas les résultats de calamités imprévisibles ou de "bavures" circonstancielles. Leur fréquence, leur régularité, leur accélération à certaines périodes, le profil des victimes, etc., attestent qu'ils sont le résultat d'un fonctionnement social, d'un système.

De la formation de la police au traitement médiatique des affaires, des missions confiées à cette police aux discours de l'État couvrant les policier-es, des choix d'armement de la police à ceux de constituer des corps spéciaux comme la BAC, etc., ce sont les rouages d'un système de surveillance des quartiers populaires qui se révèlent et qui ont pour résultat logique la mort des frères et des sœurs.

Si nous devons combattre les crimes racistes par tous les moyens nécessaires pour paraphraser Malcolm X, nous ne devons pas oublier que le combat est d'abord politique.

Au sujet des crimes racistes et policiers, c'est très clair, on n'est pas à la hauteur de la mobilisation qu'on voudrait. Cela pose donc la question de comment remédier à cet état de choses, comment aller plus loin.

Je pense que la visibilité d'une mobilisation reste essentielle. Si j'en juge par l'origine géographique des gens qui sont dans la salle, par le nombre de villes ici représentées, sans compter les villes qui n'ont pas de représentants aujourd'hui et qui pourraient se mobiliser, il est peut-être temps de soumettre au débat la proposition que je fais de bloquer une date de mobilisation nationale et d'actions qui pourraient se dérouler dans un bon nombre de villes de France.

Reste à savoir si nous prenons entre nous la décision d'engager des actions radicales à forte visibilité sur la question des crimes policiers. La reprise de la confiance en soi passe d'abord par la visibilité de nos actions. Le FUIQP s'engagera en outre dans toutes les initiatives qui

La Bridage Anti-Criminalité

Mathieu Rigouste définit la BAC comme suit : "La BAC est conçue sur le modèle des anciennes unités de contrôle des Arabes à Paris, qui étaient elles-mêmes inspirées par les unités coloniales. L'ancêtre de la BAC, c'est les Brigades de Surveillance des Nord-Africains, apparues dans les années 1930. À cette époque il y a un prolétariat arabe de plus en plus important à Paris. Donc il faut le contrôler. En plus, il se politise avec les communistes et les anarchistes et il est aussi en train de concevoir et de se doter des moyens du nationalisme indépendantiste. C'est dans ce contexte que sont créées les Brigades Nord-Africaines (BNA).

À la libération, avec le gouvernement de De Gaulle, il va falloir donner une nouvelle image de l'État français. Les Brigades Nords-Africaines vont être dissoutes et remplacées par des unités de polices chargées du contrôle, de la surveillance et de la répression des Arabes. Mais il va falloir cacher le fait que c'est une police socio-raciste, donc ça va s'appeler les Brigades Agressions et Violences (BAV). On va parler d'une police chargée de la délinquance, des incivilités, même si elle ne s'occupe évidemment pas de tout le monde et jamais des strates privilégiées. Ces BAV vont être formées à partir de gens qui ont été faire la guerre d'Algérie, d'anciens colons qui ont été rapatriés... de gens qui ont envie de continuer la guerre d'Algérie en France. Donc bien sûr des éléments parmi les plus racistes, les plus violents et les plus virilistes des classes populaires blanches. Ils vont faire globalement la même chose que les BNA, c'est à dire des rafles d'Arabes, de la torture, des passages à tabac. Ce sont eux qui vont devenir les premiers chefs des BAC, qui remplacent les BAV au début des années 1970, c'est-à-dire juste après 1968. Après 1968, il faut la création d'une police qui soit capable de mater le prolétariat et notamment ce nouveau prolétariat et cette nouvelle jeunesse qui émerge dans les quartiers populaires, et où il y a pas mal de non-blancs. Ainsi est née la BAC".

seront prises à l'occasion du dixième anniversaire de la révolte des quartiers populaires de novembre 2005.

D'autre part sur l'analyse que nous a proposée Mathieu Rigouste – celle de la compréhension globale – je rappellerai qu'il y a quelques années le Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB) parlait de la gestion coloniale des quartiers. Ce concept, dans sa compréhension, est-il pertinent aujourd'hui? Autrement dit, est-ce que les pratiques et l'imaginaire colonial tels qu'ils s'exerçaient du temps des colonies sont du même type que ceux qui s'exercent aujourd'hui dans les quartiers populaires? Cette question, je la pose à Mathieu mais elle s'adresse à tous et toutes.

Au-delà de la compréhension globale du système répressif, il y a, si l'on veut avancer, le besoin de donner un contenu concret à nos luttes, le besoin de traduire tout cela en termes de revendications palpables. Par-ci par-là, se sont exprimées des revendications sur la suppression de la BAC ou le désarmement de la police, n'est-ce pas au travers de ces revendications, qui peuvent paraître utopiques et qui ne sont jamais exprimées de façon collective, qu'on peut mobiliser? Et cette question, bien entendu, s'adresse à chacun et chacune.

Il n'y aura aucun progrès dans la vie des quartiers populaires si nous ne sommes pas en mesure de défendre le droit premier qu'est le droit à la vie.

KAMEL BADAoui, militant anti-colonial, militant anti-capitaliste, cofondateur du FUIQP et membre du FUIQP Paris.

Tous les témoignages que l'on a déjà pu entendre sur les violences policières, les crimes racistes et les crimes sécuritaires se recoupent et montrent la gravité du problème. Dépasser les constats et progresser dans l'analyse de cette situation me paraît une chose fondamentale en tant que militant du FUIQP.

Au cours de cette table ronde, je crois que l'on a eu des contributions très importantes, l'idée notamment que les violences et les crimes ne

sont pas des accidents ou des dérapages mais que c'est le système même qui les veut.

Pour le FUIQP, le mouvement ne pourra se construire en dehors de la lutte contre les violences policières. On ne peut revendiquer ou prétendre représenter les jeunes sans se rapprocher des familles et des gens dans les quartiers populaires ou en faisant l'impasse sur cette balafre géante qui défigure la société et ses quartiers. Je veux parler du racisme et notamment de l'une de ses manifestations les plus violentes : la violence policière et les crimes racistes.

Dès maintenant, il nous faut réfléchir à des actions à mettre en place. On pourrait par exemple décider de la parution d'un journal de protestation qui recenserait tous les actes racistes afin qu'ils soient connus de tous et toutes car l'ignorance des faits et l'oubli sont également nos ennemis. De fait, s'ils n'existent plus dans nos mémoires, ils deviennent au niveau de la mémoire collective des non-événements. Mais plus encore, il faut réagir en toute occasion car toute absence de réaction équivaut en fin de compte à une autorisation de tuer encore plus.

Ce n'est pas la première fois d'ailleurs qu'une proposition en ce sens est faite. Les différents comités contre les violences policières travaillent déjà un peu dans cet esprit-là, mais il faudrait qu'on progresse, c'est-à-dire qu'il faudrait qu'on arrive à protester de façon coordonnée aussi bien à Saint-Étienne, Lille, Marseille, Paris ou dans n'importe quelle autre ville de province. Protestation au cours de laquelle nous aurions à avancer nos explications et nos analyses et dépasser ainsi la seule émotion sans lendemain ou même une certaine forme de découragement.

Il me semble donc très important d'avancer vers des propositions concrètes comme d'autres l'ont demandé et comme l'a déjà esquissé Saïd Bouamama avec sa proposition d'organiser une journée nationale contre les violences policières et les meurtres racistes.

INTERVENTIONS COMPLÉMENTAIRES

ALMAMY KANOUTÉ, militant associatif.

Dans la région parisienne, j'ai contribué à tenter de fédérer toutes les familles de victimes de crimes ou de violences policières et effectivement on a apporté notre soutien, notre savoir-faire auprès des familles pour les aider et tenter d'établir ensemble un rapport de force.

DANGER : RÉCUPÉRATION

De mon expérience, j'ai le sentiment que si nous n'avons pas réussi à mener à bien cette entreprise comme nous le souhaitons, ce n'est ni par manque de volonté, ni par manque d'organisation : c'est parce qu'on s'est trouvé-es face à des associations qui ont malheureusement trouvé malin de faire de la séduction auprès des autorités gouvernementales pour accéder à l'Élysée sur le dos des familles, n'hésitant pas à se faire les agents de projets élaborés par des associations comme SOS Racisme, qui, en dehors des faits fortement médiatisés font bien peu de cas des violences policières.

DÉCIDER ET AGIR PAR NOUS-MÊMES

Si je continue à encourager toutes les familles avec lesquelles je suis en contact afin qu'elles ne perdent pas espoir, l'essentiel reste pourtant à faire, c'est-à-dire se rassembler une fois pour toutes et agir comme on a envie de le faire. Plutôt que de demander l'autorisation, il est temps de se mobiliser dans des lieux que nous avons choisis nous-mêmes et non pas se soumettre au bon vouloir de la préfecture qui choisit notre parcours, les rues dans lesquelles on peut manifester ou non quand on tue un des nôtres.

TRANSMETTRE ET S'UNIR, UNE NÉCESSITÉ

Il n'y a aucune logique à ce que les habitants et habitantes des quartiers populaires, qui sont les premières victimes, obéissent à une institution qui nous tue aujourd'hui. La seule solution n'est-elle pas



d'entrer dans une logique de désobéissance civique? Être simplement là où ils ne nous attendent pas? Tant que l'on n'aura pas intégré cette exigence, tant que l'on n'aura pas fait l'effort de transmettre, il sera difficile de s'inscrire dans une histoire continue des luttes, de prendre conscience que nos anciens et nos anciennes se sont battu-es et que l'on ne peut rien obtenir en dehors des luttes.

Ce qui nous arrive aujourd'hui, ce n'est pas parce que nos anciens et nos anciennes ne se sont pas organisé-es ou battu-es – il y a eu à chaque période des associations, des gens qui se sont engagé-es, des personnes qui ont coordonné des luttes, mais nous, aujourd'hui, on se trouve dans la situation de devoir réparer ce qui a été cassé. Des dynamiques ont existé, qui existent encore aujourd'hui, mais on continue bien souvent à se tirer dans les pattes, à privilégier les désaccords plutôt que la nécessité de s'unir. Même si on n'est pas forcément d'accord sur un mode opératoire, il nous faut, plutôt que de ne rien faire, impérativement trouver quand même le moyen d'interpeller les autorités.

Si ensemble nous arrivons à réclamer le désarmement de la police, on peut se faire entendre, ou à défaut d'être entendu-es du moins faire en sorte que le problème soit déjà posé. C'est préférable à aller voir les "moins méchants", ceux et celles qui se disent proches de nous et qui font l'effort de nous écouter mais nous mènent cependant sur des voies de garage.

DES ÉMOTIONS À SENS UNIQUE

À nous d'exercer et de maintenir la pression partout et pas seulement dans la région parisienne.

Les médias français sont les premiers à s'intéresser et même à s'émouvoir sur les meurtres commis aux États-Unis par la police, à montrer du doigt cette institution, alors même qu'ils sont d'une discrétion absolue sur ce qui se passe ici-même... En 2015, en France, on tue des jeunes et on continue à donner des leçons de morale au monde et à réduire tout débat à l'alternative "Je suis Charlie" ou "Je ne suis pas Charlie".



En tout cas, il nous faut privilégier l'action pour cristalliser toutes les énergies, les bonnes volontés et tenir tête. Et pourquoi pas un jour débarquer toutes et tous... à l'Élysée!

Dernière chose, il nous faut absolument nous poser la question de comment faire pour que la population s'exprime, prenne la parole; dans le cas des meurtres racistes, recueillir les témoignages et s'opposer à la version de la police ou de la préfecture et même de l'AFP (Agence France Presse) qui, souvent, reprend la version officielle. On ne peut se contenter de ces infos-là et il nous faut développer des alternatives pour lutter contre ce sentiment dévastateur: qu'on ne pourrait rien faire par nous-mêmes.

MATHIEU RIGOUSTE, sociologue et militant anti-sécuritaire.

À la question de Saïd Bouamama, je vais tenter de répondre en établissant un lien entre gestion des quartiers et gestion coloniale de la planète.

On n'arrivera pas à la racine des problèmes si l'on se refuse à voir que nous sommes dans une société impérialiste qui a le besoin impératif de constituer des formes de ségrégation à l'intérieur; en ce sens, il est aberrant que Valls ait pu parler comme il l'a fait de ghettoïsation, comme si elle était tombée du ciel, comme si elle n'était pas le pur produit d'une politique des classes dirigeantes, de gauche comme de droite.

SOCIO-APARTHEID ET COLONIES INTÉRIEURES

Toutes les grandes puissances impérialistes et leurs sous-traitants également organisent des formes de ségrégation qu'on pourrait appeler "socio-apartheid". Les Black Panthers ne s'embarrassaient pas de nuances et parlaient directement de « *colonies intérieures* ». Bien entendu le degré de violence de l'État impérialiste dans les guerres coloniales n'est pas le même que dans les quartiers populaires.

On ne prétend pas que dans les quartiers, on assiste à un remake de la bataille d'Alger. Par contre, on ne peut pas ne pas relever que la



forme que prend la contre-insurrection est quelque chose d'extrêmement violent, féroce, qui opprime, qui humilie et qui tue. Peut-être pas avec la même intensité mais suivant un même schéma et qui participe à la reproduction d'un phénomène qu'on pourrait qualifier d'endo-colonial.

À l'université, il y a un débat autour de ces questions et de cette problématique de "colonies intérieures". En particulier, reproche est fait de comparer des situations qui ne connaissent pas la même intensité répressive. Pour nous il est inutile d'entrer dans ces débats qui ne font guère avancer. On se contentera d'indiquer qu'il existe bien des circulations de violence et que ce constat est incontestable.

En tout état de cause, "colonies intérieures" reste néanmoins pour nous le terme le mieux approprié pour nous comprendre.

LES LUTTES, CONDITION DE L'ÉMANCIPATION

C'est à la faveur des luttes qu'on se radicalise, qu'on s'autonomise, qu'on apprend à s'émanciper et cela ne peut se faire que dans l'action collective. Au-delà de toute grande théorie, ce sont les dominé-es, les opprimé-es qui à l'occasion de leurs luttes peuvent créer leur stratégie de libération et d'émancipation.

Concrètement, nous sommes un certain nombre à penser que pour se défendre face à cette société et tenter d'obtenir un changement de rapport de force permettant petit à petit de s'autonomiser, il est absolument vital de soutenir toutes les actions d'auto-organisation dans les quartiers.

Cela va sans dire que pour atteindre un tel but, il faudra s'associer pour lutter et obtenir par exemple le désarmement de la police, s'associer pour être dans les tribunaux au moment des procès, dans la rue, les manifestations, être là à tous les niveaux. Mais cette mobilisation ne peut être dissociée d'une étude sérieuse des causes profondes qui produisent la misère, l'exploitation, la répression, les guerres coloniales, etc. En un mot, d'une analyse radicale de tous les rapports de domination et de toutes les structures qui fondent ce système.



Changer les rapports sociaux, les rapports économiques, politiques, est indispensable et ne peut se faire que dans les luttes; ce chemin doit être tracé collectivement avec le concours de tous et toutes en dehors de tout chemin préétabli.





TROISIÈME TABLE RONDE

SEXISME / RACISME



SEXISME, RACISME

SONIA MOUSSAOUI, membre du groupe du FUIQP à Saint-Étienne (42), militante politique décoloniale.

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ
رَبِّ أَشْرَحْ لِي صَدْرِي وَيَسِّرْ لِي أَمْرِي وَاحْلِلْ عَقْدَةً مِنْ لِسَانِي يَفْقَهُوا قَوْلِي

« Mon Éducateur, dilate ma poitrine, facilite ma propre décision et dénoue un nœud de ma langue pour qu'on pénètre mon propos [et/ou] afin qu'elles et ils discernent mon propos. »

Coran Sourate 20, versets 25 à 28.

HOMMAGE

Cet écrit est un hommage aux femmes qui m'ont sauvée de l'aliénation, du meurtre et du suicide. Un hommage à celles oubliées, niées et inexistantes de l'Histoire. Ce qui aurait pu être mon cas si je n'avais osé prendre ce micro pour crier ma colère. À celles qui m'ont transmis la force de ne pas oublier ma classe et ma race. À celles qui m'ont trouvée belle, intelligente et courageuse. À celles qui font battre mon cœur et l'irriguent du souffle de l'espoir. À l'instar de Karima, Shyaka et Meriem à qui je remets, ici même, le prix d'honneur de grandes révolutionnaires de notre époque. Merci pour votre exemplarité, vos forces et vos combats.



De toute évidence je n'aurais jamais pu vous rencontrer, vous connaître, vous fréquenter ni même entendre parler de vous tant les conséquences du racisme et de l'impérialisme auraient pu vous tuer, nous tuer dans l'anonymat le plus abject. Les conséquences du racisme et de l'impérialisme auraient pu passer sous silence et jeter aux oubliettes l'impardonnable souffrance de nos parents, sœurs, frères et ami-es et ceci à l'instar de milliers et de milliers d'histoires de femmes, plus particulièrement les racisées. Mais vous avez choisi la Vie,

l'amour, tout en participant à la transmission, à l'instar de nos ascendantes, de nos peuples dont nous sommes indélébilement les héritières, du sens du combat et de la fierté de nos héritages. Alors permettez-moi de vous honorer dans cette table ronde comme autant de symboles de nos re-connaissances et de nos célébrations mutuelles.

Eh oui Shyaka je n'oublierai jamais cette parole que tu as prononcée un jour, souviens-toi, lorsque dans la même semaine la "Protection de l'enfance" qui n'a de protection de l'enfance que le nom, t'a interdit par deux fois consécutives la visite de ta petite fille. Alors que j'étais effondrée, tu m'as fixée et dit: *«Sonia, si le système a décidé de me détruire, moi j'ai choisi de ne pas participer à mon auto-destruction»*. Alors oui, célébrons-nous à l'intérieur de cette maxime tout en nous excitant de ces célébrations. Continuons à nous re-crée, re-définir tout en inventant un système social dépatriarcal, décolonial, déracialisant, désimpérial, démilitarisant, désoccidentalo-centrique.

Alors avec fierté, colère et profonde tristesse je demande à ce que l'on célèbre collectivement par une minute de silence toutes les femmes tuées, violées par les bombes, les troupes, les groupuscules de l'impérialisme. Je voudrais ici porter collectivement une minute de silence pour Wafa, Naïma, Sabrina, Nessrine, Rajia, Khadija, Bassma, Houria mes sœurs, mes amies algériennes tuées par l'impérialisme des années 90.

Qu'elles me pardonnent du plus profond de mes tripes de ne pas les avoir célébrées publiquement jusqu'à ce jour. Qu'elles sachent que mon cœur ne peut ni les oublier ni cesser de pleurer leur absence tragique. Qu'elles sachent que leur sang rebelle et maquisard n'est que souillure éternelle dans le cœur des assassins. Qu'elles sachent que leur sang rebelle et maquisard coulé à terre est célébré par chacun de mes pas foulés, humectant mon cœur de leur présence au présent de l'instant. Qu'elles reçoivent ici ma parole que leur histoire sera tracée, crieée, hurlée, chantée et célébrée. Qu'Allah m'accorde le temps de le faire avant d'emporter mon souffle, amin. Et quand bien même mon souffle éteint, sachez que chacun de mes pas foulés est semence de graines immanquablement insolentes. Des graines qui s'enracinent

dans les tréfonds de la Terre. Des graines aux feuillages persistants, piquants, pulvérisant les cœurs. Des graines dont les gènes ne sont pas modifiables. Indéniablement, récitons nos mémoires, nos histoires de luttes et de fiertés.

DE LA NÉCESSITÉ DE SE DÉCONNECTER...

...DE L'ALIÉNATION SEXISTE POUR CONSTRUIRE NOTRE
ORGANISATION MILITANTE DÉCOLONIALE

«Le succès ou l'échec d'une révolution peut toujours se mesurer au degré selon lequel le statut de la femme s'en est trouvé rapidement modifié dans une direction progressive.» Angela Davis¹

Je suis désolée que deux de nos participantes n'aient pas pu venir et qu'elles soient toutes deux remplacées par des hommes. Déjà que nous ne sommes pas nombreuses à intervenir, mais alors deux femmes en moins, ça ne nous aide pas à rendre visibles nos pensées, nos implications politiques et militantes dans toutes les questions sociales, économiques, géopolitiques, environnementales et scientifiques. Par contre je suis heureuse – ce qui ne veut pas dire satisfaite – qu'enfin la question du sexisme articulée au racisme intègre notre programme politique.



Vous pensez bien, par ailleurs, qu'une intervention de 15 minutes ne peut que soulever l'existence d'un fléau complexe sans pour autant en décrypter les mécanismes et les conséquences dramatiques et criminelles que subissent les femmes racisées et de façon plus générale les personnes assignées au sexe féminin. Je pourrais encore moins faire

1 - Citation de Femmes, Race et Classe, 1983 (Women, Race and Class, 1982, The Women Press Ltd, trad. Dominique Taffin), Éditions Des Femmes.

des propositions s'inspirant d'expériences sociales qui ont abouti à de véritables projets d'émancipation tant pour les femmes que pour les hommes. Par ailleurs, j'ai pendant un moment hésité à intervenir pour deux raisons – au passage, je tiens à remercier infiniment les encouragements acharnés et enragés de ma camarade et alliée politique mO de ne laisser ni ma place à une autre personne ni d'abandonner. Premièrement, comment en présence de Blancs et de Blanches parler de sexisme aussi librement que les femmes blanches sachant que les hommes racisés sont non seulement diabolisés, taxés de misogynes par essence et tués dans une indifférence institutionnelle et sociale éhontée?

Entre-soi

L'entre-soi auquel je fais référence ici est double. En premier lieu, il consiste pour nous les racisées (femmes, hétéros, gouines, trans...) de classe pauvre à créer des espaces de parole politiques pour sortir de l'isolement matériel, économique et social par le travail à la fois rigoureux et discursif consistant à nommer les multiples mécanismes de ce qui fait oppression en Nous. Cette condition nous condamne à des dépendances non consenties et donc violentes à l'égard des hommes ou des femmes blanches.

L'objectif de ces espaces est non seulement de penser mais aussi de créer des systèmes de solidarités politiques répondant à l'impératif de nos autonomisations; un préalable fondamental pour sortir de nos conditions de sujétion et s'affranchir des dépendances qui nous dominent et donc nous oppriment et nous infériorisent.

En second lieu, ce qui représente une tâche difficile et même un fardeau pour nous c'est de travailler l'oppression sexiste avec les hommes de nos peuples. Cela reste une question que nous ne pouvons négliger si nous voulons construire une organisation politique militante écrasante déracialisante, décoloniale et désimpériale. Il ne s'agit pas de leur demander l'autorisation mais de les mettre face à leurs responsabilités, à savoir changer là où nous décidons que les changements doivent s'opérer. Sans quoi ils auront à faire à notre colère insoupçonnée à la fois immuable et inébranlable. (nda)



Deuxièmement, comment, dans ce même contexte, parler de sexisme articulé au racisme sans que les hommes racisés se sentent disculpés et innocentés de leurs violences? Cela est loin d'être évident. D'où, me semble-t-il, l'importance pour nous de travailler cette question dans un entre-soi, entre racisé-es, dans un premier temps. Car, comme le dit si bien Annie Ernaux¹, écrire est une conscience de soi dans le texte. Il est question de nommer la place que j'occupe en tant que narratrice: de quel côté je suis finalement, celui des domi-né-es ou celui des dominant-es.

La seconde raison qui m'a fait hésiter est mon implication active dans l'organisation de cette 5^{ème} rencontre nationale. J'ai organisé nombre d'événements militants, particulièrement en soutien à la résistance palestinienne, mais aussi grand, c'est mon premier. Et je peux vous dire qu'en tant que femme racisée, pauvre², indépendante économiquement pour mon autonomie politique et radicalement anticapitaliste, décoloniale et dépatriarcale dans ma façon de penser, de m'habiller, de respirer, de boire, de prier... Bref, tout mon moi politique du réveil au coucher exigeait d'inventer sans cesse des modes d'organisation et de négociation alternatifs et irrévocables qui m'ont davantage isolée et précarisée tant socialement qu'économiquement, tant vis-à-vis des personnes de ma race – pour la plupart des hommes – que vis-à-vis de ceux et celles de la classe supérieure à la mienne.

Normal! Ce que je propose est une remise en question radicale des privilèges sexistes et classistes. Et celles et ceux que je défends sont les gens de ma classe et de ma race: les dominé-es, les laissés-es pour compte, les pauvres. Bref, les gens qui composent mon quotidien et avec lesquel-les je me construis, redéfinis et rêve. Car nous ne sommes

1 - Annie Ernaux, « Je ne voulais pas trahir », Politis, n° 1176, 10 novembre 2011.

2 - Être pauvre pour moi n'est pas un choix existentiel mais un choix politique consistant au refus de vendre ma force physique et intellectuelle pour maintenir et développer un système impérialiste assassin. En revanche, cette pauvreté économique-matérielle, qui a aussi ses conséquences sociales, est une force créatrice d'autres systèmes de solidarité socio-économiques. Elle est celle qui permet, lorsqu'elle est politisée, de ne pas se faire prendre dans le filet du « repli communautariste », conséquence des inégalités sociales, mais bien au contraire, je dirai qu'elle favorise la rencontre avec les marges et les marginalisé-es de différentes identités politiques et permet donc le développement d'une conscience de classe qui est au croisement d'une multiplicité de formes d'oppressions. (nda)



pas né-es pour survivre comme le dit Audre Lorde¹, mais pour Vivre ! Alors c'est ce que j'ai choisi de faire, vivre tout en résistant avec endurance. J'ai compris cela alors que j'étais ado. Après une seconde tentative de suicide qui aurait dû sans conteste me tuer tant ce que j'avais pris aurait pu tuer un éléphant, j'ai compris que ce n'était pas mon heure et qu'il me serait impardonnable d'annihiler le cœur de mes parents.

Et aujourd'hui je me suis jurée de ne plus laisser l'impérialisme m'aveugler sur les véritables raisons de ma "déshumanisation" et de ma "dépréciation", tout comme je ne le laisserai plus m'enlever la fierté d'être une Africaine.



Oui, parce que ce sont bien les conséquences psychologiques de l'impérialisme qui m'ont amenée à tenter de me suicider lorsque je vivais en Algérie, une mort qui serait passée inaperçue comme celle de milliers de gens qui ont connu une mort à caractère criminel, qui reste indifférente à la quasi majorité des sujets blancs. Sans faire un retour lointain dans l'histoire colonialo-impérialiste, à l'instar de la mobilisation européenne contre la répression qu'ont subie les Grecs en 2008, y a-t-il eu des mobilisations européennes contre les guerres impérialistes qui ont tué des millions d'êtres humains en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Libye, en Somalie, en Centrafrique, au Rwanda etc ? Qu'en est-il vis-à-vis de la colonisation la plus honteuse et barbare, la colonisation sioniste de la Palestine dont nous sommes témoins ?

1 - Audre Lorde, dans un film retraçant son engagement des années 1984 à 1992 : Audre Lorde, Les années berlinoises 1984 – 1992, Documentaire, Dagmar Schultz, 79 min.



Est-ce par ignorance ? Ne sommes-nous pas responsables de nos ignorances lorsque des millions et des millions de gens hurlent leur souffrance et leur colère ?

Pourquoi brandir avec une telle fierté, une telle arrogance, le fait d'appartenir à la race des Lumières qui a « *apporté la clairvoyance de la Raison* » alors qu'une écrasante majorité des Blancs et des Blanches ignore sa propre humanité, sa propre humilité ? Ignore-t-elle que l'introspection est ce double mouvement interne-externe consistant à confronter ses actes et paroles aux réalités qui l'entourent, à régler ses comptes avec sa conscience – révélatrice de nos ignorances, de nos inconsciences. Au bout du compte, l'introspection n'est qu'une force créatrice de notre processus d'humanisation.

En résumé, ma lutte dépatriarcale ne peut donc se passer de la lutte décoloniale, désimpériale, désoccidentalo-centrique, démilitarisante. Elle est complètement intriquée, prise dans le lacs de boyaux gangrenés par une multitude d'espèces de choléras.

« *DIRE QUE LES PERSONNES RACISÉES SONT OBSÉDÉES PAR LA RACE, C'EST COMME DIRE À QUELQU'UN QUI EST EN TRAIN DE SE NOYER QU'IL EST OBSÉDÉ PAR LA NAGE* »

Adaptation en français d'une phrase¹ tirée d'un spectacle de Hari Kondabolu, comique états-unien.

Je vais poursuivre mon propos par une petite présentation théorique très condensée, peut-être maladroite, car les mécanismes des dominations sont complexes et pernecieux. J'ai rédigé ce témoignage durant les courts moments dont je disposais après avoir terminé toute l'organisation logistique de cette rencontre.

J'interviens en tant que militante politique et c'est à partir de mon activité militante que j'ai développé les connaissances et les intelligences que je vais partager avec vous. Lorsque je dis que j'interviens en tant que militante politique cela n'empêche pas que mon propos relève de raisonnements intellectualisés, bien au contraire. Mais force est de

1 - « *Saying that I'm obsessed with race and racism in America is like saying that I'm obsessed with swimming while I'm drowning.* »



constater que chaque fois qu'on présente des intervenant-es, on les identifie soit comme des intellectuel-le-s, soit comme des témoinnant-es. Moi-même, j'ai souvent utilisé cette distinction mais voilà, je me dédomine avec jubilation de certaines pathologies lexicales dominantes et méprisantes.

Implicitement, cela revient à dire que le propos de l'intervenant ou de l'intervenante identifié-e comme intellectuel-le a plus de valeur que celui de l'intervenant ou de l'intervenante identifié-e comme témoinnant-e. J'ajouterai au passage que ce sont davantage les interventions des femmes qui sont présentées comme relevant du témoignage (sic).

Ce que j'aimerais faire ici, c'est re-valoriser le témoignage des femmes comme autant d'intelligences, de connaissances, de savoir-faire, de forces que la majorité des hommes, blancs ou racisés, ainsi que nombre de féministes blanches, a fortiori académiques, minimisent, invisibilisent, nient ou pire encore méprisent.

QUELLE IMPORTANCE...

...POUR LA LUTTE DÉRACIALISANTE, DÉCOLONIALE,
DÉSOCIDENTALO-CENTRIQUE ET DÉSIMPÉRIALE DE PRENDRE
EN CONSIDÉRATION ET CE DE MANIÈRE PRIMORDIALE, SÉRIEUSE ET
MAJESTUEUSE LA LUTTE DÉPATRIARCALE?

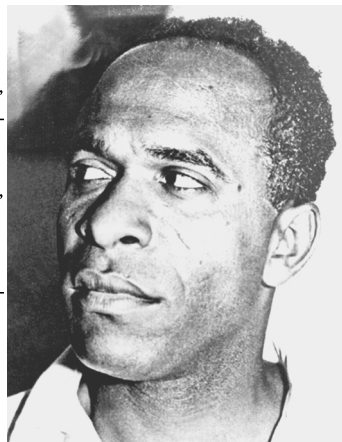
Lorsque je parle de lutte déracialisante, décoloniale, désoccidentalo-centrique et désimpériale, je parle ici du travail de transformation de nos perceptions du monde et de nous dans ce monde. Il ne s'agirait donc plus uniquement de décrire, révéler et dénoncer les mécanismes de discrimination et les distorsions du système capitaliste, mais également de proposer des perspectives en termes d'expériences sociales abouties, en cours d'aboutissement ou en élaboration.

Boaventura de Sousa Santos¹ nous dit que ce travail consiste à « *construire et défendre des identités et des épistémologies fortes avec des méta-récits solides, ce qui est nécessaire dans le processus de*

1 - Lire le texte de Ramón Grosfoguel, « Un dialogue décolonial sur les savoirs critiques entre Frantz Fanon et Boaventura de Sousa Santos », *Mouvements*, n°72, 2012/4, p.42-53. Disponible sur le net. (nda)

reconstruction et de décolonisation ». En somme, ce travail de décolonisation des esprits a pour principe sine qua non de se dédominer de la rationalité du Nord, c'est-à-dire occidental-centrée, qui a eu et qui a encore une influence énorme sur toutes nos manières de penser, sur nos sciences et nos conceptions de la vie et du monde.

Il m'a fallu quelques années pour prendre conscience de cette domination mentale. Il m'a fallu venir vivre ici, en France et vivre l'expérience sociale d'une sous-humaine appartenant à la « zone de non-être » comme le dit Frantz Fanon¹, pour intégrer dans mon dictionnaire le mot racisme. Et je vous jure qu'avant 1993 je ne connaissais même pas ce mot, la seule oppression que connaissait ma chair étant la domination masculine, que je nomme aujourd'hui sexisme ou patriarcat. Et cette domination sexiste a pour base des justifications idéologiques et des ressources matérielles, économiques et sociales favorisant les hommes au détriment des femmes: c'est ce que l'on pourrait nommer des privilèges sexistes. Le racisme, selon Frantz Fanon, repose sur une hiérarchie de supériorité et d'infériorité située sur la ligne séparant l'humain du non-humain. Le sexisme quant à lui repose sur une hiérarchie de supériorité et d'infériorité sur le critère de sexe. Autant dire que nous Africaines, musulmanes, Indiennes etc, étant assignées au sexe féminin ainsi qu'à la race inférieure, nous subissons une double, voire triple oppression ou comme le dit Saïd Bouamama², nous subissons des discriminations multi-factorielles, c'est-à-dire sexisme, racisme, classisme. Les femmes racisées pauvres sont celles qui subissent ces discriminations au plus haut niveau et ce dans toutes les zones



1 - Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs*, Seuil, 1952. Lire aussi du même auteur *Les damnés de la terre*, Maspéro, 1961.

2 - Saïd Bouamama, Jessy Cormont et Yvon Fotia, *Les discriminations multifactorielles, genre/« race »/classe. Repères pour comprendre et agir*, Paris, Acisé, juin 2010.

d'existence de leur vie, tant dans la zone d'être (avec les hommes blancs) que dans la zone de non-être (avec les hommes de leur race sociale).

Pour donner une définition du sexisme, je le mets toujours en parallèle avec le racisme parce que le sexisme est un racisme dès lors que l'idéologie se base sur des critères biologiques, mentaux ou culturels pour inférioriser et discriminer les personnes assignées au sexe féminin.

Concernant le racisme, Ramon Grosfoguel nous dit que dans la zone de l'être (celle des Blanc-hes) les sujets racialisés en tant que sujets supérieurs (les Blancs et les Blanches) ne vivent pas l'oppression raciste mais le privilège raciste. Et dans la zone de non-être, les sujets racialisés en tant que sujets inférieurs – c'est-à-dire nous – vivent l'oppression raciste et non le privilège raciste. Concernant le sexisme, dans la zone de l'être, les Blanches (qu'elles soient hétéro, lesbiennes, gouines ou trans) sont racialisées en tant que sujets supérieurs et vivent l'oppression sexiste et le privilège raciste. Dans la zone de non-être, les personnes racialisées en tant que sujets inférieurs (c'est-à-dire nous, que l'on soit hétéro, lesbienne, gouine ou trans) vivent et l'oppression raciste et l'oppression sexiste.



Dans ces conditions, le sexisme que nous vivons, nous les racialisées en tant que sujets inférieurs, prend des formes diverses en termes d'oppression que ne subissent pas les Blanches. Cette clarification théorique permet de comprendre pourquoi la lutte des femmes racisées ne peut être similaire à la lutte des femmes blanches. Plus que ça : non seulement elle ne peut être similaire mais très souvent elle est en profond désaccord à la fois théorique,



méthodologique et pratico-pratique. Je prendrai un exemple parmi de nombreux autres. J'ai souvent entendu des femmes blanches dire, du reste à juste titre, que la maîtrise de leur fécondité est l'une des voies d'émancipation contre l'oppression patriarcale. Ce qui est source de désaccord profond entre elles et nous, ce n'est pas tant l'idée en elle-même que sa prétention à l'universalisme. Vouloir l'imposer à toutes les femmes, et ce dans le monde entier, c'est nier, pour ne citer que cet exemple, les stratégies anticoloniales des femmes qui choisissent sciemment d'avoir des enfants dans des contextes de colonisation. Pour les femmes palestiniennes, avoir des enfants, est un acte de résistance pour perpétuer leur identité et leur histoire. Et il n'y a pas même besoin d'aller dans les pays impérialisés pour le comprendre. Prenons le cas des femmes pauvres, isolées et précarisées socialement et économiquement, ici en France, à qui l'on reproche souvent d'avoir des enfants pour obtenir des allocs ou d'autres droits sociaux.

Vouloir universaliser cette forme d'émancipation est un leurre et une hypocrisie classiste et raciste. Une hypocrisie classiste car seules les femmes des classes moyennes ou riches peuvent avoir la possibilité de choisir si elles veulent ou non des enfants. D'autant que, si elles choisissent d'en avoir, elles ont les moyens de subvenir à leurs besoins tout en maintenant un certain nombre de leurs activités. Ce qui est différent pour les femmes pauvres et plus encore pour les femmes racisées, de par l'oppression raciste.

«FACE AU SEXISME PAS UN SEUL PAS EN ARRIÈRE.»

Il est temps que vous, les hommes racisés, compreniez que le sexisme rend bien service à l'opresseur et à l'impérialisme puisque nombre de guerres sont justifiées au nom de la libération des femmes contre votre prétendue misogynie.

Quoi de mieux pour l'impérialisme que de nous laisser la tâche de nous diviser en nous faisant du mal entre nous? Si vous n'agissez pas, nous n'arriverons jamais à organiser notre lutte de manière écrasante. Vous n'êtes pas des machos au sens occidental du terme, c'est-à-dire que vous n'êtes pas comme celui qui dit implicitement aux femmes : *«tu sais tu n'es qu'une femme»*, voulant dire par là *«tu es défectueuse»*.



Selon Gloria Anzaldúa, chicana du Mexique, être macho à l'exemple de son père, de mon père, voulait dire être assez fort pour nous protéger et nous soutenir financièrement ma mère et nous, tout en étant capable de montrer de l'amour. Le macho d'aujourd'hui, nous dit-elle, a des doutes sur sa capacité à nourrir et à protéger sa famille. Son machisme est une adaptation à l'oppression, à la pauvreté et à la faible estime de soi. Les Blancs et Blanches se sentant inadéquates, inférieures et sans pouvoir, déplacent ou transfèrent ces sentiments sur les racisés en déplaçant la honte sur nous. Et les hommes racisés en face des Blancs et des Blanches souffrent à la fois d'une amnésie raciale qui ignore notre sang commun, et de culpabilité, parce que la patrie occidental-centrée en eux a pris leur terre et les a opprimés. La perte d'une forme de dignité et de respect chez les hommes racisés donne naissance à un faux machisme ou virilisme qui les conduit à rabaisser les femmes et même à les brutaliser.

Je terminerai d'ailleurs avec un passage du texte de Gloria Anzaldúa qui résume magnifiquement bien le message que j'ai envie de transmettre aux femmes et aux hommes de ma race sociale : *« Bien que nous "comprenions" les causes profondes de la haine et de la peur masculine et les blessures infligées de ce fait aux femmes, nous ne les excusons pas, nous ne fermons pas nos yeux et nous ne les supporterons plus. Nous exigeons de la part des hommes de notre peuple qu'ils admettent, reconnaissent, divulguent et témoignent qu'ils nous blessent, qu'ils nous font violence, qu'ils ont peur de nous et de notre pouvoir. Nous avons besoin qu'ils disent qu'ils vont commencer à renoncer à leurs manières blessantes et dégradantes. Mais plus que des mots, nous exigeons des actes. Nous leur disons : nous développerons un pouvoir égal au vôtre et au pouvoir de ceux qui nous ont fait ressentir la honte¹. »*

Tant que la femme racisée est dégradée, l'Arabe, la Noire, la musulmane, l'Indienne en nous toutes et tous sont dégradées.

1 - Gloria Anzaldúa, « La conscience de la Mestiza. Vers une nouvelle conscience », *Les cahiers du CEDREF* n°18, 2011 (« La Conciencia de la Mestiza : Towards a New Consciousness ». In W. Kolmar & F. Bartowski (Eds.), *Feminist Theory : A Reader*, 1987, trad. Paola Bacchetta et Jules Falquet), disponible ici : <http://cedref.revues.org/679>



Vous aurez compris je l'espère que la lutte déracialisante, décoloniale, désimpériale et désoccidentalo-centrique est avant tout une lutte dépatriarcale. Cette lutte consiste à nous redéfinir à l'intérieur d'autres valeurs respectant notre humanité, nos mémoires, nos histoires comme autant de chirurgies réparatrices.

Quant aux camarades et ami-es blanc-hes, j'ai envie de leur citer Audre Lorde: *«Je m'exprime sans mâcher mes mots lors d'une conférence universitaire et une femme blanche me dit: "Racontez-moi ce que vous ressentez mais ne le dites pas trop durement sinon je ne peux pas trop vous écouter." Mais est-ce ma façon de m'exprimer qui l'empêche de m'entendre, ou la menace d'un message qui l'appelle à changer sa vie¹?*». Pour ma part, j'ajouterai que la réponse des femmes au racisme signifie qu'elle répondent à la colère: colère de l'exclusion, des privilèges immuables, des préjugés racistes, du silence, des mauvais traitements, des stéréotypes, des stigmatisations, des réactions défensives, des injures, de la trahison, du maternalisme, de l'infantilisation, du compassionnel et de la récupération.

Alors ma colère et la peur qu'elle fait naître en vous seront des projecteurs... Qu'ils vous aident à grandir, de la même manière que j'ai appris à exprimer ma colère, pour ma propre croissance. Comme chirurgie réparatrice et non pas pour culpabiliser. La culpabilité et les réactions défensives sont les briques d'un mur contre lequel nous butons toutes; elles ne conviennent à aucun de nos futurs.

1 - Audre Lorde, «De l'usage de la colère: La réponse des femmes au racisme», in *Sister Outsider. Essais et propos d'Audre Lorde sur la poésie, l'érotisme, le racisme, le sexisme...*, Mamamélis / Trois, 2003 (1984, Crossing Press).



DÉBAT

SEXISME / RACISME

ENTRE-SOI, ENTRE FEMMES RACISÉES

Une proposition qui ne fera peut-être pas l'unanimité, mais il me semble qu'il faudrait déjà prévoir des moments de débats entre soi, entre femmes racisées.

Audre Lorde, une féministe états-unienne, écrivaine et poétesse, invitée en Allemagne pour une conférence, a demandé à un moment aux Blanches de sortir. Les Noires allemandes, un peu stupéfaites, ont dit qu'elles n'avaient jamais vu ça de leur vie, mais ont reconnu qu'Audre Lorde leur avait fait comprendre qu'il y a des choses que l'on ne peut pas dire lorsqu'il y a des Blanches. Elles ont pris conscience qu'il existait une sorte de colonisation de l'esprit.

Que des femmes noires se rencontrent entre elles, discutent, mangent entre elles, que l'on crée des espaces d'entre-soi, entre femmes racisées, cela va commencer entre nous et cela doit commencer entre nous. Et bien entendu, cela doit passer par des moments de convivialité, car la vie ce n'est pas uniquement lire, réfléchir, travailler, la vie c'est aussi de la douceur, de l'amour, de la reconnaissance.

Construire nos valeurs, définir nos identités passe par ces temps-là de convivialité et d'entre-soi, entre femmes racisées. Pour nous qui ne vivons pas qu'une seule discrimination – on vit le racisme, le sexisme, le classisme – cela sera sans doute long. Néanmoins, j'y crois, car déjà en moi, je vois des émancipations et des conscientisations.

DES ESPACES NON-MIXTES ?

Il faudrait que tu pousses ton raisonnement à son terme et que tu en tires des conclusions, autrement dit, de façon plus directe : est-ce qu'au sein même du FUIQP, il faut que l'on prévienne des espaces non-mixtes pour les femmes racisées ?

CES ESPACES, UNE NÉCESSITÉ

Pour avoir expérimenté des espaces de mixité choisie et des espaces non-mixtes, aujourd'hui en 2015, cela devient une nécessité de créer ces espaces-là. Il est vrai que cela gêne certaines personnes, mais je pense qu'au sein du FUIQP, il est nécessaire de prévoir ces espaces. Il y a des choses que, en tant que femme, tu ne peux pas dire devant certaines personnes, que tu ne peux dire que devant des femmes. Des choses que tu ne peux pas dire devant des Blanches, que tu ne peux pas dire devant tes frères, alors la question reste : tu les dis quand, finalement, ces choses ? Ces espaces sont nécessaires. Ils sont à créer, à expérimenter. Pour les avoir expérimentés, je pense qu'on avance parce qu'on arrive à poser des problèmes que d'autres ne verront pas. C'est en soi suffisant.

CES ESPACES EXISTENT

Le FUIQP de Saint-Étienne est déjà dans une forme de non-mixité. La place que l'on donne aux hommes est réfléchie. On a décidé entre nous, meufs en tous genres, de la place que l'on avait envie de leur donner, de ce que l'on a envie de négocier ou non avec eux. Ici, on est une organisation presque exclusivement de meufs.

La non-mixité, on la vit déjà, on l'a mise en pratique, on l'expérimente. En tout cas, on n'a pas demandé et on ne demande pas d'autorisation ; et pour autant nous n'oublions pas que celles et ceux qui sont dans la mixité, ce sont aussi nos camarades.



INTERROGATION

Je voudrais savoir à propos des espaces de non-mixité quelles sont les choses que vous ne pouvez pas partager avec les femmes non-racisées comme vous dites. Je ne comprends pas.

EN DÉSACCORD

Je suis d'un collectif de Grenoble, moi ça me pose problème de dire que je vais créer un espace entre racisées parce que je suis racisée.

J'imagine que les Blanches qui se réuniraient et qui me diraient "Toi, la racisée, tu ne fais pas partie de notre groupe. On va se dire des trucs qu'on ne veut pas que tu écoutes." Je me demande comment je le prendrais, en tout cas ça me ferait mal.

Cela dit, on a des tas d'occasions de rester entre nous, Arabes musulmanes. On nous fait des tas de reproches, il y a suffisamment de clichés comme ça. Devant les écoles, il n'y aurait paraît-il que les femmes voilées qui resteraient tout le temps ensemble.

Pour ma part, j'ai créé un jeu sur la place de la femme dans la société, il s'appelle Psyché et son objectif, c'est de faire se rencontrer et de mettre ensemble des femmes d'horizons socio-professionnels, culturels et culturels très hétérogènes. Pour vous dire que cela me choque que dans un mouvement à vocation nationale, on puisse d'emblée créer un espace qui a quelque chose de discriminant et en tout cas de pas fédérateur.

Une femme chercheuse à la fac, lorsqu'elle est dans la galère, son mec ne l'aide pas plus qu'une Arabe également dans la galère n'est aidée par son mec dans son quartier. On a des choses à partager entre femmes, racisées ou non.

PLAIDOYER POUR DES MOMENTS CHOISIS

Être choqué-e par les espaces non-mixtes entre racisées, soit, mais c'est oublier qu'il faut compter avec les rapports sociaux de domination, qu'il n'y a pas égalité entre les individus. Peut-être dans le monde de Oui-Oui, nous serons toutes égales, mais pour l'instant, ce n'est pas le cas!

Actuellement, on est dans un système raciste dans lequel les personnes blanches sont en haut de l'échelle et les personnes non-blanches en bas. Quand les personnes blanches ne veulent pas de



nous, effectivement, c'est du racisme. Nous, nous voulons seulement nous organiser dans des moments choisis, on ne parle pas de séparatisme, cela s'appelle de la lutte, de l'auto-organisation, l'émancipation des opprimées, pour elles-mêmes et par elles-mêmes.

J'insiste, on parle de moments choisis au cours desquels on affûte nos armes, nos argumentaires, nos outils de lutte pour affronter au mieux le monde mixte.

Quand on parle de lutte de libération nationale, ce n'est bien entendu pas le colon qui les mène, ces luttes-là ! On ne va pas les mener avec les colons... On a des intérêts de classe qui sont divergents : en cela, il serait bien que demain les personnes non directement concernées comprennent qu'il serait bon qu'elles se mettent un peu en retrait.

MIXITÉ OU NON-MIXITÉ, UNE QUESTION D'OPPORTUNITÉ

Je crois qu'effectivement il y a des moments où l'on a besoin d'être entre nous. Cela se fait : je pense aux femmes africaines qui se regroupent en tontines parce qu'elles n'ont pas accès au crédit.

Je pense qu'on peut difficilement discuter comme cela devant tout le monde de choses qui relèvent profondément du culturel. Ainsi en est-il, par exemple, du problème de l'excision ; et vouloir organiser comme je l'ai vu faire par une association un café-débat le 8 mars pour la Journée de la femme sur ce sujet, ça ne peut être que non pertinent et contre-productif. Et qu'on ne s'étonne pas qu'il n'y ait eu que trois Africaines dans la salle. Quand pourra-t-on comprendre que ce n'est pas le lieu pour aborder cette question ni en parler devant tout le monde ?

Au contraire si on aborde ce sujet dans le cadre d'une tontine, on est toutes là, on a nos codes, on rigole, on discute et on échange librement.

Je résumerais ainsi : oui pour la mixité, à fond, lorsqu'on a des problèmes sociaux communs ; et par moments oui à de petites niches pour évoquer des problèmes qui ne peuvent pas être compris par l'ensemble du groupe.



L'EXCISION, ON NE PEUT EN PARLER QU'ENTRE SOI

Pour aller dans le même sens, n'ayant pas subi ce que nous femmes africaines excisées avons subi, toute femme, quelle qu'elle soit, ne comprendra jamais pourquoi on n'a pas envie de parler de ça, on n'a pas envie de l'étaler sur la place publique. Lorsqu'on nous dit qu'au contraire on peut réparer ce qu'on a subi en en parlant, je réponds que moi je n'ai pas envie de subir une deuxième fois une mutilation.

Parfois, pour parler de ça, on a honte. Depuis 2000, j'ai essayé de sauter le pas et d'en parler. Tu ne peux pas parler de quelque chose de ton intimité devant ton fils ou un membre masculin de la famille. Pourtant, ils savent les garçons ! D'ailleurs tout le monde sait, mais nous ne pouvons chercher de solution qu'entre femmes.

TEXTES SACRÉS: RELIRE AU FÉMININ

Je suis à fond pour dire que lorsqu'on n'a pas les mêmes problèmes que les autres, on doit se regrouper pour déterminer quelles sont nos priorités et définir nos moyens de lutte.

Je comprends que cela puisse être violent pour certaines personnes qui ont du mal à l'accepter. C'est plus compliqué que l'opposition Noire/Blanche parce qu'on peut être Blanche et racisée lorsqu'on met le voile, ce qui est le cas de pas mal de sœurs. Dès qu'on met un voile, dans le regard de bien des personnes, on est considérée comme descendante de l'immigration, il y a des hybridations identitaires.



L'Association des femmes musulmanes s'est constituée parce que les femmes en avaient assez d'être une annexe féminine de la mosquée des hommes. Elles ont claqué la porte de la mosquée pour se regrouper entre elles et cela a permis de relire les textes, nos textes religieux avec un regard féminin et de redéterminer ce qui est important pour nous.



Cela ne veut pas dire pour autant que tous les hommes musulmans sont de gros machos et qu'ils ne pourront pas nous aider sur ce terrain-là, mais ils n'ont pas forcément les mêmes priorités que nous. Penser que la moitié de cette planète est issue de la côte d'Adam, c'est-à-dire les femmes, cela ne les gêne pas. Alors que pour nous, c'est terrible d'être considérées comme cela de manière créationniste. Par cette démarche d'autonomie que nous avons engagée, nous sommes en train de nous réapproprier un bon nombre de choses.

Dernier point, quand on nous dit que faire sortir les personnes blanches de la salle, les exclure, c'est du racisme, il faut juste rappeler que le racisme anti-Blancs, cela n'existe pas !

S'ORGANISER ENTRE SOI ET SE LIBÉRER DE LA DOMINATION DES HOMMES

Moi, je pense simplement à une grande figure de la libération, Malcolm X, pas sur le plan du sexisme, mais sur le plan racial. On l'a accusé de racisme parce qu'il n'acceptait pas, au départ, quand il a voulu s'organiser avec son peuple, que les Blancs et les Blanches viennent aux réunions. Les Noir-es doivent s'organiser par eux et elles-mêmes sinon la domination restera en place.

Ce qui est valable pour les Noir-es est aussi valable pour les femmes : si on laisse entrer les hommes dans nos cercles de discussion avant d'avoir acquis un certain rapport de force, les décisions seront celles des hommes qui sont dominants.

D'autre part, quelqu'un a parlé d'hybridations identitaires, je confirme ce qui a été dit tout à l'heure : avant de porter le voile, j'étais Blanche privilégiée, aujourd'hui que je suis une Blanche voilée, je suis racisée.

ÉVITER LA DIVISION

Il ne faut pas aller dans la division et se monter les uns et les unes contre les autres et il faut éviter les oppositions hommes/femmes ou celles de couleur.



C'est toutes et tous ensemble, sans distinction de couleur ni de sexe qu'il faut changer cette société. On est quand même dans une société malade et vouloir s'intégrer dans une telle société malade n'est pas un signe de bonne santé psychologique !

DES FEMMES AUX RROMS, SE RÉAPPROPRIER LA PAROLE CONFISQUÉE

J'ai le privilège d'être un homme. Et, de façon provocatrice, je dirai que je ne vais pas rentrer dans les histoires de bonnes femmes !

Comme vous le voyez, je porte ce tee-shirt "L'insurrection gitane", cela joue bien sûr avec l'image de la gitane, la femme des cigarettes ou Esmeralda ; mais au-delà de ces clins d'œil, c'est en raison de la participation des femmes à la révolte du 16 mai 1944. À Birkenau, ce furent surtout les femmes qui ont pris les pioches contre les SS. Donc, quand on parle de sexe faible, c'est qu'on n'a pas tout compris au film !

Maintenant, en ce qui concerne la mixité, l'Association La Voix des Rroms a été créée en 2005, parce qu'on en avait vraiment assez de voir systématiquement des non-Rroms parler de nous, sur nous, mais surtout en notre nom. Nous ne sommes pas des baleines à défendre, nous sommes des êtres humains qui pouvons nous organiser ! Toutes les bonnes volontés sont les bienvenues... sans toutefois oublier que l'enfer est pavé de bonnes intentions !

Concernant la mixité, je ne citerai personne, ni Malcolm X, ni quelqu'un d'autre. Simplement ce que j'ai remarqué, c'est que pour être ensemble, pour la solidarité, le partenariat, il faut un minimum d'égalité. On ne peut pas être dans des liens sincères de partenariat Blanc-hes et non-Blanc-hes, si l'écart de puissance est trop grand.

Force est de constater que nous sommes dans un monde dominé par les Blancs, et quand je dis Blancs, j'ai appris récemment ce que Hegel disait : « Il y a de la plèbe dans toutes les classes ». J'ajouterai que les femmes sont la plèbe de toutes les classes. Des femmes blanches, totalement blanches, pas voilées, pour le même travail ne sont pas payées comme les hommes.

Tant que les femmes racisées n'auront pas obtenu dans leur organisation le niveau de puissance du féminisme blanc, il faut qu'elles puissent avoir des espaces entre elles, c'est d'ailleurs pour cela qu'on a prévu à "L'insurrection gitane" une table ronde "Féminisme et résistance".

C'est un avis d'homme que je donne qui vaut ce que peut valoir un avis d'homme!

RACISÉ·E: RÉSULTAT D'UN PROCESSUS

Sonia Moussaoui a beaucoup utilisé un terme, celui de "racisé·e". C'est un terme qui pose problème à certaines personnes. Et même si c'est un terme assez moche, c'est néanmoins un mot qui démontre un processus. Socialement parlant, tout le monde vient de quelque part. Racisé·e, cela veut dire qu'à certaines personnes, on va toujours accoler une race, on va toujours les traiter de manière particulière, de manière "exceptionnelle" (au sens de traitement d'exception) comme des personnes venant d'ailleurs, ayant des origines, à qui on demande toujours d'où elles viennent, ce que l'on ne demande jamais aux personnes blanches.

Le mot "racisé·e" est important. Il n'est pas employé pour renouer avec des théories racistes délirantes d'un autre âge, mais c'est pour dire qu'actuellement, il y a un marqueur social au cœur même de la race.

En fait, on crée un "Autre", avec des euphémismes à la française comme par exemple "les gens issu·es de la diversité". S'il y a diversité, c'est bien qu'il y a plusieurs couleurs, mais en fait le Blanc n'est jamais considéré comme étant dans cette diversité: il est une sorte de référent neutre, qui se permet de dire il y a "les issu·es de la diversité, des quartiers populaires, de l'immigration et il y a des immigré·es de la 2ème, 3ème, 4ème génération" comme s'il s'agissait de quelque chose de génétique qui se transmettait.

CONCLUSION

Saïd Bouamama, sociologue, cofondateur du FUIQP et membre du collectif FUIQP 59/62.

Le débat que nous venons de vivre souligne les progrès de nos prises de conscience. En premier lieu, il souligne la prise de conscience de la nécessité de lutter contre toutes les dominations qui font système (de classe, de race et de genre). Le débat sur la hiérarchisation de ces dominations est obsolète, le système capitaliste fonctionnant en articulant à son profit toutes les dominations. La domination de classe n'existe pas dans l'abstrait, elle se vit de manière genrée et racisée. La domination de genre n'est pas plus éthérée, elle se vit selon la classe d'appartenance et l'origine. Le racisme est lui aussi incarné différemment selon que l'on est une femme ou un homme et selon la classe d'appartenance.

La seconde prise de conscience porte sur la question de la mixité et de la non-mixité au sein du FUIQP. Il y a quelques années, ce débat aurait provoqué la division, la moitié des participants et des participantes quittant la salle, l'autre moitié restant. Notre incapacité à avoir des débats contradictoires sans vouloir aller immédiatement à la solution, on l'a payée pendant trente ans. Bien sûr, nous n'avons pas la solution miracle et notre débat a montré des craintes, des tensions, des vigilances opposées, etc. Il ne faut pas les vivre selon moi comme des obstacles à notre unité mais au contraire comme sa condition. Nous sommes, en effet, confronté-es à une double dérive possible.

La première consiste à sous-estimer que seul-es les premiers et premières concerné-es par une domination peuvent en saisir l'ensemble des rouages, justement parce qu'ils et elles en sont victimes. C'est justement la base de notre attachement à l'auto-organisation, échaudé-es que nous sommes par des "allié-es" nous imposant leurs priorités, leurs agendas, leurs hiérarchisations des luttes. Cette première dérive légitime des espaces-temps non-mixtes (de femmes, de racisé-es, etc.).



Mais cette dérive n'est pas la seule. Il en existe une autre tout aussi négative pour un mouvement autonome : celle de l'éparpillement en une multitude d'instances non-mixtes. Nous devons construire notre route en évitant ces deux dérives. Le simple fait que nous ayons eu un tel débat est un signe encourageant.

Au niveau de l'analyse de la situation, sur les questions qui viennent d'être débattues, il nous faut bien comprendre que nous sommes confronté-es à un système dans lequel les dominations croisées qui s'articulent entre elles nous obligent à inventer des modes d'organisation dans lesquels il nous faut prendre en compte tous les niveaux de domination. C'est complexe et personne ne peut prétendre avoir la solution. Il va falloir qu'on expérimente, qu'on invente. Si on dit que tout est mixité, on va laisser de côté un certain nombre de dominé-es. La solution qui consisterait à dire « tout est non-mixité » nous diviserait également. De cette complexité-là, il faut qu'on en prenne acte, qu'on l'accepte, qu'on arrive à en débattre.

Pendant trente ans, au cours des luttes des immigrations, si la mixité était complète, elle n'était pas en revanche représentée dans les directions politiques. N'est-il pas temps de porter remède à pareille situation ?

Pour transformer l'essai que nous venons de marquer, gardons en tête que, comme le disait Nkrumah, nous avons à inventer le chemin en marchant.



QUATRIÈME TABLE RONDE

LES CHIBANIS ET CHIBANIAS, MÉMOIRE DES LUTTES



INTRODUCTION

Saïd Bouamama, sociologue, cofondateur du FUIQP et membre du collectif FUIQP 59/62.

LES CHIBANIS ET LES CHIBANIAS

Avec la question des chibanis et des chibancias, nous allons aborder un sujet qui provoque en moi, comme chez beaucoup d'entre nous, une émotion toujours vive. Sujet quasiment identitaire que le sort qui est fait à nos chibanis et chibancias, c'est-à-dire à nos anciens et nos anciennes. Et ce sort, c'est carrément celui fait à l'immigration.

L'immigration représente la partie la plus opprimée des classes populaires, celle qui est victime en premier lieu du système social. Après avoir vécu ce qu'il en coûte d'émigrer, les chibanis et les chibancias connaissent aujourd'hui, au moment de la retraite, le coût d'une oppression supplémentaire qui se cumule à celui de toute une vie. Ce qui arrive à l'âge de la retraite est à la fois le révélateur et le résultat d'une vie d'oppression et de surexploitation.

Toutes ces exploitations, toutes ces brimades endurées finissent par avoir des effets sur le corps et sur la psyché et l'on pourrait s'attendre à ce que, l'heure de la retraite venue, nos chibanis et chibancias soient laissés tranquilles par ce système social d'oppression.

Ce n'est nullement le cas : comme si nous étions des pestiférés, même au sortir de l'entreprise, en fin de vie, il leur faut se confronter à une série d'obstacles et de blocages que l'on dresse sur leur chemin et qui fragilisent encore plus leur situation, si bien qu'ils et elles ne peuvent pas vivre leur retraite à leur convenance.

Si nous ne sommes pas capables de faire nôtre la lutte pour le droit des chibanis et des chibancias, cela voudra dire que nous ne sommes pas capables de nous emparer de nos propres droits et de les faire respecter.

LA MÉMOIRE DES LUTTES

Ce thème figure également au programme : le lien est évident tout comme le rôle de la mémoire est prépondérant pour les luttes à venir.

L'immigration s'est toujours battue. C'est valable aussi bien quand on regarde l'histoire française, que quand nous faisons référence aux pays d'où nous venons. L'immigration n'a jamais accepté d'être dominée – c'est d'ailleurs le cas pour tous les groupes dominés. Dès la première capture d'esclaves, il y a eu résistance ; dès que le premier militaire a mis le pied en vue de la colonisation, il y a eu résistance. Jamais une domination n'a pu s'exercer sans qu'il n'y ait eu résistance.

Il est dans l'histoire, des moments dans lesquels la mémoire des luttes ne se transmet pas, laissant les nouvelles générations dans la contrainte et l'obligation de tout refaire, de tout réinventer.

À l'inverse, dans la mémoire des luttes, il en est qui font jonction. En ce sens les chibanis et les chibanias ne sont pas seulement des gens qu'il faut soutenir, ce sont aussi des gens qui se battent car même à leur âge, ils et elles n'ont d'autre choix que de continuer le combat et leurs luttes passées comme actuelles, nous devons les intégrer pour qu'elles prennent toute leur place dans notre mémoire.

Récemment, on a fêté – enfin on a prétendu fêter en le dénaturant et en le caricaturant – un grand moment de ces luttes, la Marche pour l'Égalité et contre le Racisme. Ce matin, nous étions fier-es d'accueillir Youcef Sekimi, une des personnes qui a marché en 1983. Farid L'Haoua nous a rejoints. Nous avons donc l'honneur d'avoir deux représentants de la Marche pour l'Égalité qui assureront la transmission de la mémoire et un nécessaire passage de témoin.



LES CHIBANIS ET CHIBANIAS

NACER EL IDRISI, membre du bureau national de l'Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF).



Nous voilà bientôt deux ans après la remise du rapport de la mission d'information sur les immigré-es âgé-es du 2 juillet 2013, le bien nommé *Une vieillesse digne pour les immigrés âgés : un défi à relever en urgence*. Pour la dignité, il y a beaucoup à faire et tout à conquérir ; quant à l'urgence, il n'y a plus de temps à perdre.

Cette mission parlementaire, nous l'avons réclamée, nous l'avons revendiquée, nous l'avons exigée et nous l'avons finalement obtenue suite aux différentes mobilisations, aux luttes des chibani-as, à celles des associations et militant·es héritier·es de l'immigration ainsi qu'aux combats des collectifs des droits de l'homme et de soutien aux immigré-es.

Cette mission a accompli un travail correct et important de diagnostic partagé, avec audition de l'essentiel des personnes, associations, institutions, chercheurs et bien sûr des premiers et premières concerné-es, les chibani-as.

Pour notre part, nous avons été auditionné-es par cette mission et avons exposé nos points de vue et nos revendications sur la question des immigré-es âgé-es. Nous n'allons pas revenir sur les détails des travaux de cette mission, ni sur les modalités d'adoption, ni sur les recommandations (recherche des consensus, vote à l'unanimité des personnes présentes, omission volontaire des droits de vote des étrangers et étrangères pour ne pas braquer des élu-es de droite, etc).

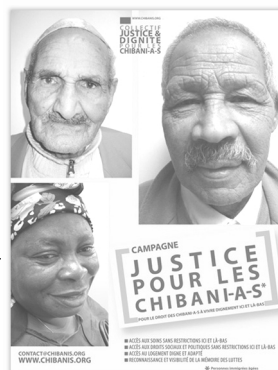
La partie diagnostic et état des lieux, nous en partageons l'essentiel ; nos réserves, voire nos critiques concernent les 82 recommandations.

Nous allons donc essayer de dresser un bilan, un état actuel de la situation des chibani-as et enfin un état des lieux des luttes et des

mobilisations. Parmi les 82 propositions, on trouve un peu de tout, des vœux pieux, des redondances, il n'y a rien de chiffré, rien de contraignant, ni rien qui permette de mettre fin à des injustices, des pratiques dont souffrent les migrantes et migrants âgés. Nous connaissons parfaitement leurs limites : les propositions commencent toujours par des verbes, promouvoir, envisager, réfléchir, encourager, inviter, établir, améliorer, veiller, etc.

Le rapport dans ses recommandations reprend en partie les revendications des chibanias et de leurs soutiens. La plupart de ces propositions relèvent de textes réglementaires, de circulaires internes, leur adoption ou adaptation, ne nécessite pas de texte de lois, ni de recours au législateur (délai pour l'ASPA¹, code de sécurité propre, réorganisation d'Adoma², texte CARSAT³, etc).

Lors de la remise du rapport le 3 juillet, le rapporteur (Alexis Bacheley, très engagé sur la question et prêchant seul dans le désert de sa majorité) ainsi que le président (Denis Jacquat, caution gaulliste et garant du consensus) se sont engagés à créer un comité de suivi, à le mettre en place et profiter de chaque texte discuté ou soumis au Parlement pour introduire et légiférer sur les recommandations du rapport.



UN BILAN AMER

Aujourd'hui, le bilan est amer : aucun texte de loi, aucune proposition en perspective. En deux ans, sur 82 propositions, seules deux ont été mises en place. Elles n'impactent en rien, ni n'infléchissent en rien les

1 - ASPA : Allocation de Solidarité aux Personnes Agées, qui remplace le minimum vieillesse depuis 2006.

2 - Société gestionnaire de foyers d'accueil, anciennement appelé Sonacotra ou Sonacotral (cf encart p.161).

3 - CARSAT : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé Au Travail, organismes régionaux de l'assurance vieillesse et des accidents du travail.

injustices frappant les chibani-as ; elles ne mettent pas fin à leur calvaire, ni ne l'atténuent.

La première concerne la loi Borloo, texte en souffrance depuis des années dont les décrets d'application n'ont jamais été publiés. Il s'agit de la contractualisation de l'aller-retour, une mesure qui ne concerne qu'une partie des chibani-as¹. En outre, ce texte reflète des réalités de 2007 qui ne sont plus celles d'aujourd'hui.

La seconde recommandation mise en place relève du symbolique, il s'agit de l'assouplissement des conditions d'acquisition de la nationalité française qui demeurent encore trop rigides de notre point de vue (25 ans de présence ascendante française...). L'accès à la nationalité française pour celles et ceux qui le souhaitent ne change, ni ne bouleverse en rien la précarité administrative et les conditions de vie difficile des chibani-as. Les personnes âgées issues de l'immigration, françaises ou pas, subissent les mêmes traitements et tracasseries.



Aucun texte de loi, ni amendement, ni proposition n'a été discuté, ni soumis au Parlement, que ce soit à l'occasion de discussions de budgets ou de lois rectificatives du budget de la Sécurité sociale, pas même sur le vieillissement ; rien n'est prévu dans le texte Cazeneuve sur la énième loi sur l'immigration. Aucune circulaire n'est à l'ordre du jour. Aucun changement, ni adaptation n'est envisagé.

Côté pouvoirs publics, ce ne sont que des bonnes intentions sans lendemain, aucune politique publique volontariste n'est mise en œuvre. Nous craignons la politique de la montre et du pourrissement, tablant sur une dévitalisation des luttes et cyniquement sur la disparition physique des concerné-es.

1 - En 2007, Jean-Louis Borloo, alors Ministre de la cohésion sociale, insère deux amendements dans la Loi sur le droit opposable au logement. Il cherche à encourager le retour de travailleurs immigrés (essentiellement maghrébins) dans leur pays de naissance au moment de leur retraite. L'aide proposée est très restrictive et ne s'appliquerait qu'aux personnes vivant seules dans les foyers anciennement Sonacotra, et justifiant d'une résidence en France pendant les quinze dernières années. Ces amendements sont encore aujourd'hui dans les cartons du ministère.



Cependant, nous nous réjouissons de l'émergence de ces problématiques sur la place publique et de l'importance des mobilisations et des prises des consciences sur la question des chibani-as. Nos luttes sont anciennes, les combats de nos anciens et anciennes ne datent pas d'aujourd'hui, ils et elles n'ont jamais courbé l'échine, toujours dignes malgré toutes les vaines tentatives d'assignation à l'invisibilité.

NOUS REVENDIQUONS CES HÉRITAGES

Nous nous inscrivons dans ces héritages, nous perpétons les luttes et continuons les actions pour la justice et la dignité des chibani-as.

Si la mission parlementaire a permis d'installer le débat au niveau institutionnel, elle a également permis l'émergence d'autres formes d'aide et de soutien aux personnes migrantes âgées. Les initiatives sont nombreuses et diverses, on trouve de nouveaux lieux de sociabilité, des cafés sociaux et solidaires, des collectifs de soutien, des lieux-ressources.

D'autres moyens d'expression se sont fait jour (documentaires, pièces de théâtres, expositions, recherches, productions littéraires, etc). Aujourd'hui, personne ne peut prétendre ne pas savoir : nos revendications sont claires, le débat est public, les acteurs et actrices sont visibles.

ON N'HUMANISE PAS UNE INJUSTICE, ON LA SUPPRIME !

Nous avons constaté certaines inflexions et changements d'attitudes de la part des administrations (moins de contrôles CARSAT et CAF, diminution des poursuites, souplesse préfectorale), mais cela reste conjoncturel et ne présage en rien un changement durable de ces institutions. En l'absence de textes de loi, de réglementation claire, la crainte est qu'une fois la pression retombée, les vieilles pratiques reviennent et avec elles les mauvaises habitudes.

Les poursuites restent toujours d'actualité, les contrôles sont toujours en cours, une des causes de la précarité des chibani-as réside dans ces contrôles qui empêchent les allers-retours aux pays d'origine. La mission parlementaire recommandait de les humaniser et de les



encadrer, mais on n'humanise pas une injustice ni on ne l'encadre, on la supprime, c'est tout !

L'ATMF¹ et ses réseaux – ou au sein du collectif Justice et dignité pour les chibani-as – continuent les luttes et les mobilisations pour que toutes les revendications soient prises en compte et satisfaites (voir le

texte *Justice et dignité pour les chibani-as*).



Récemment nous avons apporté notre soutien aux luttes des chibani-as du Faubourg Saint-Antoine à Paris et actuellement à celles de Gennevilliers. Au quotidien, nous accompagnons et accueillons des anciens et des anciennes

dans leurs démarches juridiques et socio-administratives.

Enfin, quand il le faut, nous continuons à interpellier et dénoncer l'indifférence des pays d'origine voire leur complicité avec les autorités françaises et réclamons la révision voire l'abrogation des accords bilatéraux très opaques et souvent défavorables aux immigrant·es en général et aux chibani-as en particulier.

1 - L'Association des Travailleurs Maghrébins de France a été créée en 1982 pour lutter contre l'exclusion, le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme et toutes les discriminations ainsi que pour défendre les exclu·es et les migrant·es, avec ou sans papiers.



LES CHIBANIS DE LA SNCF

RADOUANE KEBDI, président de l'association Droit à la Différence.



L'histoire des chibanis de la SNCF est représentative de l'histoire des chibanis et des chibanias en général. La spécificité dans le cas de la SNCF, c'est qu'il s'agit d'une entreprise publique. C'est le ministère des transports, donc l'État. Contrairement à des entreprises privées qui ont fait travailler les immigré·es sans contrat de travail, sans prendre en compte leurs cotisations, la SNCF a fait appel à des Tunisiens, à des Algériens et principalement à des Marocains qu'elle est allée chercher dans leurs pays en leur proposant un contrat de travail où étaient spécifiées l'égalité des droits, l'égalité de rémunération et même dans lequel il était indiqué qu'ils bénéficieraient d'un billet gratuit pour retourner chez eux. La SNCF n'ayant pas prévu que ces gens-là allaient peut-être avoir des enfants qui allaient grandir ici et que leur vie, en fait, allait être ici.

DES CONTRATS DE DUPES

Ils ont été intégrés à la SNCF ; pour la SNCF aujourd'hui, ils sont cheminots. Pour être cheminot, on doit figurer au dictionnaire des métiers de la SNCF.

Le litige qui les oppose à la SNCF est d'importance puisqu'il affecte directement le déroulement des carrières et les droits à la retraite, tant et si bien que plainte a été déposée contre la SNCF et que les dossiers sont déposés au conseil des prud'Hommes de Paris.

À la SNCF, on compte 9000 contractuel·les qui n'exercent pas des métiers de cheminots. Une annexe a été créée spécialement pour les chibanis cheminots, l'annexe AI, dans laquelle il est spécifié qu'ils doivent rester à l'exécution.

Il y a huit qualifications pour les cheminots français, les chibanis n'ont pu évoluer que sur trois qualifications. Dans le meilleur des cas, ils sont à la qualification C. Les qualifications correspondent à des lettres : pour un cheminot français, de A à H, pour un cheminot immigré, de A

à C. Beaucoup d'entre eux n'ont même pas évolué au-delà de la qualification A. Même lorsqu'ils encadrent des équipes, ou assurent des fonctions de maîtrise, leur carrière n'a pas évolué, ils sont restés à l'exécution. Ils ont travaillé pendant quarante ans au poste qu'ils avaient à leur entrée dans les métiers les plus durs, ceux de la voie et du triage ; et si la France a les meilleures infrastructures ferroviaires d'Europe, elle le doit aux chibanis qui y ont beaucoup contribué. C'était eux qui étaient affectés aux métiers de la voie ou de la manœuvre – raccrocher les wagons et faire en sorte qu'il y ait des locomotives disponibles pour transporter le matériel et les passager-es. Ce ne sont que des métiers en extérieur, des travaux exténuants qu'il faut assurer par tous les temps, qu'il neige ou qu'il pleuve avec une disponibilité constante et immédiate, en 3x8, les week-ends, avec l'interdiction d'exercer une autre activité professionnelle.

Ils se sont cassé le dos, ruiné la santé comme on a pu s'en rendre compte quand on les a vus arriver au tribunal : 850 dossiers déposés aux prud'hommes depuis 2005. C'est le plus grand procès en discrimination aux prud'hommes : 850 personnes !

DES SYNDICATS EN RETRAIT

Durant toutes ces années, il y a eu un manque flagrant de soutien de la part des syndicats. Sud Rail les a accompagnés jusqu'en 2004 et, voyant que les chibanis voulaient porter l'affaire aux prud'Hommes, les a laissés à leur sort. Aucun syndicat ne s'est engagé aux côtés des chibanis. On peut leur accorder une cohérence constante dans leur position... Ils n'ont jamais soutenu les immigré-es dans leurs luttes.

Quand on les interpelle, ils se contentent de répondre que la SNCF est dans son droit, les syndicats eux-mêmes ayant intégré le fait que ce sont des cheminots de seconde classe. Néanmoins, comme le disait Nacer El Idrissi de l'ATMF, il existait pourtant des conventions bilatérales signées sur la non-discrimination des salarié-es marocains et marocaines entrant sur le territoire français, conventions signées entre la France et le Maroc en 1976. Les syndicats auraient pu s'appuyer sur la convention 111 de l'OIT (Organisation Internationale du Travail), ou bien sur les accords de non-discrimination passés entre le Maroc et l'Europe, mais

on ne tient pas compte de tous ces accords ou conventions, on s'assied dessus. Les chibanis de la SNCF sont les aînés de tous les cheminots, parce qu'aucun cheminot français n'a eu une durée de travail aussi longue et même s'ils ont mené de nombreuses luttes aux côtés des syndicats, ces derniers se rangent du côté de la SNCF.

DISCRIMINATION : DERRIÈRE LE MOT, LA RÉALITÉ DES FAITS

La discrimination c'est un mot et dans le cas des chibanis de la SNCF, on peut y analyser des faits bien réels et une injustice plus que criante : ils n'ont pas évolué dans leur carrière et sont restés au plus bas de l'échelle. À cela s'ajoute qu'ils n'ont pas eu accès aux centres médicaux où les cheminots sont soignés gratuitement, pas plus qu'ils n'ont eu droit à la carte de circulation qui permet à n'importe quel cheminot de voyager gratuitement sur le réseau – ce n'est que vers les années 2000

qu'ils ont pu bénéficier de cette carte.

Un nuage de fumée
pour masquer les
discriminations...



Pour être juste, quelques autres avancées pourraient être mentionnées, mais elles sont restées minimales et très loin de rétablir un semblant même d'égalité. Ne parlons pas des discriminations par rapport aux salaires : sur un même poste de travail, les chibanis touchaient jusqu'à deux fois moins. Cette injustice, ils l'avaient intégrée, ils estimaient que les cheminots français étaient chez eux. De fait, ils n'étaient pas dans la revendication d'égalité de traitement, de par le manque de soutien syndical.



C'est une fois arrivés à la retraite qu'ils ont pris conscience, qu'ils ont réalisé l'injustice qui leur était faite. Arrivés à soixante ans, ils ont fait des simulations de retraite et en moyenne, leurs retraites étaient de 300 euros s'ils partaient à soixante ans, si bien que certains travaillent encore à 69 ans pour avoir une retraite correcte. Toutes ces années de labeur à la SNCF pour ça... Pour une retraite jusqu'à trois fois inférieure à celle des autres collègues cheminots. Alors qu'un cheminot, lui, partait à 55 ans – aujourd'hui un peu plus tard – de nombreux chibanis continuent à travailler bien au-delà de cet âge parce que leur retraite serait loin de leur permettre de vivre. Une injustice de plus.

LA NATIONALITÉ FACTEUR DE DISCRIMINATION

Le frein le plus puissant dans l'évolution de leur carrière et la reconnaissance de leurs droits a été la clause de nationalité. Tu n'es pas français, tu ne peux pas être au statut. La préférence nationale est un fait à la SNCF.



Cette clause de nationalité a été effacée dans les accords de Schengen et beaucoup de sociétés – EDF, Air France, la RATP, la Poste et bien d'autres – l'ont supprimée. C'est une avancée mais les limites sont évidentes, maintenant on ne prétend plus qu'ils ne sont pas français, mais on leur signifie qu'ils ne sont pas européens. Or je pense que la France a une histoire plus longue et plus proche avec les pays du Maghreb qu'avec l'Estonie par exemple. Mais cela nous engagerait dans un autre débat, celui de la colonisation...



UN MARATHON JUDICIAIRE

Ce qui doit être souligné, lorsqu'on parle des chibanis et de leur action en justice, c'est leur isolement. Aucune association ne les a suivis au fil des audiences. Quand on les informait sur ce combat, beaucoup d'entre elles se contentaient de reconnaître que c'était injuste, mais leur seul engagement se limitait à nous souhaiter bon courage.

La procédure a duré dix ans et pendant ces dix ans, les chibanis ont été convoqués par groupes. Seize groupes d'une soixantaine de personnes avaient été constitués alors que la justice est censée être individuelle.

Tandis que leur avocat ou leur avocate disposait d'environ 30 minutes pour présenter les dossiers de 60 personnes, la SNCF disposait du même temps pour avancer ses arguments.

Comme il est de règle aux prud'hommes, quand les deux juges côté employeur-es et les deux juges côté salarié-es ne réussissent pas à trancher, l'affaire est renvoyée en départage. Et dans le cas des chibanis, c'était renvoi après renvoi, si bien qu'ils ont dû supporter un véritable marathon judiciaire comparable à celui des mineurs marocains qui ont gagné au bout de près de 25 ans de lutte. Les chibanis de la SNCF en sont à dix ans de procédure. Certains sont morts en cours de procès et beaucoup au travail.

Du 23 au 27 mars 2015, 850 chibanis sont passés devant le Conseil des Prud'hommes de Paris. En l'absence de règlement entre les deux parties, ils sont tous passés devant un juge départiteur français blanc, car une juge française, d'origine marocaine, Karima Gassem, avait été écartée de cette affaire, parce que présumée partielle par ses supérieur-es après huit ans d'activités de juge. Ce doit être frustrant de se faire ainsi «juger» par ses pair-es.

Ils auront beau tordre la question dans tous les sens, objecter que leurs statuts sont différents, il faudra répondre clairement à cette question fondamentale, qui détermine l'état d'une société : les êtres humains sont-ils égaux au travail ?

À travail égal, salaire égal ?
À travail égal, protection sociale égale ?
À travail égal, retraite égale ?

Le délibéré de cette affaire de discrimination, de 850 chibanis par la SNCF, va être prononcé le 21 septembre 2015.

Chibanis VS SNCF

Le 21 septembre 2015, la SNCF a été condamnée à verser près de 170 millions d'euros de dommages et intérêts aux chibanis qui avaient porté plainte aux Prud'hommes, soit environ 200 000 € par personne. Néanmoins tous n'ont pas gagné, une vingtaine a été déboutée et a fait appel de la décision. À la sortie du tribunal, un cheminot chibani à la retraite se déclarait « cassé des pieds à la tête » par son travail au sein de la SNCF et, même s'il était content de ce verdict, il ajoutait « cela ne répare pas ma santé... et d'autres sont morts. » L'avocate, elle, déclarait « Nous avons déjà signalé que, si la SNCF faisait appel, nous allions augmenter les demandes qui, pour ce procès d'instance, ont été calculées à minima. »

La SNCF a attendu le dernier jour du délai légal pour faire appel de cette décision, déclarant que « le conseil des prud'hommes de Paris n'a pas pris en compte les nombreux éléments qu'elle a fournis, qui démontrent un traitement équitable de tous ses salariés »... Cet appel, suspensif, bloque le versement des indemnités. La lutte continue.

MÉMOIRE DES LUTTES : LA MARCHÉ

FARID L'HAOUA, porte-parole de la Marche pour l'égalité et contre le racisme en 1983.



Mon parcours de vie m'a obligé à me débrouiller tout seul et m'a amené à m'engager, à militer. Fils d'immigré-es, j'ai grandi dans une petite cité HLM à Vienne, dans l'Isère. Très rapidement j'ai eu la chance d'aller à Lyon pour participer à des luttes un peu plus importantes et un peu plus construites que celles auxquelles j'avais participé jusque-là.

PREMIÈRES ÉTAPES D'UN ITINÉRAIRE DE LUTTE

Pour ma première lutte j'avais 17 ou 18 ans, c'était à l'occasion du Printemps berbère¹ et des événements qui se sont déroulés en Algérie. Ensuite est venue la lutte contre le Code de la Famille qui, en Algérie, autorise tout homme à avoir un pouvoir, un ascendant direct sur sa femme, sur sa sœur. Et il est bon de rappeler que l'Algérie se nomme d'ailleurs République algérienne démocratique et populaire avec comme religion d'État l'Islam.

Ensuite, les premiers actes de violences policières et sécuritaires en France, les premières agressions auxquelles mes ami-es et mes camarades avec qui je jouais se trouvaient confronté-es, m'ont amené à militer à Zaâma d'banlieue. Et là nous nous sommes retrouvé-es bien seul-es. Le mot d'ordre de l'époque c'était l'autonomie ; l'objectif, nous débrouiller par nous-mêmes, filles et garçons ensemble.

1 - "Printemps berbère" désigne le mouvement de lutte pour l'officialisation de la langue tamazight. Il a duré plusieurs mois au cours de l'année 1980, en Algérie, notamment en Kabylie et à Alger. Des manifestations y réunissent des milliers de personnes et sont durement réprimées, l'université de Tizi Ouzou est occupée et la grève générale éclate en Kabylie. Au cours de la répression, 126 personnes sont mortes et 5000 autres ont été blessées parmi les manifestant-es. Aujourd'hui, la langue tamazight est une langue officielle et nationale en Algérie, mais les discriminations à l'encontre de la communauté berbère n'ont pas disparu.



Zaâma d'banlieue

Djida Tazdaït met sur pied en 1980 avec Nadia, Tim et Farida l'association de femmes de banlieue Zaâma d'banlieue, officiellement enregistrée en préfecture en 1982 en tant que Association Expression Jeunes Immigrés (AEJI). L'association s'articule essentiellement autour de revendications vis-à-vis de la police et de la justice, des contrôles d'identité abusifs et autres violences policières. Elle manifeste aussi sa solidarité avec les étudiant-es étranger-es en grève de la faim contre le décret Imbert qui les soumet à des pré-inscriptions et à des tests linguistiques. Elle ne participe pas à la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 par peur d'être manipulée et pour montrer une distance face à une initiative portée notamment par des membres de la Cimade (le père Christian Delorme et le pasteur Costil) qui n'étaient pas issus de l'immigration. En revanche, l'association participe activement à l'organisation des manifestations contre les crimes racistes ainsi qu'à celle des premières Assises nationales des associations de jeunes issues de l'immigration, qui se tiennent les 9, 10 et 11 juin 1984 à Villeurbanne et Vaulx-en-Velin, puis elle s'auto-dissout.

À l'époque, un certain nombre de questions ne se posaient pas comme elles se posent aujourd'hui.

Très vite, nous avons cherché des appuis, mais ni de la part de nos aîné-es, ni de ceux et celles qui les entouraient, ni au niveau de la mairie nous n'avons trouvé de soutien. Pas même non plus de la part de nos organisations, par exemple de la part de l'Amicale des Algériens en Europe¹ qui était plus là pour nous encadrer et nous empêcher de faire des choses par nous-mêmes.

1 - Dans les années soixante et soixante-dix, les AAE (Amicale des Algériens en Europe) se développent en France et servent de lien entre le gouvernement algérien et ses ressortissant-es en Europe. Elles se font en quelque sorte le relais des consulats et du gouvernement algérien et peuvent éventuellement aider dans les démarches auprès des autorités françaises. Il semble que leur fonctionnement pouvait être assez rigide et pyramidal, ayant autant un rôle de contrôle que peuvent l'avoir des administrations.



Abdellali Hajjat



Éditions Amsterdam

Nous avons donc grandi par nous-mêmes, tout doucement par nos luttes, nos actions. Cela s'est fait au prix de la sueur et des larmes parce que certains et certaines d'entre nous ne sont plus là, ont disparu.

À tous et toutes, filles et garçons, jeunes et vieux, je vous conseille de lire *La Marche pour l'Égalité et contre le Racisme* d'Abdellali Hajjat qui, en utilisant surtout les archives administratives de la police et de la préfecture, a écrit un magnifique livre sur la Marche.

Dans cet ouvrage, l'accent est mis sur l'aspect post-colonial du traitement que l'on a réservé à toute cette partie-là de la jeunesse de France et qui a été le nôtre.

À l'époque de la Marche, j'avais 25 ans et j'étais un peu plus mûr, je faisais partie de la FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés). C'est de cette façon-là que je suis entré dans la Marche. Je devais juste organiser une étape entre Valence et Lyon. Il se trouve que les marcheurs et les marcheuses ont souhaité que je reste avec elles et eux, que je participe à cette affaire-là.

EN RÉPONSE À LA MONTÉE DES VIOLENCES RACISTES ET SÉCURITAIRES

Au départ, la dénomination de la Marche était *Rengainez, on arrive!* ce qui l'axait vraiment sur les violences policières et les crimes sécuritaires qui s'étaient succédés. Toumi Djaidja, qui était président de SOS Avenir Minguettes¹, une association loi 1901, venait de recevoir une balle dans le ventre en juin 1983, à Lyon ou plus précisément à

1 - Au printemps 1983, en réaction à de nombreuses violences policières, des jeunes du quartier des Minguettes (à Venissieux, banlieue sud de Lyon) organisent une grève de la faim et créent l'association SOS Avenir Minguettes, avec pour président Toumi Djaidja, un des initiateurs de la Marche de 1983. Ils revendiquent l'arrêt des violences policières, ainsi que la reconnaissance des crimes racistes.

Vénissieux où la situation était déjà plus qu'explosive, à la limite de la guerre civile, puisqu'on avait élevé des barricades et que des armes circulaient dans tous les quartiers populaires.

Deux grosses tendances étaient en présence. De mémoire – ma mémoire – il y avait d'un côté des autonomistes très actifs et actives en région parisienne, le MIB (Mouvement de l'Immigration et des Banlieues, inspiré du mouvement Rock Against Police¹) et de l'autre, côté région lyonnaise, Zaâma d'Banlieue et un autre mouvement beaucoup plus en lien avec les organisations de solidarité autour de la Cimade et plus "éducation populaire".

À l'origine de la Marche, l'affaire Toumi Djaidja, bien évidemment. Et puis l'attentat de Marseille, commis dans un camp gitan de la Cayolle où une bombe avait explosé et tué un enfant.

Il faut se rappeler le contexte de l'époque : une période caractérisée par une montée de l'extrême droite, organisée, structurée, bien aidée par les pouvoirs en place et qui n'hésitait pas à commettre des crimes racistes et sécuritaires.

UNE EXPÉRIENCE FORMATRICE

Au départ, la Marche était une sorte de cri de rage, on voulait se faire entendre et il se trouve que l'initiative a eu un certain écho. Comme on dit, la mayonnaise a pris.

Le contexte, c'est aussi le développement des radios libres, du droit d'association, une certaine gauche au pouvoir. Bien sûr, il n'y avait pas d'internet, pas de téléphones portables, les journalistes, comme



1 - Mouvement qui a pris le relais du Rock Against Racism : concerts gratuits dans les cités, journaux, tracts, soutien aux familles touchées par les violences policières et les crimes racistes. Le mouvement était présent dans les banlieues marseillaises, lyonnaises et parisiennes dans les années 1980.

celles et ceux de Sans frontière, Radio Gazelle ou Radio Beur, faisaient des cassettes qui circulaient par le train, par un système de porteurs et porteuses de cassettes. Cela mettait un certain temps, mais nous étions somme toute bien organisé-es.

Il existait également le magazine *Sans frontière*. Une certaine effervescence donc. Et pour nous qui n'étions jamais sorti-es de nos quartiers, qui ne savions pas même où était la Palestine, l'Afrique du Sud et qui ne savions pas comment était la campagne française, la France et ses autres habitant-es, avec *Sans Frontière*, on a eu ce lien avec nos ami-es marocain-es et tunisien-nés. On a eu, aussi et surtout, le lien avec les générations précédentes, avec les ouvriers et ouvrières qui menaient des luttes tout en étant tout à fait isolé-es. On a fait ce travail de mémoire avec nos pères et nos pairs, nos semblables.

LA MARCHÉ

Je ne vais pas en faire une analyse, je préfère m'en tenir à ce que j'ai vécu, à mon souvenir à moi. La Marche, c'était un groupe de garçons et



de filles (Khéra, Fatima, Cécile, Malika, Marie-Laure, etc). Des femmes fantastiques, qui avaient déjà une vie fabuleuse.

Durant ce périple j'ai fait des photos, j'avais un bon appareil reflex –un mois de salaire! Et ces photos, je les ai gardées presque quinze ans dans un classeur. Et

un jour je les ai sorties : j'en avais marre que tant de gens puissent se prétendre « marcheur de 83 », « marcheuse de 83 » ou ayant fait la Marche. Tous et toutes dans leur CV mentionnent leur participation à cette marche.

Certaines et certains sont devenu-es ministres ou secrétaires d'État. Il y a bien sûr Azouz Le gag¹ (et si je me permets cette ironie à son égard,

1 - Il s'agit d'Azouz Begag, politique et écrivain français, ancien ministre délégué à la Promotion de l'égalité des chances sous le gouvernement De Villepin, de 2005 à 2007.

c'est en réponse aux insultes que ce monsieur a proférées publiquement contre nous).

À partir des clichés pris, j'ai fait un travail de mémoire qui a donné lieu à un livre de photos¹, des photos que j'avais faites à l'époque pour montrer de l'intérieur les événements, tout ce qu'on a pu traverser comme émotions dans une histoire où l'on n'a rien gagné. Aucun ni aucune de nous n'est devenu-e millionnaire et ce n'est pas un regret mais bien une fierté que j'exprime ici : on a tous et toutes eu nos vies, bonnes et mauvaises,



certains et certaines d'entre nous ne sont plus là, mais le temps, la vie a fait son œuvre.

Je dirais que cet événement a été – cela va peut-être choquer certaines personnes – un énorme dépucelage, un dépucelage idéologique pour une génération d'enfants de la République, filles et garçons qui avaient grandi dans les quartiers populaires.

SUR LA ROUTE DE L'ÉMANCIPATION

Je suis arrivé en France, j'avais deux ans, j'ai grandi dans les bidonvilles, les cités. Je me suis émancipé comme des millions d'autres. Des personnes pour qui on s'était battu-es, cette marche, ça leur a mis le pied à l'étrier et certaines personnes sont entrées dans la militance et continuent à se battre. Je les considère avec bienveillance et respect.

D'autres ont fait carrière, Djida Tazdaït est devenue députée européenne, tout comme Karim Zeribi qui lui s'est retrouvé en difficulté².

1 - Farid L'Haoua, 1983 *La Marche inside. Pour l'égalité des droits et contre le racisme*, EMCC, 2014.

2 - Karim Zeribi est un ancien député européen EELV, mis en examen pour malversations.

Un regret cependant, que trop peu d'entre nous aient apporté dans le mieux vivre ensemble quelque chose de ce que nous sommes réellement, sans pour autant éprouver le besoin de se « blanchir » comme France Plus¹.



On n'a eu de cesse de dire qu'on était des Français-es à part entière et pas des Français-es à part. Et ce slogan n'a malheureusement rien perdu de son actualité.

Par ailleurs, dans le contexte de l'époque, la question de l'islamophobie ne se posait pas en ces termes : elle n'avait pas l'actualité qu'elle a aujourd'hui, peut-être n'étions-nous pas assez sensibles ou vigilant-es concernant cette question. Mais on se battait tout de même pour que l'Islam des parents et le nôtre, au sens spirituel et culturel, se vive dans les meilleures conditions possibles au sein de la République.

AU-DELÀ DES REVENDICATIONS

Un assassinat qui pour moi a été emblématique et qui s'est déroulé durant la Marche, c'est celui d'Habid Ghemzi² qui a été torturé et défenestré du train Bordeaux-Vintimille. Par sa sauvagerie, ce crime odieux avait créé un véritable électrochoc dans la société française d'autant qu'il venait après de nombreux autres assassinats. Plusieurs ouvrages d'ailleurs relatent ces crimes racistes.

1 - En 1984, Arezki Dahmani (maître de conférences à l'Université Paris-XIII) fonde l'association France Plus. Son but était la défense des droits des enfants d'immigré-es, en favorisant l'intégration et les droits civiques. Dans cette optique, il lance une campagne pour inciter les Français-es d'origine maghrébine à s'inscrire sur les listes électorales et à se présenter à diverses élections. France Plus reprend – au-delà de son discours électoraliste – de plus en plus les discours racistes des politiques dominantes et soutient en 1989 l'exclusion de deux collégiennes qui refusaient de retirer leur voile dans leur établissement scolaire. France Plus bénéficiait, de la part des pouvoirs publics, de subventions se montant jusqu'à 4 millions de francs par an (soit environs 600 000 €). L'association est liquidée en 1997.

2 - Son nom est aussi orthographié Habib Grimizi en langue française.

La Marche avait au départ pour revendication que le ministère de la Justice requalifie ces crimes et qu'ils soient passibles des Assises. Pour une mobylette volée, une chapardise, on pouvait prendre un an de prison ferme, pour avoir assassiné quelqu'un – un jeune Arabe – le criminel avait la possibilité de s'en sortir avec 6 mois de sursis.

La moitié des participant·es à la Marche étaient des enfants de travailleurs immigrés algériens, la moitié des enfants de Harkis. Et cela a été la rencontre avec une histoire que nous ne connaissions pas, nous, jeunes.

La Marche a ainsi été pour moi une occasion de me réapproprier une partie de ma mémoire, de la mémoire de mes parents, de l'histoire du pays et même du continent d'où je venais.

Elle a été aussi l'occasion de comprendre les codes de la société française, de m'en emparer et de voir comment fonctionnaient et la société et l'État français... Et puis ce que j'ai appris et que je n'ai jamais oublié, c'est que la lutte contre le racisme, contre tous les racismes, c'est un combat journalier, quotidien, et pas seulement à l'occasion d'une journée, mais un combat de tous les jours.



MÉMOIRE DES LUTTES : LA MARCHÉ

YUCEF SEKIMI, participant à la Marche pour l'égalité et contre le racisme en 1983.



J'ai rejoint la Marche à Feyzin par un concours de circonstances. Je n'ai eu pas le même itinéraire que mon collègue Farid L'Haoua. Outre qu'il est resté Algérien et que je suis Français, j'étais loin d'avoir le même parcours militant que lui quand j'ai rejoint la Marche. Je parlerais de concours de circonstances : pour moi le point de départ, c'est un problème qui s'est passé dans le quartier, le frère de mon ami a été canardé par son voisin avec un fusil 22 long rifle. Il a eu la chance de n'être que blessé au niveau de la jambe et de s'en sortir. Lorsqu'il a voulu aller porter plainte au commissariat, on l'a mis dehors en prétextant qu'il n'était qu'un délinquant et qu'il n'avait pas à porter plainte.

C'était tout près d'ici, à Firminy, dans la vallée de l'Ondaine, une vallée industrielle ou plutôt anciennement industrielle puisque tout a été démantelé. Une grosse entreprise –Creusot-Loire– était implantée là et autour d'elle, les cités, bien évidemment.

NE PAS ATTENDRE D'ÊTRE TOUCHÉ·E POUR RÉAGIR

Comme c'est aujourd'hui encore le cas pour les violences policières et les crimes sécuritaires, il faut être touché·e pour pouvoir réagir. Il faut chaque fois être mis·e dans de pareilles situations, aussi dramatiques, pour s'engager dans le militantisme antiraciste. Ça a été mon cas.

Fait du hasard, deux jours plus tard, dans un local, on a vu une affiche : une charentaise et une babouche se côtoyaient, marchant ensemble. Son intitulé : "Marche pour l'Égalité et contre le Racisme". Ça nous a parlé directement.

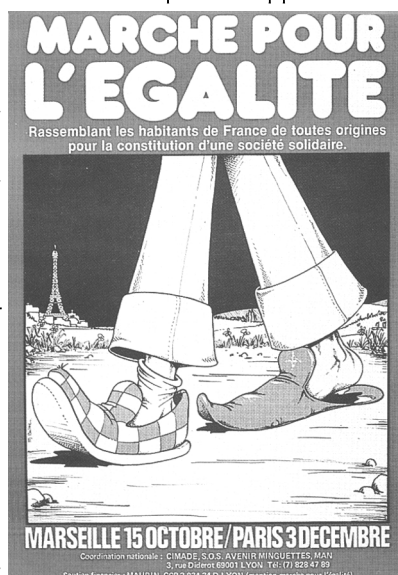
Cette marche passait à Feyzin, on y est allés et on a rencontré les jeunes des Minguettes : Toumi, Djamel et bien entendu Farid. Immédiatement, on s'est sentis mobilisés pour marcher, d'abord de Feyzin aux Minguettes. On a rencontré beaucoup de jeunes comme nous, on a discuté et lorsqu'on a senti que les gens étaient tous et toutes concernés par ce problème énorme – le racisme et les crimes racistes – que beaucoup étaient motivés pour aller jusqu'à Paris, alors avec le copain de Firminy qui m'accompagnait, on a décidé de continuer. Cela nous concernait, il fallait qu'on soit solidaires et que l'on apporte notre pierre à ce mouvement-là.

C'était une aventure pas évidente et parfois même difficile, surtout lorsqu'en milieu de chemin, on a appris qu'un crime raciste avait encore été commis¹ alors même justement qu'on marchait pour les dénoncer. Difficile parfois aussi lorsqu'il fallait convaincre et attirer le maximum de sympathie de la part de Français et Françaises qui ne se sentaient pas concernés ou qui n'étaient pas au courant.

CHANGER NOTRE IMAGE

Dans les années 80, comme le dit Farid L'Haoua, le jeune immigré n'est connu qu'au travers des faits relatés par la presse et la télé, que par l'image qui est donnée de lui.

Notre parcours, c'était les petites villes et les villages où l'on ne nous connaissait pas et nous, on se présentait et on disait : *« Voilà ce qu'on est, on a deux pieds, deux jambes, on parle, on mange... et on a aussi un cerveau. Et on voudrait bien avoir les mêmes droits que vous »*.



1 - Habid Ghemzi ou Habid Grimzi, passager du train Bordeaux-Vintimille a été défenestré par des candidats à la Légion étrangère, le 14 novembre 1983.

À vrai dire, c'était l'égalité des droits qui nous intéressait et nous motivait : j'estime que quand on a les mêmes droits, toutes les barrières tombent et on a tout gagné.



On est allé-es à la rencontre des gens : des personnes très accueillantes dans l'ensemble, c'était une véritable découverte des deux côtés. Nous, on découvrait des Français-es et ça nous sortait de nos banlieues, des paysan-n-es avec qui on n'avait pas le même mode de vie. Il y a eu vraiment une rencontre tout à fait formidable.

À Grenoble, des milliers de personnes de toutes origines, les associations marocaines, tunisiennes, turques, espagnoles avec leurs banderoles, nous attendaient. Cela faisait vraiment chaud au cœur et cela nous a aidé à continuer le combat.

UN COMBAT CONFISQUÉ

Notre combat a été quelque peu détourné, je dirais même volé et ça s'est décidé en haut lieu. Le gouvernement avait décidé de s'accaparer le mouvement. D'ailleurs au milieu de la Marche, on voyait la protection policière et les RG¹.

Nous étions pour la plupart des novices en politique puisque nous n'avions aucune expérience associative ou politique. Du coup la récupération n'a pas été trop difficile et dès lors, des gens extérieur-es ont pu penser pour nous –je dirais même à notre place. Ils et elles ont pu et su imposer leur slogan paternaliste "Touche pas à mon pote", ce qui signifie clairement que c'est moi qui suis le pote et que c'est elles et eux qui me défendent. Et nous qui avons marché pour l'égalité...

¹ - Les RG (Renseignements Généraux), ancien service de police devenu aujourd'hui Service central de renseignement territorial, avaient pour mission le renseignement intérieur.

Cela nous a rendu·es amer·es, on a été dépossédé·es de notre mouvement. En tout cas, c'est une opinion qui est partagée par beaucoup d'entre nous. De l'amertume, on en a eu, c'est vrai, mais nous, qui sommes resté·es militant·es, n'oublions pas ce que la Marche nous a apporté et que c'est là-bas qu'on s'est formé·es.



DÉBAT

MÉMOIRE DES LUTTES : LA MARCHÉ

LEÇONS À TIRER

Un an après la Marche, dans les villes qu'elle a traversées, ce sont près de 400 associations qui ont été créées, répondant à un réel mouvement venant d'en bas. Et l'échec – mais ce n'en est pas véritablement un – c'est que ces associations ont assez rapidement périclité.

Si les bases existaient pour un mouvement national, la difficulté que l'on a eue a été de nous entendre entre nous. Des divisions parfois secondaires ont pris le pas sur l'essentiel tout comme des ego ont pris le pas sur l'intérêt général : on a laissé orpheline cette spontanéité qui venait d'en bas et qui ne demandait qu'un cadre.

La situation ne serait pas la même – et pas seulement pour l'immigration, mais pour toute la société française – si nous avions eu un mouvement auto-organisé et ça, on le paie très cher aujourd'hui.

DES POINTS DE VUE SUR LA RÉCUPÉRATION

À propos de la Marche, on a soutenu les marcheuses et les marcheurs, on s'est mobilisé-es. On a eu des éléments selon lesquels tout était déjà négocié de Lyon à Paris, pour qu'elles et ils soient reçu-es par Mitterrand.

Cette histoire de négociation, c'est un mythe, on ne pouvait pas prévoir l'ampleur que ça allait prendre à l'arrivée à Paris.

Au sein de la Marche, il y a eu effectivement des tentatives d'infiltration, de récupération. Mais c'est au tournant qu'on nous a eu-es, à la fin de la Marche, même si on n'a pas pris de gants avec elles et eux et qu'on les a expulsé-es tout de suite.

RÉPRESSION DES LUTTES : UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE COMPLICE

Juste après la Marche, en janvier 84, sous la présidence de Mitterrand, son premier ministre Pierre Mauroy a laissé les fachos du syndicat maison tabasser les ouvriers immigrés chez Talbot-Poissy... Pierre Mauroy allant jusqu'à traiter les ouvriers immigrés d'islamistes, de chiites, tout cela parce qu'ils avaient des revendications (toilettes, salles de prière, etc.). Ils se sont fait caillasser par les agents de maîtrise et sur cet épisode, il y a des images terribles¹.

LES CHIBANIS ET LES CHIBANIAS

UN RACISME QUI S'INSTITUTIONNALISE

À l'époque, ces chibanis et chibantias étaient jeunes et cette époque était pénible. Qu'on se rappelle les ratonnades. Qu'on se souvienne des personnes enfermées dans leur lieu de travail, dans l'agriculture, dans le Sud de la France, de ces personnes auxquelles on interdisait l'accès aux cafés et je prendrai l'exemple de la Corse où elles ne pouvaient même pas aller à la poste pour envoyer l'argent à leur famille, si bien qu'il y avait un courtier qui se déplaçait, qui apportait l'argent en liquide au bled.

Si les chibani-as ont lutté dans les usines où ils et elles ont rencontré d'autres ouvriers et ouvrières, par contre dans les fermes, c'était l'entassement à trente ou quarante sans pouvoir sortir. Ce n'est pas un mythe, c'était la réalité. Maintenant les formes de racisme se sont transformées. Il s'est structuré et institutionnalisé, mais il continue à diviser et à nous discriminer.

DERRIÈRE DES REPRÉSENTATIONS CONTRADICTOIRES

On dit souvent que les immigré-es frôlaient les murs, les rasaient, pensaient qu'il fallait s'intégrer et on affirme également le contraire.

1 - Des images d'archive sont visibles dans le film *Douce France, La Saga du mouvement beur*, Documentaire, Mogniss H. Abdallah et Ken Fero, 1993, 87 min.

Peut-on me dire comment les immigré-es vivaient leur état de dominé-es à l'époque? Et que révèlent en définitive ces deux affirmations contradictoires?

JUSTE RECONNAISSANCE... ON NE PART PAS DE ZÉRO!

"Nos vieux rasaient les murs"... Cette expression me fait horreur. Je vais peut-être être virulente, ce n'est pas parce qu'on subit la hagra qu'on rase les murs. "Raser les murs" exprime quelque chose de volontaire, que je n'accepte pas. On a l'impression qu'il s'agit de lâches qui baissent la tête. Avec peu de moyens, nos parents ont lutté. Par exemple, en 1958, en pleine guerre d'indépendance, nos vieux ont fait péter le terminal pétrolier de Mourepiane près de l'Estaque à Marseille!

J'ai envie de dire que la Marche est un héritage du MTA (Mouvement des Travailleurs arabes). Nous, on est toujours en train de se plaindre, on dit qu'on n'a pas de tracts en papier glacé, etc. Nos vieux eux, ils écrivaient les tracts à la main et ils les collaient sur les cabines téléphoniques. Ils ont bloqué le Sud de la France. Ils ont fait des manifs comme on n'arrive plus à en faire aujourd'hui... Et il ne faudrait pas oublier que nos vieux ont libéré nos pays!

Nos vieux dans les bidonvilles ramassaient du fric pour aider la lutte armée, dormaient avec des fusils. De fait, il y avait toute une auto-organisation qui existait. Lutter pour l'indépendance de son pays, j'appelle pas ça raser les murs, organiser l'immigration au service de l'indépendance de son pays, être solidaires des luttes à l'international, j'appelle pas ça raser les murs. C'est nous qui rasons les murs aujourd'hui, pas elles, pas eux!

Je suis certaine qu'il y a un problème de transmission de la mémoire des luttes. L'héritage de la Marche n'a pas été transmis aux plus jeunes. La question de la récupération est centrale, en prendre conscience pourrait nous éviter des erreurs. Finalement on est beaucoup à dénoncer le PS mais c'est un peu tard. Mais ce n'est pas un reproche que je vous fais ou que je fais aux marcheurs ou aux marcheuses, je découvre les choses grâce à vous. Il est regrettable que beaucoup de

jeunes ne connaissent ni la Marche, ni le 17 octobre 1961. Une chaîne a été rompue dans la transmission.

Moi j'ai la chance d'avoir ma grand-mère de 80 ans : elle me chante les chants de résistance, elle me raconte les récoltes de frie dans les bidonvilles, les armes cachées. Tout cela n'est pas transmis alors que ça pourrait être un moteur des luttes : on ne part pas de zéro !

ÉLÉMENTS DU CONTEXTE DE L'ÉPOQUE

Avant 1981, quand on n'avait pas la nationalité française, on avait une carte de séjour et il était impossible de militer dans une association, les immigré·es ne pouvaient pas constituer leur propre association. Même pour adhérer à un syndicat, ce n'était pas facile, on n'était pas l'égal des autres.

Aujourd'hui pour les jeunes, c'est compliqué à comprendre mais il faut le rappeler, les hommes immigrés étaient là uniquement pour travailler. D'ailleurs, ils étaient venus sans perspective de faire leur vie ici, d'avoir des enfants. Ils étaient là dans un cadre très précis : ils étaient là pour reconstruire la France. N'oublions pas que la Tunisie et le Maroc étaient à l'époque des protectorats, ce qui n'était pas le cas de l'Algérie et qu'en conséquence, entre les Algériens, les Marocains et les Tunisiens, il y a des histoires complètement différentes avec des textes de lois totalement différents. Les femmes quant à elles, quand elles étaient là, figuraient sur la carte de résident du mari.

Dans ce contexte de manque de droits, la bataille était très difficile pour nos parents. L'exploitation ouvrière telle qu'ils l'ont connue, on ne sait plus vraiment ce que c'est.

Raser les murs, puisque certains et certaines disent qu'ils rasaient les murs, c'est bien ça : ne pas être dans la société civile, ne pas en être membre, en être exclu·e. C'est vivre dans des bidonvilles, dans des HLM pourris, quand ils existent.

Jusqu'aux années 1975-1980, le statut juridique de l'immigré·e a été un obstacle objectif aux luttes, obstacle auquel il faut ajouter le contrôle

des Amicales et les conditions de logement qui séparaient les immigré-es du reste de la société. Dans ces conditions, quand l'immigré-e arrivait, il ou elle ne pensait même pas à lutter mais devait avant tout se débrouiller avec sa vie quotidienne car comme toujours la précarité absolue étant un frein à l'entrée en lutte.

Malgré ce contexte-là, des luttes vont se développer : c'est le Mouvement des Travailleurs Arabes (MTA) qui a été capable d'organiser une grève pour visibiliser le problème des crimes racistes, ce sont les grèves dans les usines Pennaroya à Lyon en 1972, les grèves des foyers Sonacotra, etc.

Savoir si nos parents rasaient les murs ou luttaient, c'est s'enfermer dans un faux débat, en fait ils rasaient les murs et ils luttaient.

UN PASSÉ QUI A DU MAL À PASSER

La question de la transmission de la mémoire des luttes des parents vers les enfants est importante. Avant la Marche, il y a eu des luttes.



On a parlé des chibanis de la SNCF. Si on n'a pas beaucoup vu leurs enfants au procès, c'est parce qu'ils ne veulent pas les dégoûter, ils ne veulent pas leur faire voir leur misère.

Dans des situations comme celles-là, on a souvent affaire au silence, et ce silence doit être interprété avant tout comme une affirmation de dignité.

TOUJOURS DISCRIMINÉ-ES ET SOCIALEMENT DISTANCÉ-ES

On ne peut pas comprendre la situation des chibanis et chibanias si on ne prend pas en compte la problématique de la vieillesse. On parle de gérontologie, d'isolement et de manque affectif. Toute cette force de travail, c'est le patronat qui est venu la chercher et après l'avoir pressée comme un citron, on lui a dit « Dehors ! ». Mais nos parents ne

sont jamais repartis ni rentrés au pays. Et dans cette société de confort, ils se sont fait distancer socialement, culturellement, humainement.

DES MUTATIONS DIFFICILES À VIVRE

Nos parents avaient toujours la valise en haut du placard et cette habitude n'a disparu qu'il y a dix ans environ. Mon père, aujourd'hui décédé, s'est fait rouler dans la farine au niveau de la retraite.

La question des chibanis, c'est qu'à un moment on a essayé de trouver des solutions autour de la problématique de ces nouvelles migrations, c'est-à-dire partir et revenir, vivre l'entre-deux, être là-bas et ici. On a créé des contrats, des logements avec Aralis à Lyon pour que les chibanis puissent mutualiser les appartements, qu'ils soient habités tout le temps de façon à continuer à toucher l'aide au logement.

ARALIS et ADOMA

Après 1945, une sévère crise du logement touche la France du fait de la vétusté des bâtiments, des bombardements, mais aussi des déplacements de population. Pour la reconstruction du pays, le gouvernement fait appel en masse à des travailleurs d'origine étrangère. La Maison de l'Afrique du Nord est créée à Lyon en 1951 afin de les héberger dans des logements provisoires. Les étrangers, très majoritairement des hommes seuls, sont mis à l'écart du reste des travailleurs et des travailleuses et stigmatisés. Au milieu des années 1960 l'association change de nom pour s'appeler "Maison du Travailleur Étranger", les personnes hébergées étant tout aussi bien originaires d'Afrique du Nord que de l'Espagne, de l'Italie ou de la Turquie. La précarité allant bon train, l'association est amenée à héberger un public précaire de plus en plus divers, comprenant des femmes seules, des étudiant·es, des Français·es précaires, etc. L'hébergement de ce nouveau public impose un nouveau changement de dénomination de l'association. Elle devient ainsi en 1994 l'ARALIS (Association Rhône-Alpes pour le Logement et l'Insertion Sociale). Gestionnaire des politiques publiques, elle suit les différents plans quinquennaux de traitement des foyers de

travailleurs migrants. Cette association se définit aujourd'hui comme une association d'insertion par le logement. En parallèle, Adoma, l'ex-Sonacotra, a été créée en 1956 sous le nom de Sonacotral (SOciété NAtionale de COnstruction pour les TRavailleurs ALgériens) par les pouvoirs publics afin de résorber les bidonvilles et d'accueillir les travailleurs algériens dans un contexte de grave pénurie de logements sociaux. Cette association nationale suit les évolutions d'Aralis. La mise à l'écart du prolétariat immigré célibataire à travers ces structures a été fortement combattue dans les années 1970. Une grève des loyers se met en place de 1975 à 1980 pour dénoncer l'augmentation des loyers, la reconnaissance de comités de résidents et la fin des contrôles racistes.

Pour les chibanis et les chibanias, les choses se sont précipitées. Ils et elles ont dû affronter des mutations, ont perdu le lien familial avec le pays d'origine et nous, notre génération, on a cassé le lien avec le mythe du retour.

Nos parents pensaient qu'on allait repartir, ils l'ont toujours pensé. La seule chose, l'insoutenable, c'était l'espoir de mourir là-bas pendant les vacances.

Les hommes partent beaucoup plus tôt que les femmes, c'est biologique, c'est comme ça. Et aujourd'hui, on trouve plein de veuves, de mères de famille qui dans les quartiers sont seules et qui continuent à faire des ménages pour élever leurs enfants qui ont entre trente et quarante ans. Je vois des situations très complexes, on essaie de trouver des solutions. Il y a beaucoup d'associations mais dans bien des cas, la situation reste préoccupante.

LE SORT DES CHIBANIS, UN SIGNE AVANT-COUREUR

À propos des chibani-as, ce n'est pas qu'une question de vieillesse, c'est une question de droits. Aujourd'hui, les vieux sont criminalisés, judiciarisés. Je parle des personnes qui sont dans les foyers mais il ne faut pas

Ces chibanis et ces chibanias sont bien le phare de la misère sociale qui est organisée et le sort qui leur est fait préfigure sans aucun doute, si on ne les soutient pas, si on ne lutte pas, ce qui nous attend.

Juste une information : un film vient d'être tourné sur la problématique des chibanis, de leur histoire, de leur parcours, des problèmes qu'ils rencontrent et de leurs difficultés actuelles.

Comie Strip Production présente

**Perdus entre deux rives
Les Chibanis oubliés**

un film de
Rachid OUJDI

produit par **Thierry ALFALOU**

réalisateurs
MOUSS et HAKIM
(origines Comédiens)

Images : Jean-Christophe CALVET - son : Gérard CENET - Jean-Benoît COSTE - Montage : Martine ARIMOND
Eclairage : Jean-Luc C. - musique : Jean-Luc C. - Titres : Jean-Luc C. - Titres : Jean-Luc C. - Titres : Jean-Luc C.
Production : Comie Strip Production - Coproduction : Comie Strip Production - Coproduction : Comie Strip Production
Distribution : Comie Strip Production - Distribution : Comie Strip Production - Distribution : Comie Strip Production
Un film écrit et réalisé par : Rachid OUJDI - Scénario : Rachid OUJDI - Réalisation : Rachid OUJDI
Montage : Rachid OUJDI - Musique : Jean-Luc C. - Titres : Jean-Luc C. - Titres : Jean-Luc C.
Un film réalisé par : Rachid OUJDI - Scénario : Rachid OUJDI - Réalisation : Rachid OUJDI
Distribution : Comie Strip Production - Distribution : Comie Strip Production - Distribution : Comie Strip Production
Un film réalisé par : Rachid OUJDI - Scénario : Rachid OUJDI - Réalisation : Rachid OUJDI
Distribution : Comie Strip Production - Distribution : Comie Strip Production - Distribution : Comie Strip Production

CONCLUSION

KAMEL BADAQUI, militant anti-capitaliste et anti-colonial, cofondateur du FUIQP et membre du FUIQP Paris.

DES LEÇONS À TIRER

Si nous avons des leçons à tirer des mémoires de nos luttes, et particulièrement de la Marche pour l'Égalité – je parle sans prétention aucune, je n'étais pas là en 1983 – ce sont avant tout deux choses fondamentales que nous avons placées au cœur de la construction de notre organisation.

C'est d'abord une vision politique claire. Les personnes qui ont participé à la Marche – et c'est tout à leur honneur – se sont mises en capacité de présenter des revendications (égalité, droit de vote, carte de 10 ans, etc.), mais ce qui leur a manqué, c'est d'avoir clairement formulé ces exigences et avec suffisamment d'insistance et de ténacité.

À l'exception de la régularisation des sans-papiers – et encore cette mesure était plus un cadeau fait au CNPF, l'actuel Medef, c'est-à-dire au patronat – le gouvernement n'a donné satisfaction qu'à des revendications sans grande incidence financière et qui ne lui coûtaient finalement pas grand-chose : la carte de 10 ans ou la suppression du décret de 1939 portant sur l'impossibilité pour les immigré·es à se constituer en association.

Ce qui a également fait défaut, c'est le manque d'autonomie politique. Je ne développerai pas, les témoignages des marcheurs suffisent en eux-mêmes et doivent nous mettre en garde contre les tentatives de récupération toujours possibles dès lors que ne s'affirme pas une vision politique claire.

En fait, vision politique claire et autonomie politique sont indissociables et représentent les deux piliers sur lesquels il faudrait vraiment qu'on avance et qu'on progresse.

NE PAS CÉDER AU PESSIMISME

Faute de dire ce que l'on peut faire, on pourrait déterminer pour le moins ce qu'il faut éviter de faire, ce qu'il ne faut pas faire. En premier lieu, ne pas succomber au pessimisme, autrement dit, ne pas avoir la défaite dans la tête.

Celles et ceux qui nous ont précédé-es, nos aîné-es d'hier et d'avant-hier, durant les guerres de libération nationale et malgré l'asymétrie des forces matérielles, se sont toujours dit "il faut qu'on se batte". Nous devons suivre leur exemple et dire nous aussi qu'il faut qu'on se batte, qu'on construise pas à pas, qu'on combatte ce nihilisme ambiant, qu'on dépasse cette accusation selon laquelle nous serions incapables de nous organiser comme si nous avions, nous les Arabes, une maladie congénitale qui nous en empêcherait.

Au contraire, ce sont nos adversaires qui devraient avoir la défaite dans la tête parce que nous, nous allons avancer, il faut que l'on avance, c'est une nécessité à laquelle on ne peut se soustraire!

CINQUIÈME TABLE RONDE

L'IMPÉRIALISME



L'IMPÉRIALISME

KAMEL BADAOU, militant anti-capitaliste et anti-colonial, cofondateur du FUIQP et membre du FUIQP Paris.

La question de l'impérialisme a été mise au programme des Rencontres du Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires pour deux raisons essentielles que je développerai plus tard. Mais dès à présent et même s'il faut s'entendre sur ce qu'est l'impérialisme et bien le définir, je voudrais, en préalable, indiquer que, sur cette question, nous ne sommes pas neutres et que nous ne voulons pas l'être.



NE PAS ÊTRE NEUTRES

Être neutres sur la question de l'impérialisme, ne pas en parler, ne pas l'aborder de front a pour conséquence première de permettre à ce système de perdurer, c'est participer à sa perpétuation.

Nous sommes contre ce système-là et nous assumons pleinement notre position ferme et entière, sans concessions.

L'IMPÉRIALISME, C'EST D'ABORD LA GUERRE

Première raison pour en parler, c'est que l'impérialisme, c'est la guerre et que la guerre coûte de l'argent, des sommes considérables qui sont englouties. Le lien avec les quartiers populaires est évident, l'argent consacré à la guerre, c'est de l'argent en moins pour les quartiers populaires – pour le logement, pour la santé, pour l'éducation, etc.

Il y a un lien direct entre la régression sociale, la guerre sociale contre les quartiers populaires et la guerre qui est faite aux peuples à l'échelle internationale. Il est important de faire le lien entre ces deux guerres-là. Le lien qui unit d'une part, les exploités, les immigrés dans leurs problèmes spécifiques et d'autre part, les peuples qui subissent les agressions impérialistes, c'est le soubassement, l'architecture même

du front que l'on veut construire, sa raison d'être. Ce lien est une dimension essentielle à prendre en compte dans l'élaboration de nos décisions et de nos positionnements et qu'il nous faut veiller à concrétiser au mieux dans nos actions.

L'IMPÉRIALISME, C'EST TOUJOURS LA GUERRE



La presse, les médias ont dénombré depuis le début du millénaire plus de 200 guerres, conflits majeurs, locaux ou régionaux et on pourrait encore en augmenter le nombre si on prenait en compte les conflits larvés.

Il est à noter que le continent africain est particulièrement touché – plus d'une vingtaine de guerres et de conflits avec une spécificité qui interroge: la plupart des conflits ne sont pas interétatiques mais plutôt des conflits internes aux États, provoqués, alimentés et soutenus par des puissances étrangères,

en premier lieu les États-Unis, mais aussi la France, l'Allemagne, etc.

Il est à observer également que ces guerres qui sont autant de routes de sang – du sang des peuples – sont les mêmes que les routes des richesses naturelles, des matières premières, de l'énergie et particulièrement du pétrole.

Ce n'est pas nouveau en soi. Depuis toujours les guerres, à l'origine, ont été des guerres pour la conquête de territoires, pour l'accaparement de richesses naturelles. C'est de plus en plus visible et évident, malgré les discours qui cherchent à le cacher. Ce n'est pas un hasard si les régions les plus touchées par les guerres ou les entreprises de déstabilisation sont celles du Moyen-Orient, des pays arabes ou musulmans, comme l'Iran, qui recèlent près de 70% des richesses pétrolières.



Il ne s'agit pas d'une simple coïncidence. Il faut que l'on comprenne bien que finalement, comme je le répète souvent en me référant à Friedrich Engels, la guerre est une violence phénoménale lorsqu'on voit le nombre de victimes qu'elle occasionne mais qu'au fond, la violence la plus déterminante est exercée pour asseoir une violence économique: celle du système capitaliste. Comme Mathieu Rigouste¹ le rappelait tout à l'heure, les forces de répression elles-mêmes sont des forces qui ont pour mission d'étendre l'hégémonie du capitalisme et de rendre pérenne ce système économique.

Dans le même temps que nous affirmons que l'impérialisme, c'est la guerre, il nous faut également ajouter que l'impérialisme, c'est aussi la domination économique des peuples et il est fondamental de ne pas inverser les causes et les conséquences.

L'IMPÉRIALISME, C'EST LA DOMINATION D'UN SYSTÈME

Au niveau mondial, notamment depuis l'effondrement du camp socialiste, de l'URSS, il n'y a plus de contre-pouvoir et les relations internationales sont gérées par les États dominants entre eux, les États-Unis en premier lieu avec leur potentiel économique, la puissance de leurs monopoles, mais aussi le Canada, le Japon, l'Allemagne, la France.

Même si des contradictions peuvent opposer ces différents impérialismes, que ce soit pour le contrôle des matières premières ou la concurrence commerciale dans la course effrénée au monopole, l'enjeu reste toujours celui de la domination.

Et que cette domination soit celle d'un pays ou d'un autre, cela ne change rien, elle reste la domination d'un système.

L'IMPÉRIALISME, C'EST ENCORE LA GUERRE EN PALESTINE

Au premier rang de ces guerres, celle faite au peuple palestinien. Si le FUIQP et tous ses comités de base sont actifs sur cette question, on doit se mobiliser encore davantage et être encore plus offensifs, offensives et plus impliquées dans la solidarité avec le peuple palestinien.

1 - Se rapporter à l'intervention de Mathieu Rigouste, «*Développement des forces de répression et crise du système capitaliste*» (p.74) et à l'encart sur l'histoire de la BAC (p.95).



Au niveau politique, deux ou trois points me semblent importants à relever :

– d'abord il faut que l'on combatte l'idée que la question palestinienne est une question humanitaire ou même une question religieuse, jusqu'à ce qu'elle soit totalement éradiquée dans la tête des gens. En ce domaine, nous devons être extrêmement vigilantes. Il est impératif de ramener la question de la lutte du peuple palestinien à la question des luttes anti-coloniales ;

– il faut que l'on combatte également l'idée que la question palestinienne ne peut être résolue que par la négociation, ce qui revient à dire que l'on serait dans une situation de responsabilité partagée entre les peuples palestinien et israélien. Cette idée tente de faire oublier que ce dernier est l'occupant. Dans une occupation coloniale, il n'y a pas, il n'y a jamais de responsabilité partagée ; il n'y a que l'inégalité de l'occupation à l'état brut. Toute la solidarité avec le peuple palestinien doit être construite à partir de là ;

– dernier point, il faut nous appuyer sur la résolution 194 de l'ONU du 11 décembre 1948 qui reconnaît de manière incontestable le droit collectif et individuel des Palestiniennes et Palestiniens au retour. Il nous faut mieux la faire connaître, le fil rouge de la question palestinienne étant bien le droit au retour.

Pour autant, il n'est pas question pour nous de jeter l'anathème sur les actions de solidarité qui se développent en direction de la Palestine, que ce soit la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) ou d'autres initiatives, on peut seulement regretter qu'elles ne soient malheureusement pas assez nombreuses.

Néanmoins, si on veut progresser et contribuer totalement à la lutte du peuple palestinien, on ne peut faire l'impasse sur la question des réfugiés et on doit agir pour qu'elle revienne à l'ordre du jour de notre solidarité. J'ai mentionné précédemment que la résolution 194 affirmait le droit collectif et individuel des réfugiés palestinien-nes au retour. Il nous faut bien insister sur le droit collectif car certains et certaines voudraient restreindre le droit au retour en le réduisant à un droit

individuel et par là-même faire dépendre de négociations cette question, c'est-à-dire se donner la possibilité de traiter les cas un par un. Par une telle opération, dont le véritable but est de donner le change à la communauté internationale, l'État d'Israël, tout en feignant d'appliquer la résolution, la viderait de son contenu le plus essentiel. Chaque réfugié-e se retrouverait alors isolé-e, en position de faiblesse face à un État colonisateur qui déciderait en dernière instance de qui aurait le droit de revenir ou non.



Celles et ceux qui seraient dupes de cette manœuvre – ou pire celles et ceux qui s'y prêteraient – porteraient, consciemment ou non, un tort irrémédiable au peuple palestinien ainsi qu'à chaque Palestinien, chaque Palestinienne, un tort extrême à la résistance palestinienne. D'autant qu'il ne faut pas oublier que l'essentiel de la base sociale de cette résistance est constituée de réfugié-es de 1948, en particulier ceux et celles de Gaza qui survivent, dans les conditions que l'on sait, dans une prison à ciel ouvert.

ONG ET SOCIÉTÉ CIVILE EN QUESTION

On ne peut terminer sans aborder le problème des ONG et de la société civile, problème qui affecte d'ailleurs également le peuple palestinien.

Partout dans le monde, sur tous les continents, les dégâts dont sont responsables les États et les gouvernements capitalistes sont

monstrueux. La parade mise en place pour panser les plaies les plus criantes et déjouer la contestation du système qui en est responsable, c'est de susciter et de développer à grande échelle des ONG qui, pour certaines, ont des budgets équivalents à ceux de certains États d'Afrique.

Si les ONG et la société civile ont pour mission première de réparer les dégâts causés et de masquer les responsabilités des États capitalistes qui agressent les peuples, en second lieu, et c'est tout aussi grave, elles masquent les rapports de classe inhérents à ce type de système.

Si l'on analyse bien ces ONG – et je reviendrai un peu plus tard sur le parallèle que l'on peut établir avec les associations de quartiers – nombre d'entre elles se créent autour d'intérêts spécifiques. S'ils sont légitimes pris en eux-mêmes, ils n'en restent pas moins particuliers et si divers que cela produit une horizontalité qui, en fin de compte, engendre surtout de l'éparpillement et la fragmentation des luttes. On parlera du problème des accidents de la route, du problème des licenciements, du problème du climat, chacun individuellement sans jamais les relier entre eux, les relier au système qui les crée. Une nouvelle fois cela aboutit bien évidemment à masquer la dimension de classe qui traverse toutes les luttes tant au niveau national qu'international.

C'est ce même schéma qui fonctionne au niveau des quartiers. Il n'est pas dans mon propos de remettre en cause l'ensemble des associations, certaines travaillent très bien : cours d'alphabétisation, de soutien, aide aux plus démunies. Mais au fond, on ne peut le nier, ces associations travaillent à la gestion de la misère sociale créée par l'État.

Là aussi, il nous faut être vigilant·es – et je le répète – je ne dis pas qu'il faille quitter ces associations, mais il faut garder le cap sur ce que l'on veut faire.

Il faut qu'à l'intérieur de ces structures, on ait une conscience plus forte qu'il ne s'agit pas seulement de réclamer des *moyens de vivre*. Il faut rappeler que l'on a également des *raisons de vivre* qui doivent être tout autant satisfaites, à savoir la lutte pour le progrès social, pour la justice, contre les crimes policiers et sécuritaires, la lutte contre



l'impérialisme. Et on ne doit en aucun cas perdre ces objectifs de vue, même si cela a un prix et que les représailles ne sont jamais à écarter. Certaines associations en ont d'ailleurs fait l'amère expérience. J'ai vécu moi-même pareille situation. Au moment de la guerre contre l'Irak, je militais dans une association qui faisait de la resocialisation et de l'alphabétisation. Dès lors que l'on s'est exprimé contre cette guerre, on nous a coupé les subventions et on nous a enjoint de bien séparer les activités sociales de l'association et celles plus politiques ou militantes de ses membres. Ceci sous prétexte que la préfecture, la sous-préfecture et le Conseil général subventionnent les activités sociales et mettent des locaux à la disposition de celles et ceux qui s'investissent dans les activités sociales, mais non de celles et ceux qui rédigent des tracts et invitent à manifester contre la guerre.

Malgré ces rétorsions, nous avons choisi notre camp, tout comme au FUIQP nous choisissons notre camp. C'est la raison pour laquelle, outre que nous voulons être une organisation autonome sur le plan de la pensée politique, de son élaboration et des décisions, nous devons être autonomes également sur le plan financier.



DÉBAT

L'IMPÉRIALISME

LES PLANS D'AJUSTEMENT STRUCTUREL, UN OUTIL DE L'IMPÉRIALISME

La déstructuration, qui a eu lieu dans les pays nouvellement indépendants ou dans des pays auxquels on avait concédé l'indépendance en mettant au pouvoir des dictateurs se soumettant à l'impérialisme, est directement liée au rôle dévastateur des plans d'ajustement structurel auxquels sont soumis l'ensemble des pays, notamment africains.

L'endettement qu'ils subissent favorise la corruption et amène la destruction des pouvoirs qui, à leur tour, vont justifier et servir de prétexte à des interventions armées en Afrique quand ce ne sont pas ces interventions militaires elles-mêmes qui vont directement entraîner ou amplifier la déstructuration de ces pays et de ces sociétés. On a pu le constater en Irak, dans un pays où la société civile existait tant bien que mal, dans lequel les progrès étaient indiscutables et qui est aujourd'hui totalement détruit non seulement économiquement, mais aussi, plus grave encore, socialement et politiquement. Il est incontestable que ces interventions militaires sont un obstacle majeur au développement et à l'émancipation de ces sociétés.

LES ONG, UN FREIN À L'ÉMANCIPATION

Je rejoindrai ce qui a été dit dans l'intervention au sujet du rôle des ONG en ajoutant que leur action a également pour résultat qu'il devient quasiment impossible pour ces sociétés de s'émanciper. En clair, le Charity Business est là pour empêcher le développement de toute initiative populaire organisée de façon autonome.

GUERRES IMPÉRIALISTES ET IMMIGRATION

Aujourd'hui, nombre de pays sont dans une situation gravissime. C'est le cas pour la Libye qui subit les dommages catastrophiques de l'intervention des grandes puissances au bénéfice notamment des



grands lobbies pétroliers. Ce chaos risque de s'étendre à plusieurs pays proches de la Libye, tels que la Tunisie, l'Algérie et même l'Égypte, sans oublier l'Afrique subsaharienne. Il est temps de sensibiliser nos concitoyen·nes aux ravages que causent ces interventions.

Cette réflexion ne doit pas simplement être menée par les gens originaires des pays de cette région mais par l'ensemble des citoyen·nes, qu'ils et elles soient d'ici ou de là-bas car nous sommes toutes et tous concerné·es.

Je suis originaire d'Afrique subsaharienne. Lorsque la déstabilisation a touché le Liberia – les troubles ont commencé en 1990 – tous les pays voisins ont estimé que cela ne concernait que le Liberia mais ensuite cela a été le tour de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et aujourd'hui du Mali.

Derrière tous ces troubles, toutes ces guerres, se trouvent toujours de grands groupes déjà implantés ou qui veulent s'implanter.

Dans tous ces pays qui connaissent la guerre ou des troubles, les véritables pyromanes qui se transforment en pompiers sont en fait les mêmes qui ont installé les grandes entreprises ou défendu leurs intérêts. Il ne faut pas s'étonner ensuite de voir des gens essayer à n'importe quel prix de franchir la Méditerranée et qui, une fois arrivé·es ici, sont renvoyé·es sans ménagement au pays au prétexte qu'"on ne peut accueillir toute la misère du monde". Ici les gens sont laissé·es dans l'ignorance et n'ont pas idée de ces problèmes. Ce qu'on présente dans les médias, c'est que l'Afrique, c'est toujours la guerre.

Ce sont des questions qui méritent toute notre attention et qui méritent d'être débattues car de là provient une partie de nos problèmes et c'est à partir de cette situation que l'on arrive toujours à nous stigmatiser, à nous raciser.

ROUTES DES RICHESSES NATURELLES, ROUTES DES GUERRES, ROUTES MIGRATOIRES

Quand on fait le parallèle entre les routes des richesses naturelles et les routes de guerres, il faut ajouter aussi que ce sont les routes migratoires. En réalité souvent, lorsqu'on fait référence aux immigré·es, on



parle des immigré-es qui sont ici mais on ne parle pas de celles et ceux qui sont en train de traverser en ce moment ou de celles et ceux qui s'apprêtent à le faire.

Mettre en évidence le lien avec les routes migratoires, c'est aussi parler des drames qui se jouent, de la gestion militarisée des frontières extérieures de l'Europe, frontières meurtrières qui sont responsables de la mort, on peut dire de l'assassinat de milliers de personnes qui arrivent de pays où justement les pays occidentaux vont faire la guerre.

À cela s'ajoute la création de centaines de milliers de sans-papiers par des lois excluantes qui font de ces migrants et de ces migrantes tout à la fois la cible privilégiée de la police et de la chair corvéable à merci pour les patrons.

L'impérialisme, par le développement et le contrôle des flux migratoires –selon la terminologie de l'Union européenne– c'est également la poursuite d'une forme d'esclavage.

RECONSTRUIRE UN MOUVEMENT ANTI-GUERRE

Dans la loi sur le renseignement intérieur qui a été discutée récemment sont prévus des articles visant tout à la fois à protéger la France contre les mouvements qui pourraient contester sa politique internationale et à défendre ses intérêts.

Si dans le mouvement social, la question de l'impérialisme n'est guère prise en compte, en revanche, le gouvernement prend déjà des mesures pour ne pas être pris au dépourvu et c'est tout un arsenal qu'il veut faire adopter pour empêcher toute contestation de l'ordre qu'il veut imposer.

Lorsque des militant-es font référence à l'opposition qu'il y a eue contre la guerre en Irak, contre l'occupation en Afghanistan, contre la guerre sans limites, et qu'ils et elles déplorent qu'à présent il n'y ait aucune réaction, cela montre que l'un des problèmes aujourd'hui, c'est bien de reconstruire un mouvement anti-guerre plus fort, plus puissant.

Aucune réaction ou mobilisation significative contre les dernières

interventions de l'armée française en Afrique, aucune discussion dans les organisations progressistes du mouvement social. Une frilosité qu'il faut sans aucun doute relier au développement de l'islamophobie qui, de fait, paralyse bien des organisations et qui agit comme un frein à l'action et à la réflexion.

Déjà, la loi de 2004 sur le foulard avait cassé toute une dynamique qui s'était développée des années auparavant. Aujourd'hui, il faut dépasser ce constat et reprendre l'offensive.

MOUVEMENT ANTI-GUERRE ET MOUVEMENT ANTI-IMPÉRIALISTE

Si l'on analyse l'histoire de la France, en fait, il n'y a pas eu de développement important du mouvement anti-guerre. Depuis la colonisation, chaque fois qu'elle intervient à l'étranger, la France le fait au nom des valeurs universelles, au nom des valeurs de la République. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la gauche française n'est pas une grande référence dans la lutte contre la guerre.

Pendant, entre 2002 et 2004, le mouvement anti-guerre a été d'une ampleur étonnante. Sans être gigantesque, on ne peut nier une dynamique certaine avec des manifs pouvant réunir plusieurs centaines de milliers de personnes et parmi elles beaucoup de jeunes. Autres caractéristiques importantes à noter : d'une part une mixité intéressante en termes de participation des quartiers et d'autre part des occupations comme celle de l'*American Express*¹ par exemple. De plus, on était en présence d'un mouvement international avec des manifestations dans tous les pays et il est vrai que cela a été une période où beaucoup de choses étaient possibles.

Les dernières grandes manifs ont été celles contre la venue de Bush à Paris en 2004. Et la question reste de savoir pourquoi cela n'a pas continué. À mon sens, ce que l'on n'a pas réussi à faire, c'est confronter

1 - Le 10 avril 2003, Agir Contre la Guerre organise l'occupation de l'agence American Express Opéra à Paris pour protester contre la guerre en Irak. Cette banque, ainsi qu'une dizaine de multinationales américaines et britanniques, sont accusées de tirer profit de cette guerre. American Express avait déjà été une cible lors des protestations contre la guerre au Vietnam, avec le saccage de son siège parisien le 20 mars 1968.

et combiner les réflexions à l'intérieur du mouvement avec toutes les personnes qui y participaient pour développer au mieux nos analyses afin de dépasser le seul mouvement anti-guerre. Il nous faut bien prendre en considération que ce n'était pas un mouvement anti-impérialiste mais seulement un mouvement anti-guerre. Sa raison d'être était de s'opposer à la guerre et non pas de lutter contre l'impérialisme même si le lien entre guerre et impérialisme existe bel et bien.

L'impérialisme, ce n'est pas que la guerre qui n'en est qu'une conséquence. L'impérialisme, y compris l'aspect militaire, c'est le fait que parallèlement à une période de crise se développent de grands groupes et que la compétition qu'ils vont avoir, au lieu d'être régulée par le marché, va amener une confrontation entre États.

Dès la victoire militaire des coalisés en Irak, le mouvement anti-guerre s'est essoufflé : comme il n'y avait pas la compréhension de ce qu'est l'impérialisme et donc de la nécessité de continuer à le combattre, les mobilisations se sont arrêtées.

Le problème reste toujours celui du passage d'un mouvement anti-guerre à un mouvement anti-impérialiste.

**GERORGES IBRAHIM ABDALLAH : AU-DELÀ DU MILITANT,
UN SYMBOLE FÉDÉRATEUR**

Sur la thématique de la lutte contre l'impérialisme, la campagne pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah prend toute sa place. Après le dernier meeting organisé à Marseille par le Collectif, on était tombés d'accord pour proposer au FUJQP qu'il pose systématiquement dans toutes ses actions la question de la libération du camarade Georges Ibrahim Abdallah parce que son cas recoupe à la fois la lutte anti-impérialiste et la lutte pour la Palestine et plus largement pour la cause arabe et particulièrement celle du Liban.

Dans les quartiers populaires, dans les mouvements de l'immigration, dans les mouvements de solidarité nos cœurs ont battu au rythme de l'Intifada en Palestine, de la résistance du peuple palestinien dont



Georges Ibrahim Abdallah est l'un des symboles, la figure emblématique. C'est la raison pour laquelle, bien qu'il soit libérable depuis seize ans [1999], il est toujours maintenu en prison à Lannemezan.

C'est parce qu'il unit tous les combats, celui de la lutte des classes, des luttes de l'immigration et de la lutte anti-impérialiste en France que son cas exemplaire peut nous fédérer de la façon la plus sûre et la plus juste.

Si l'on se perd sur la question de savoir qui sont nos ami·es, qui ne le sont pas, on oublie que l'impérialisme reste notre ennemi principal, notamment à cause des guerres qu'il mène au Proche-Orient, mais aussi ici-même par les ravages qu'il occasionne et auxquels s'opposent les luttes de l'immigration.

70 ANS APRÈS SÉTIF

Dans quelques jours, ce sera le 8 Mai. Ce sera le 70ème anniversaire du massacre de Sétif, où je suis née. Si, comme les années précédentes, de nombreuses initiatives ont été organisées, il serait bien que cette année on fasse le point sur la situation en Algérie, sur l'évolution du pays, sur la confiscation de la révolution de nos parents par les dominants algériens aujourd'hui au pouvoir.

Aujourd'hui, nos parents –après s'être fait exploiter– sont abandonnés par ce pouvoir alors même qu'ils avaient donné leur sang pour l'Algérie. Le fait que nos parents ne puissent pas rester longtemps en vacances dans leur pays sous peine de perdre leurs droits en France, est déjà en soi une sorte de trahison.

Ce ne sont pas eux, les gouvernants actuels de l'Algérie, qui ont donné leur sang pour la révolution et s'il faut toujours pointer les responsabilités des dominants français, il ne faut pas oublier celles aujourd'hui des dominants algériens et bien faire apparaître que parmi tous les dominants, aucun ne vaut mieux que l'autre ! Sans oublier que la corruption et la méfiance du pouvoir algérien vis-à-vis de son peuple favorisent aussi les manœuvres de l'impérialisme.



8 mai 1945

Le 8 mai 1945, la France célèbre sa libération et "la fin du nazisme" auxquelles nombre de soldats des colonies ont participé (dont 134 000 Algériens). Forts de ce vent de libération que les Algériens ont fait souffler eux aussi, en Algérie, plusieurs cortèges défilant pour la victoire des Alliés portent des messages tels que "libération" ou "nous voulons être vos égaux". Au milieu des drapeaux français flotte celui qui deviendra le drapeau algérien. À Sétif, un drapeau algérien est déployé. Celui qui le porte, Saâl Bouzid, 22 ans, se fera abattre par un inspecteur. Plusieurs coups de feu partent ; dans la panique, aux fenêtres de bâtiments environnants, des Européens tirent à leur tour sur la foule. À la suite de cela, une milice d'Européens est formée et armée ; l'armée, la police, la gendarmerie sont déployées. C'est une véritable chasse à toute personne musulmane qui s'engage. À Guelma, même scénario. Le jeune Boumaza qui était le porteur-drapeau sera tué. Le communiqué du Gouvernement général du 10 mai 1945 illustre bien la manière dont les autorités de l'époque présentent ces événements : « Des éléments troubles, d'inspiration hitlérienne, se sont livrés à Sétif à une agression armée contre la population qui fêtait la capitulation de l'Allemagne nazie. La police, aidée de l'armée, maintient l'ordre et les autorités prennent toutes décisions utiles pour assurer la sécurité et réprimer les tentatives de désordre ».

Il y aura des réactions à ces deux massacres dans tout le Constantinois et durant sept semaines, l'armée française, renforcée par des avions, des navires et des chars, se déchaînera sur les populations de la région. Le bilan est lourd : alors que du côté français on dénombre 102 morts, du côté musulman ce chiffre est estimé entre 20 et 45 000. Il faudra attendre le 27 février 2005 pour que, lors d'une visite à Sétif, l'ambassadeur de France à Alger qualifie les massacres du 8 mai 1945 de "tragédie inexcusable". Cet événement constitue la première reconnaissance officielle de sa responsabilité par la République française.

Mais au-delà de ça, il nous faut apporter des éléments d'ordre historique et pédagogique à nos jeunes, à nos enfants qui idéalisent souvent là-bas, l'Algérie, parce qu'il leur faut bien une branche à laquelle s'accrocher. Ils et elles pensent que la vie est belle là-bas et sont même étonné-es que des luttes puissent s'y développer. Difficile de trouver le moyen pour faire comprendre aux jeunes que, partout dans le monde, il y a des luttes et que l'on n'obtient rien sans lutter. Je propose donc qu'un texte spécifique puisse être élaboré et diffusé à cet effet.

SYRIE, DANGERS DE L'INSTRUMENTALISATION

Aujourd'hui, il y a dans nos quartiers les pro-Assad qui prennent pour argument le fait d'affirmer que Bachar serait pro-palestinien, ce qui est vraiment tromper les gens quand on sait combien de Palestiniens et de Palestiniennes sont allé-es dans les geôles de Bachar et ça aussi il faut qu'on le prenne en compte pour bien analyser et se positionner au mieux sur la Syrie. De façon plus large, pour moi il ne faut pas déconnecter ce qui se passe en Palestine et ce qui se passe en Syrie.



Sahara Occidental

Le Sahara Occidental est une ancienne colonie espagnole située entre le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie. Le Front Polisario déclare le Sahara Occidental indépendant en 1976 sous le nom de République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD), avec le soutien de l'Algérie, contre l'avis du Maroc qui souhaite annexer ce territoire. En 1975 et 1976, suite aux affrontements entre les forces marocaines et algériennes, des dizaines de milliers de personnes se réfugient en Algérie. Au sommet de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) de Nairobi en 1981, le Maroc accepte le principe d'autodétermination mais fait construire plusieurs murs de défense pour contrôler les zones habitées et riches en phosphate du Sahara Occidental. Le mur est une parade décisive à la stratégie de guérilla du Polisario et il change radicalement le cours du conflit. Le Polisario se trouve rejeté à l'extérieur du mur et est incapable de mener des incursions significatives à l'intérieur du territoire contrôlé par l'armée marocaine. L'affrontement direct entre l'armée marocaine et celle du Polisario dure jusqu'en septembre 1991, date d'un cessez-le-feu organisé par l'ONU. Le Maroc contrôle et administre environ 80% du territoire, tandis que le Front Polisario en contrôle 20% situés de l'autre côté du mur marocain. Depuis le cessez-le-feu de 1991, un référendum doit être organisé, sans résultat jusqu'à aujourd'hui, faute d'accord entre les parties sur la composition du corps électoral. L'Algérie soutient le processus d'autodétermination, considérant que le Sahara Occidental lutte dans une logique décoloniale. La France, de son côté, soutient le Maroc en affirmant que le Sahara Occidental relève de la souveraineté historique de celui-ci. Pendant que la communauté internationale tourne en rond dans une complaisance diplomatique, c'est le peuple sahraoui qui subit. On estime le nombre de réfugié-es à 170 000 et la répression vise durement les militant-es sahraoui-es, avec nombre de cas de procès inéquitables, de détentions arbitraires et d'actes de tortures.

SAHARA OCCIDENTAL - PALESTINE : UN PARALLÈLE

On ne peut pas passer sous silence la situation au Sahara occidental, un État qui n'est toujours pas un État et une situation qui reste pour certaines communautés maghrébines un problème sensible. On est en présence d'un peuple sous domination étrangère qui demande son indépendance.

Alors que l'ONU le reconnaît comme un État à part entière comme la Palestine qui reste aujourd'hui encore occupée, c'est un État qui est occupé, sa population souffre et son peuple reste sous emprise étrangère.

PALESTINE, NE RIEN LÂCHER

Il est bon de toujours rappeler que la France est responsable des accords Sykes-Picot et que par là même notre responsabilité est engagée. Et même si les gens nous reprochent de toujours mettre en avant la question palestinienne, il est de notre devoir de ne rien lâcher et de toujours mettre en avant le droit au retour des réfugié-es. Qu'Israël puisse accueillir tous les juifs et toutes les juives du monde et que les

Les accords Sykes-Picot

En mai 1916, pendant la Première Guerre mondiale, la France signe un traité secret avec le Royaume-Uni : le but est de se partager l'ensemble du Proche-Orient au détriment de l'Empire ottoman, en cas de victoire sur celui-ci. Il s'agit de territoires occupés aujourd'hui par le Koweït, l'Irak, le Yémen, Oman, le Qatar, les Émirats arabes unis, Bahreïn, la Jordanie, Israël, la Palestine (qui reviendront aux Britanniques), la Syrie, le Liban, et une partie de la Turquie (qui reviendront aux Français). Ces accords constituent une trahison de la promesse d'indépendance faite aux peuples arabes en échange de leur révolte contre l'Empire ottoman, promesse faite par les signataires de l'accord, la France et le Royaume-Uni. Ces accords donneront lieu à la fin de la guerre à la division du Proche-Orient entre mandat britannique et mandat français.

Palestiniens et Palestiniennes se voient interdites de retour, c'est une injustice que l'on ne peut accepter et sur laquelle on ne doit pas transiger.

AU-DELÀ DE L’AFFICHAGE, POUR UNE SOLIDARITÉ ACTIVE

Je voudrais rappeler que Georges Ibrahim Abdallah est enfermé en France depuis plus de 31 ans et que le comité de soutien sur Paris ne date que de 2006, même si à titre individuel, à un niveau local, certains et certaines n'avaient pas attendu la création du comité pour réagir.

Qu'il ait été complètement oublié par la droite, ce n'est pas étonnant mais il a également été oublié par tous les mouvements de gauche; et si l'article 8 concernant l'adhésion à l'Internationale stipulait «Soutien à la lutte armée et soutien à la lutte anti-coloniale des peuples opprimés», aucun parti se revendiquant de la lutte anti-impérialiste ne l'a soutenu. Toutes ces bonnes résolutions sont passées à la trappe. De fait, Georges Ibrahim Abdallah paie le prix des renoncements de ces organisations. Aujourd'hui, lorsque l'on aborde ces questions avec lui, il a bien conscience d'avoir été abandonné. Il sait parfaitement pourquoi il est enfermé et que l'excuse la plus souvent avancée pour ne pas le soutenir est qu'il aurait du sang sur les mains.

Dès lors, des questions se posent: c'est quoi être véritablement un militant, une militante anti-impérialiste? C'est quoi concrètement soutenir la lutte des peuples opprimés? Est-ce qu'on passe à la vitesse supérieure, soutient-on ou non leur lutte armée? Est-ce qu'on est des militants et des militantes pour la paix, uniquement pacifistes? Est-ce qu'on soutient la Palestine tout en dénigrant les personnes qui prennent les armes alors que dans le même temps on arbore le pin's de Lumumba, de Sankara ou de Malcolm X¹?

¹ - Révolutionnaires panafricanistes anti-coloniaux et anti-impérialistes. Patrice Lumumba fut l'une des principales figures de l'indépendance de la République Démocratique du Congo; Thomas Sankara, lui, incarna la révolution burkinabè; Malcolm X fut un des



Il est facile de se revendiquer des morts alors qu'on laisse crever en prison des militants et des militantes, elles et eux, bien en vie. Est-ce qu'on les laisse crever parce qu'ils et elles sont accusé-es d'avoir du sang sur les mains, en oubliant ou en faisant l'impasse sur tout le contexte de la lutte anti-impérialiste dans lequel ces actions se sont inscrites?



leaders du Mouvement pour les droits civiques aux États-Unis. Tous trois ont non seulement participé à la lutte pour les droits de leur peuple chez eux mais ont aussi encouragé les autres peuples à en faire de même, les ont soutenus dans leurs luttes. Tous trois reconnaissaient l'utilité de prendre les armes quand le contexte l'exige.



CONCLUSIONS

Saïd Bouamama, sociologue, cofondateur du FUIQP et membre du collectif FUIQP 59/62.

Le FUIQP inscrit dans son programme l'engagement anti-impérialiste. Pour nous, il n'y a pas de combat antiraciste sérieux si celui-ci ne s'attaque pas à la base matérielle du racisme : l'impérialisme. Nous sommes les résultats de l'esclavage et de la colonisation, c'est-à-dire des formes qu'a pris la domination du monde par l'Europe. Pour certains et certaines d'entre nous, nous sommes les résultats de la domination économique contemporaine du Sud par le Nord et des guerres pour le pétrole et les minerais stratégiques que ce Nord mène aujourd'hui dans nos pays d'origine et/ou dans ceux de nos parents ou grands-parents pour d'autres.

Les préjugés sur lesquels s'appuient les discriminations systémiques que nous subissons ne sont pas qu'un reste d'une histoire passée qui pourrait disparaître avec le temps. Ils sont nécessaires à la légitimation des politiques de pillages et de guerres que l'État français mène en Afrique ou au Moyen-Orient. Si le passé ne passe pas, c'est qu'il a une utilité et une fonction sociale contemporaines.

Avant de donner la parole à Kamel Badaoui et pour aller dans le sens de l'intervention du camarade qui demandait à ne pas limiter l'impérialisme à la guerre, même si bien sûr, ça comporte la guerre, un mot pour montrer la schizophrénie des mouvements qui se disent de gauche ou d'extrême gauche ou progressistes en France. Je m'explique : au moment même où nous développons une campagne, gauche et extrême gauche confondues, contre le traité TAFTA¹ d'ouverture

1 - Négocié depuis le mois de juillet 2013, TAFTA, l'accord commercial trans-atlantique ou Trans-Atlantic Free Trade Agreement est un projet d'accord commercial entre l'Union européenne et les États-Unis. Il concerne des domaines aussi variés que l'accès aux médicaments, la sécurité alimentaire ou le règlement des différends privés-publics. Plusieurs collectifs se mobilisent contre ce traité qui tente d'imposer des mesures répressives et de continuer de démanteler les services publics au profit de la libre concurrence.



absolue au libre-échange, l'Europe et la France imposent à l'Afrique des traités de partenariat économique. Quand on examine leur contenu, cela signifie très concrètement, et on peut les prévoir, des famines d'une ampleur énorme en Afrique, dans les deux ou trois ans à venir, parce que ces traités ne peuvent qu'entraîner la paupérisation massive de toute la paysannerie vivrière.

Je parlais de schizophrénie, eh bien, on a des organisations qui sont capables d'un côté de s'opposer à TAFTA parce que cela va ouvrir nos frontières à la concurrence états-unienne et entraîner des souffrances chez nous ; et de l'autre, de se taire lorsque leur État fait la même chose en Afrique. Cette vision autocentrée et cette analyse quelque peu borgne de la situation internationale montrent la nécessité de prendre la question de l'impérialisme dans toute sa globalité.

Sur la question de l'anti-impérialisme le chantier est immense en France. Nous sommes dans une des puissances qui mène le plus d'agressions militaires en Afrique, qui continue son occupation coloniale dans les fameux DOM-TOM et qui est un des alliés les plus forcenés d'Israël, cet outil central de l'impérialisme dans la région du Moyen-Orient. Et face à cela, il n'y a en France aucun mouvement anti-guerre. Plus grave que cela, des forces soi-disant critiques du système cautionnent des interventions militaires en Afrique au prétexte de s'opposer au "djihadisme" ici, à tel ou tel "dictateur" là.

Que ce soit dans l'opposition à la guerre ou dans la dénonciation des mécanismes économiques d'assujettissement et de paupérisation des pays du Sud, le FUIQP doit prendre ses responsabilités.

KAMEL BADAoui, militant anti-colonial, cofondateur du FUIQP et membre du FUIQP Paris.

Les interventions au cours du débat ont bien complété mon exposé, en particulier le parallèle qui vient d'être fait sur la route des migrations. Je tiens d'ailleurs à signaler parmi nous la présence de Soumaré, de l'Union nationale des sans-papiers, une organisation qui est en train



d'être créée par les sans-papiers dans une démarche qui ressemble à celle du FUIQP.

À propos de l'intervention du camarade sur l'impérialisme, il va de soi que le lien est évident entre impérialisme et système économique, même si je n'ai pas développé cet aspect.

En ce qui concerne les printemps arabes, il faut dire d'abord qu'au FUIQP on n'a pas adopté cette expression de "printemps arabes". Pour nous, ce sont des processus de lutte des classes mais aussi de lutte des peuples. Dans chaque pays, les classes, les couches sociales, chacune à leur façon, essaient d'influencer le cours des événements.

Ce qui s'est passé en Tunisie est majeur. En dehors même de la chute du dictateur Ben Ali, qui est en soi un événement considérable en ce qu'il sanctionne l'échec des politiques qui ont été menées par ce système et ses alliés, le processus en cours depuis, bien qu'il évolue en zigzag, est indéniablement d'une grande importance. Comme tout processus, il n'est pas linéaire, on ne peut affirmer qu'il conduise ni à une victoire, ni à un échec.

Par contre, ce que l'on peut observer ou relever de façon tangible, c'est l'accentuation des dangers dans toute la zone du Maghreb et même de l'Afrique, l'accroissement de l'instabilité. Ça ne vient pas de nulle part: c'est la conséquence des discours et des actes des dirigeants impérialistes dont l'influence se déploie à l'échelle planétaire.

Aujourd'hui la déstabilisation est un des buts de la mondialisation: la mondialisation veut éliminer tous les obstacles qui se dressent encore devant elle, et particulièrement les États nationaux qui sont nés des luttes de libération nationale et qui, malgré toute leur fragilité et les difficultés de construction qu'ils rencontrent, malgré leur état d'ébullition, dressent des obstacles aux visées impérialistes.

Au Moyen-Orient comme en Afrique, suivant des modalités et des agendas différents, des actions et des interventions se succèdent pour casser les États nationaux et créer à leur place des États ethniques voire tribaux. Le but est d'aboutir, somme toute, comme le disait Saïd



Bouamama à une balkanisation propice à l'affaiblissement des États avec pour objectif de mieux s'assurer le contrôle des richesses et des sources d'énergie.

Enfin, si j'ai dit que l'impérialisme c'est la guerre, bien entendu, ce n'est pas uniquement la guerre. Dans les conditions actuelles, pas plus qu'auparavant d'ailleurs, on ne peut être un militant ou une militante anti-impérialiste conséquent·e si l'on n'est pas également anticapitaliste, c'est-à-dire contre ce système d'organisation et d'exploitation. Et c'est bien un axe majeur qui nous préoccupe et que nous essayons au mieux d'articuler – lutte anticapitaliste et combat anti-impérialiste – dans la construction du FUIQP.

SONIA MOUSSAOUI, membre du groupe du FUIQP à Saint-Étienne (42), militante politique décoloniale.

Pour clôturer ce débat sur l'impérialisme, j'ajouterai une dimension qu'il faut toujours garder à l'esprit. Si l'impérialisme, c'est bien entendu l'exportation des rapports capitalistes au reste du monde via les guerres, il ne faut pas oublier que c'est également l'exportation d'un système culturel et d'un mode de pensée.

Dans ces conditions, il était nécessaire pour justifier le retour des guerres néocoloniales dont nous sommes témoins de théoriser, tout comme pour l'esclavagisme et le colonialisme, une idéologie de racialisation consistant à inférioriser les sociétés non européennes et/ou non occidentales.

Ce qu'il faut retenir c'est que le développement du capitalisme en Occident est dans l'absolu lié avec le développement de la misère dans les pays impérialisés. Jamais il n'y aurait pu y avoir de développement industriel en Occident sans meurtres, génocides, tueries et vols dans les pays impérialisés. Cela veut dire qu'il n'y a pas deux histoires séparées, qu'il n'y a pas, en Occident, un mode de production qui serait plus intelligent que tous les autres. Le jour où les travailleurs et les



travailleuses français-es auront compris cela, ils et elles deviendront anti-impérialistes. Le capitalisme n'est pas le résultat d'une intelligence mais plutôt le résultat de pillages et de destructions.

L'idée est donc d'arrêter de penser deux histoires mais plutôt en une seule et même histoire mondiale. Ainsi le sort de l'humanité est lié : autrement dit, il n'y a pas d'émancipation sociale dans les sociétés occidentales sans émancipation sociale dans les sociétés d'Afrique, du Maghreb, d'Afrique subsaharienne, des pays du Moyen et de l'Extrême-Orient, d'Inde, d'Amérique du Sud, etc.





BIBLIOGRAPHIE

LIVRES

ABDALLAH, Mogniss H., *Rengainez, on arrive ! Chroniques des luttes contre les crimes racistes ou sécuritaires, contre la hagra policière et judiciaire, des années 1970 à aujourd'hui*, Libertalia, 2012.

ALI, Zahra, *Féminismes islamiques*, La Fabrique, 2012.

BOUAMAMA, Saïd, CORMONT, Jessy, FOTIA, Yvon, *Les discriminations multifactorielles, genre/« race »/classe*, Repères pour comprendre et agir, Acsé, 2010.

CESAIRE, Aimé, *Discours sur la négritude*, 1987, Présence africaine, 2004.

CHOUDEUR Ismahane, LATRECHE Malika, TEVANIAN Pierre, *Les filles voilées parlent*, La Fabrique, 2008.

CIUCIU Anna, FOISNEAU Lise, CHOPINAUD Pierre, MILE Saimir, MERLIN Valentin, *Avava-Ovava*, Al Dante, 2013.

COLLECTIF ANGLES MORTS, *Permis de tuer*, Syllepse, 2014.

COLLECTIF INTERNATIONAL, *Georges Ibrahim Abdallah*, Al Dante, 2012.

DAVIS, Angela, *Femmes, Race et Classe*, (Women, Race and Class, 1982, The Women Press Ltd, trad. Dominique TAFFIN), Editions Des Femmes, 1983.

FANON, Frantz, *Peau noire, masques blancs*, Seuil, 1952.

FANON, Frantz, *Les damnés de la terre*, Maspéro, 1961.

HAJJAT, Abdellali, *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Amsterdam, 2013.

L'HAOUA, Farid, *1983 La Marche inside. Pour l'égalité des droits et contre le racisme*, EMCC, 2014.

LORDE, Audre, « De l'usage de la colère: La réponse des femmes au racisme », *Sister Outsider. Essais et propos d'Audre Lorde sur la poésie, l'érotisme, le racisme, le sexisme...*, Mamamélis/Trois, 2003 (1984, Crossing Press). Disponible sur www.infokiosques.net.

RIGOUSTE, Mathieu, *L'ennemi intérieur: la généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, La Découverte, 2009.

TEVANIAN, Pierre, *La mécanique raciste*, Dilecta, 2008.

REVUES

ANZALDÚA, Gloria, « La conscience de la Mestiza. Vers une nouvelle conscience », *Les cahiers du CEDREF*, n° 18, 2011 (« La Conciencia de la Mestiza: Towards a New Consciousness », W. KOLMAR, F. BARTOWSKI (dir), *Feminist Theory: A Reader*, 1987, trad. Paola Bacchetta et Jules Falquet), disponible sur www.cedref.revues.org/679.

ERNAUX, Annie, « Je ne voulais pas trahir », *Politis*, n° 1176, 10 novembre 2011.

FILMS

Audre Lorde. The Berlin Years, 1984 to 1992, Documentaire, Dagmar Schultz, 2012, 79 min.

Perdus entre deux rives. Les Chibanis oubliés, Documentaire, Rachid Oujdi, 2014, 52 min.

Douce France, La Saga du mouvement beur, Documentaire, Mogniss H. Abdallah et Ken Fero, 1993, 87 min. Un extrait de 10 minutes sur la Marche pour l'égalité et contre le racisme est disponible sur internet.

SITES INTERNET

Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF):
www.atmf.org

Blog de Saïd Bouamama: www.bouamamas.wordpress.com

Brigade Anti-Nérophobie: www.amon-france.com

Collectif Contre l'Islamophobie en France (CCIF):
www.islamophobie.net

Collectif Stop le Contrôle au Faciès: www.stoplecontroleaufacies.fr

Collectif Urgence Notre Police Assassine: www.urgence-notre-police-assassine.fr

Coordination Contre le Racisme et l'Islamophobie (CRI):
www.crifrance.com

La Voix des Roms: www.rroms.blogspot.fr

Mouvement Immigration Banlieues: mibmib.free.fr



TAHIN PARTY C'EST AUSSI...

JULIA SERANO, *MANIFESTE D'UNE FEMME TRANS... ET AUTRES TEXTES*

ISBN 978-2-912631-25-1, 166 p., 2014, 5€

L'ouvrage analyse le sexisme, la misogynie et la transphobie qui conduisent à la discrimination des femmes transsexuelles et à la dévalorisation de la féminité en général. La précision de son analyse et le décryptage des mécanismes d'oppression des femmes trans en font un ouvrage précieux pour le public francophone. En partant de l'analyse de la littérature, des films et des émissions tv, mais aussi de sa propre expérience, l'auteure porte un regard novateur et pertinent sur la condition des personnes trans.

LILA CHOULI, *BURKINA FASO. CHRONIQUE D'UN MOUVEMENT SOCIAL*

ISBN 978-2-912631-24-4, 320 p., 2012, 8€

Burkina Faso, février 2011. La mort du collégien Justin Zongo, suite à des brutalités policières, provoque des manifestations populaires dans la ville. Tout au long du premier semestre 2011, on assiste à des manifestations, des émeutes, des incendies de bâtiments publics, mais aussi au boycott de la production de coton par les paysans, à des grèves de mineurs, de professeurs, de magistrats. Si la révolte au Burkina Faso n'a pas connu la même issue qu'en Tunisie et en Égypte, il y a néanmoins eu des victoires sectorielles.

PAULINE ROSEN-CROS, *¡DURO COMPAÑER@S! OAXACA 2006. RÉCITS D'UNE INSURRECTION MEXICAINE*

ISBN 978-2-912631-19-0, 368 p., 2010, 7€

Mexique, 2006 : une ville entière se soulève contre un gouverneur détesté et contre tout un système économique et social autoritaire. Plusieurs attaques de la police sont repoussées par les habitants, qui barricadent leur ville et s'organisent au sein de l'assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO). Pendant six mois, ils combattent l'État au quotidien et tentent d'instaurer un nouvel ordre social. Cette lutte multiforme rassemble des secteurs extrêmement variés de la population et s'étend dans tout l'État.

GAIL PHETERSON, *FEMMES EN FLAGRANT DÉLIT D'INDÉPENDANCE*

ISBN 978-2-912631-20-6, 96 p., 2010, 3,60€

Cet ouvrage retrace et actualise certains sujets phares du féminisme contemporain allant de la violence à la grossesse, la prostitution et la migration. Gail Pheterson explore les processus du camouflage des rapports de pouvoir entre les sexes et la résurgence des explications individuelles du sexisme par les notions de déviance, de pathologie et de criminalité, ou bien d'identité, de différence et d'orientation sexuelle.

CAMILLE DE VITRY AVEC LES RESSORTISSANT·E·S DE SADIOLA, *L'OR NÈGRE*

ISBN 978-2-912631-18-1, 176 p., 2009, 5€

Voilà le récit vrai d'une enquête acharnée sur la gigantesque mine d'or de Sadiola au Mali. Le site est le théâtre de toutes les prédatations : conditions de travail souvent mortelles des ouvriers de l'exploitation ; contamination des eaux et des sols par les déchets cyanurés ; extermination lente des populations locales ; financement à grands coups d'aide publique au développement... sans parler du vol, pur et simple.

COLLECTIF IVP, AVORTER. HISTOIRE DES LUTTES ET DES CONDITIONS D'AVORTEMENT DES ANNÉES 1960 À AUJOURD'HUI

ISBN 978-2-912631-17-3, 132 p., 2008, 6€

C'est un très vaste mouvement social qui a mené, en 1975, à l'adoption de la loi Veil autorisant l'avortement. Ce livre parle de femmes et de luttes, d'avortement et de droit de choisir sa fécondité, de conquêtes passées et de menaces à venir... Il part à la redécouverte d'une histoire peu connue, faite de clandestinité, de renversements de valeurs traditionnelles, d'enthousiasme collectif. Il est un appel à rester mobilisé-es sur un terrain où les acquis ne sont pas forcément si solides qu'ils paraissent.

SHULAMITH FIRESTONE, POUR L'ABOLITION DE L'ENFANCE

ISBN 978-2-912631-28-9, 80 p., 2007, rééd. 2016, 4€

L'idée que nous nous faisons aujourd'hui de l'enfance (de 0 à 18 ans!) est d'invention récente. Les caractéristiques qu'on lui attribue (innocence, vulnérabilité, dépendance, etc.) sont le produit d'une construction historique. Les attentions spéciales, la protection, le « respect » dont les enfants sont l'objet, ainsi que les institutions créées pour eux, les maintiennent sous tutelle, les privent de tout pouvoir sur leur vie, les enferment dans leur rôle et, finalement, les infantilisent.

JEAN-PAUL GOUTEUX, UN GÉNOCIDE SANS IMPORTANCE. LA FRANCE ET LE VATICAN AU RWANDA

ISBN 978-2-912631-15-2, 192 p., 2007, 6€

Le génocide rwandais, plus d'un million de morts d'avril à juin 1994, reste environné de ce flou entretenu sur la politique française en Afrique. Comme si les massacres sur le continent africain étaient des événements endémiques inévitables et incompréhensibles. Au contraire, ce génocide n'a été ni spontané ni imprévisible: il a été orchestré par les États français et rwandais. Il a également bénéficié de la complicité active de l'Église catholique. La France et le Vatican voulaient garder le contrôle de ce petit pays au centre de l'Afrique. À

tout prix. Ce million de meurtres n'aurait pas eu lieu sans le soutien indéfectible des décideurs français, mais aussi de la hiérarchie ecclésiastique.

CATHERINE BAKER, *INSOUMISSION À L'ÉCOLE OBLIGATOIRE*

ISBN 2-912631-12-2, 208 p., 2006, 8€

À sa fille qui n'est jamais allée à l'école, Catherine Baker explique ce qu'elle pense elle-même de cette institution. Si l'école est la première cible de l'auteure, ses attaques portent beaucoup plus profondément, contre la domination adulte et, au-delà, contre l'asservissement social et la gestion des individus. La première parution de ce livre date de 1985. Si les constats que dresse Catherine Baker sont très actuels, la radicalité de la remise en cause à laquelle elle se livre est quasiment impensable aujourd'hui.

CATHERINE BAKER, *POURQUOI FAUDRAIT-IL PUNIR? SUR L'ABOLITION DU SYSTÈME PÉNAL*

ISBN 2-912631-11-4, 192 p., 2004, 8€

Tant l'archaïsme de la prison que la modernité des formes étatiques de punition qui tendent à la remplacer, et plus fondamentalement toute forme de punition, y compris dans ses manifestations privées, sont le sujet de ce livre résolument abolitionniste.

PETER SINGER, *L'ÉGALITÉ ANIMALE EXPLIQUÉE AUX HUMAIN·E·S*

ISBN 978-2-912631-13-8, 80 p., 2007, 3€

Les bases philosophiques du mouvement pour l'égalité animale. En se plaçant d'un point de vue résolument éthique, Peter Singer dénonce le spécisme, qu'il définit comme l'idéologie justifiant l'oppression que les humains font subir aux individus des autres espèces. Notre domination sur les autres animaux constituant un fondement de notre civilisation, c'est à une véritable révolution morale et politique que nous convie Peter Singer.



ILLUSTRATIONS

COUVERTURE

Affiche des 5^{èmes} rencontres nationales des luttes des immigrations, Léo©

PREMIÈRE TABLE RONDE

Couverture de CHOUDER Ismahane, LATRECHE Malika, TEVANIAN Pierre, *Les filles voilées parlent*, La Fabrique, 2008©

Couverture de TEVANIAN, Pierre, *La mécanique raciste*, Dilecta, 2008©

Banderole contre l'islamophobie, Association Musulmans de Saint-Gratien©

Banderole de la Brigade anti négrophobie, non datée

Photo du collectif La voix des Roms, www.lavoixdesrroms.org©

Couverture de CIUCIU Anna, FOISNEAU Lise, CHOPINAUD Pierre, MILE Saimir, MERLIN Valentin, *Avava-Ovava*, Al Dante, 2013©

Affiche de la Fête de l'Insurrection gitane du 16 mai 2015 à Saint-Denis, www.insurrection-gitane.com©

Affiche de l'Exposition Coloniale de Paris en 1931, 1928: Joseph de La Nézière (1873–1944)

Autocollant *Non au racisme d'État*, lahorde.samizdat.net©

Affiche *La crise divise la lutte unit*, non datée

Portrait de Georges Ibrahim Abdallah, non daté

Tag représentant Georges Ibrahim Abdallah, non daté

DEUXIÈME TABLE RONDE

Affiche de la campagne Police personne ne bouge?!, 2008

Affiche d'un rassemblement "morts en prison" place du Palais Royal à Paris le 2 décembre 2014, affiche copyleft créée à partir d'une image copyleft, <http://imagerdesprisons.tumblr.com/divers>

Couverture de COLLECTIF ANGLES MORTS, *Permis de tuer*, Syllepse, 2014©

Affiche *La Détente s'amorce*, mai 1968, après recherche droits inconnus

Affiche *Quand c'est insupportable, on ne supporte plus*, non datée

Affiche *Squat, Réappropriation, grève des loyers*, non datée, copyleft

Photo de la bataille d'Alger, 1957

TROISIÈME TABLE RONDE

Affiche *Un emploi pour toutes et tous* de Femmes en Lutte 93©

Affiche *Jusqu'à la dernière pulsation de mes veines*, non datée, après recherche droits inconnus

Frantz Fanon. Photo Rue des Archives. Collection BCA

Affiche de l'organisation des femmes du FPLP, après recherche date et droits inconnus

Couverture de DAVIS, Angela, *Femmes, Race et Classe*, (*Women, Race and Class*, 1982, The Women Press Ltd, trad. Dominique TAFFIN), Editions Des Femmes, 1983©

Couverture de ALI, Zahra, *Féminismes islamiques*, La Fabrique, 2012©

QUATRIÈME TABLE RONDE

1 affiche et 2 photos du collectif Justice et Dignité pour les Chibanis de Toulouse©

Photo *Train à Vapeur à la gare de Bled*, GUERRAZ François©

Converture de HAJJAT, Abdellali, *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Amsterdam, 2013©

5 photos de la Marche de 1983, Jacques Delorme©

Affiche *Marche pour l'égalité*, Michel Balme, 1983©

2 photos de la Marche de 1983, Jacques Delorme©

Photo de la banderole de la campagne Justice pour les chibanis-as,
collectif Justice et Dignité pour les Chibanis de Toulouse©

Affiche de *Perdus entre deux rives. Les Chibanis oubliés*,
Documentaire, Rachid Oujdi, 2014, 52 min©

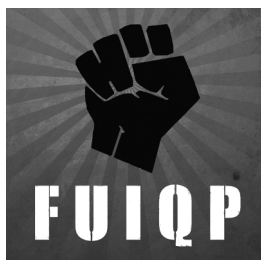
CINQUIÈME TABLE RONDE

Affiche *Le prix du sang va augmenter*, AAEL Toulouse

Affiche *Je profite de la guerre*, non daté & Affiche de l'UNRWA,
Quarante ans après, 1988

Les photos des rencontres présentes au début des tables rondes ont
été rassemblées par Y.M. & A.V.

Contactez la maison d'édition pour l'utilisation de ces illustrations.





TAHIN PARTY [طحين پارتی]

n.f. (de *tahin*, 100% sesame, et *party*, insouciance occidentale)
1. *Soc.* Édition érémyphile. 2. *Pol.*
La nature n'existe pas. 3. *Hist.*
Trahir ses pairs ; renoncer à ses
privilèges ? 4. *Biol.* Moins de
souffrances. 5. *Géopol.* Le reste
du monde s'invite à la fête.

